

POSSIBLES

VOLUME 39, NUMÉRO 2. AUTOMNE 2015

Pétrole... et après

POSSIBLES

DÉPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE,
attn : Dominique Caouette, Pav. Lionel Groulx, Université de Montréal C.P. 6128,
Succursale Centre-ville, Montréal (Québec), H3C 3J7

SITE WEB : www.redtac.org/possibles

RESPONSABLE DU NUMÉRO

Gabriel Gagnon

COMITÉ DE RÉDACTION

Christine Archambault, Stéfanie Bergeron, Dominique Caouette, Gabriel Gagnon,
Nadine Jammal, Maud Emmanuelle Labesse, Ève Marie Langevin, Claire Lengaigne,
Anatoly Orlovsky, Jean-Claude Roc, Maïka Sondarjee et André Thibault.

COORDINATION

Dominique Caouette

RESPONSABLES DE LA SECTION POÉSIE/CRÉATION

Anatoly Orlovsky et Ève Marie Langevin

RESPONSABLE DE LA SECTION DOCUMENTS

Gabriel Gagnon

RESPONSABLE DE LA PRODUCTION

Maïka Sondarjee

CONCEPTION GRAPHIQUE

Stéfanie Bergeron

CORRECTION ET REVISION

Gabriel Gagnon, Christine Archambault, Maud Emmanuelle Labesse, Marie Nicole
L'Heureux, Frederic Lemire, Anatoly Orlovsky

MEMBRES FONDATEURS

Gabriel Gagnon, Roland Giguère, Gérald Godin, Gilles Hénault, Gaston
Miron, Marcel Rioux

La revue POSSIBLES est membre de la SODEP et ses articles sont répertoriés dans Repères.
Les textes présentés à la revue ne sont pas retournés.

IMPRESSION : Le Caïus du livre

Ce numéro : 15\$ La revue ne perçoit pas la TPS ni la TVQ.

DÉPÔT LÉGAL Bibliothèque nationale du Québec : D775 027

DÉPÔT LÉGAL Bibliothèque nationale du Canada : ISSN : 0707-7139

© 2015 Revue POSSIBLES, Montréal

TABLE DES MATIÈRES

ÉDITORIAL

Le pétrole...et après	6
Gabriel Gagnon	

SECTION I: LES ENJEUX ACTUELS

Souvenirs du fleuve	10
Monique Durand	

Enjeux pour la prochaine politique énergétique du Québec	16
Normand Mousseau	

Sciences, Économie et Mobilisation contre le pétrole bitumineux	33
Patrick Bonin	

SECTION II: DEUX COMMUNAUTÉS EN DANGER. Anticosti. Îles-de-la-Madeleine.

La chasse au pétrole extrême. Contre le saccage de l'environnement	46
Paul Beaucage	

Les représentations de la nature	58
Geneviève Brisson	

Une démocratie citoyenne	74
Anne-Isabelle Cuvillier	

Quel Avenir pour Anticosti? Pétrole ou Tourisme et Forêt	100
Gaétan Laprise («Alex»)	

Îles-de-la-Madeleine. La pêche vaut mieux que Old Harry.....	115
Annie Landry	

SECTION III: APRÈS LE PÉTROLE

Manifeste pour un plan global.....	128
Collectif	
L'après-pétrole: oui, au plus tôt !.....	134
Serge Mongeau	
La décroissance soutenable comme sortie du capitalisme.....	138
Yves-Marie Abraham	

SECTION IV: DOCUMENTS

L'innovation sociale : Quête du Graal, épopée don quichotienne ou utopie réaliste ?.....	154
Jean-Marc Fontan	

SECTION V: POÉSIE/CRÉATION

Coûte chair.....	169
Catrine Godin	
La Souffrance est là pour me dire que je suis toujours vivant....	171
Éric Roger	
À Cancun.....	172
Charles Dionne	
Énergie sombre.....	173
Mona B.	

La chorale du peuple:	
O Oil Sands / Les Sables Bitumineux	174
Paroles : Dan Parker	
La recette du gaz des schiste	176
Paroles : Alain Mignault, Myriam V., Clément Courte et Dan Parker	
Medley pour la Terre	180
Paroles : Myriam V. et Dan Parker	
Vers la Source	182
Camille Caron Belzile	

Éditorial

Le pétrole... et après

PAR Gabriel Gagnon

L'énorme manifestation pour la défense de la nature organisée par Dominic Champagne dans le cadre du «printemps érable» de 2012 et la lutte gagnante pour la défense des bélugas, menacés par le projet de faire de Cacouna le point de départ du transfert par bateaux du pétrole bitumineux venu de l'Alberta, m'ont incité à proposer à notre revue la préparation d'un numéro sur « le pétrole...et après », dont la sortie coïnciderait avec les élections du 19 octobre.

Même s'il existe déjà de nombreuses formes d'opposition au passage par le Québec du pétrole albertain, comme le montrent les quarante auteurs venus d'horizons divers réunis par les Éditions Somme Toute le printemps dernier («Sortir le Québec du pétrole». Somme Toute, 2015) ces initiatives demeurent pour le moment dispersées, n'ayant pas encore réussi à converger dans un vaste mouvement social.

Nous pensons que les prochaines élections, en plus de nous débarrasser du dangereux Stephen Harper, permettraient à un NPD au pouvoir d'offrir de nouvelles perspectives à l'Alberta, au Québec et au Canada pour enrayer l'implantation définitive de l'industrie pétrolière chez nous. C'est ce que, forts cette fois de l'appui majoritaire des Québécois, auraient pu faire ces grands leaders que j'ai eu la chance de côtoyer, Tommy Douglas, David Lewis, Robert Cliche et Jack Layton. Malheureusement, Thomas Mulclair, propulsé inopinément à la tête du parti à la suite du décès de Layton, malgré un tempérament combatif qui lui a permis un succès certain lors des débats à la Chambre des Communes, ne semble proposer aucun programme cohérent et progressiste au sujet de l'industrie pétrolière canadienne. Se contenter de suggérer un meilleur contrôle du transport chez nous du pétrole albertain n'est une solution ni suffisante ni vraiment écologique.

Le nouveau gouvernement albertain a hérité d'une «patate chaude» dont il ne sait pas vraiment que faire. Comme l'a suggéré une des candidates ontariennes

du NPD, Linda McQuaig, il serait temps de profiter de la baisse considérable du prix du pétrole bitumineux, rendant peu rentable son extraction, pour proposer à l'Alberta une nouvelle forme de péréquation rendant possible l'arrêt puis la diminution graduelle de l'exploitation de ce pétrole si polluant.

Soyons logiques: tant qu'elles continueront à le sortir du sol les compagnies qui l'extraient tenteront par tous les moyens, plus ou moins occultes, de le faire passer chez nous, bloquées qu'elles sont à l'Ouest et au Sud grâce aux Autochtones de la Colombie-Britannique et au veto d'Obama.

Si on parcourt le beau livre de Naomi Klein, à la fois enquête rigoureuse et témoignage émouvant (« Tout peut changer. » Lux, Actes Sud. 2015) complété par son dialogue avec l'écrivaine Nancy Huston, albertaine de naissance qui a décrit récemment dans le Devoir les horreurs de Fort McMurray, capitale de l'industrie pétrolière (« BRUT ». Lux. 2015) on demeure convaincu que ce pétrole le plus polluant au monde n'aurait jamais dû sortir de terre et que son élimination graduelle permettrait au Canada de retrouver son rang parmi les pays soucieux d'assurer l'avenir de la planète.

XXX

En publiant ce numéro, qui devrait être accompagné d'un mini-colloque, nous voulons à la fois participer aux débats sur le pétrole suscités par les élections fédérales et, quels qu'en soient les résultats, ouvrir de nouvelles perspectives pour la période qui suivra.

Nous avons d'abord demandé à l'écrivaine Monique Durand, dont on a pu lire cet été dans le Devoir les merveilleux textes sur la lumière, de nous parler de ce fleuve qu'elle sillonne depuis si longtemps et qui fait aujourd'hui l'objet de toutes les convoitises des rapaces qui dirigent l'industrie pétrolière.

Normand Mousseau, professeur de physique, co-président de la «Commission sur les enjeux énergétiques du Québec» dont le rapport n'a pas été publié par le Gouvernement, nous indique les voies à suivre pour élaborer une politique cohérente dans un contexte où nous devons pour la survie de la planète utiliser de moins en moins de pétrole en nous attaquant d'abord à sa présence prépondérante dans le secteur des transports.

Patrick Bonin, de Greenpeace, éclaire les différentes facettes de la mobilisation constante et souvent efficace des Québécois contre les géants de l'industrie pétrolière dont les lobbyistes ne cessent de nous harceler.

Au Québec, où nous disposons déjà amplement de pétrole, le gouvernement Couillard semble appuyer les projets inutiles et dangereux de petites compagnies d'ici, en particulier à l'île d'Anticosti et aux Îles-de-la-Madeleine. Nous avons voulu mieux faire connaître les inquiétudes, les résistances et les projets d'avenir de ces communautés menacées qui sont des joyaux du Québec, tant par la richesse de leurs paysages que par la détermination de leurs populations. La critique par Paul Beaucage de l'excellent film de Dominic Champagne sur Anticosti, les analyses de Genevieve Brisson sur les représentations de la nature et d'Isabelle Cuvillier sur la démocratie citoyenne, les témoignages de militants, Gaétan Laprise de Port-Menier et l'infatigable Annie Landry de Gros-Cap, nous font mieux apprécier la richesse de ces sociétés dont l'équilibre naturel et social est menacé par l'inaction des gouvernements.

Possibles a toujours cherché à imaginer les voies d'une société différente qui ne serait plus régie par les dictats du capitalisme mondial mais par ce nouvel imaginaire souhaité par notre ami Cornelius Castoriadis. Le « Manifeste pour un élan global » proposé par Dominic Champagne, l'appel insistant du militant des premiers jours, Serge Mongeau, le souci d'Yves-Marie Abraham d'implanter chez nous, à partir de HEC où il enseigne, l'idéologie de la décroissance qu'il expose ici, viennent compléter ce numéro.

Déjà, comme le souhaite Naomi Klein, plusieurs micro-sociétés communautaires s'organisent au Québec. La commune agricole de Cap-au-Renard en Gaspésie, l'« Auberge de la grève » à Rivière-Trois-Pistoles, animée par Michael Rioux et Alyssa Symons-Bélanger, en sont des exemples probants. En nous intéressant à ces expériences et au vaste mouvement social progressiste et écologiste en formation, nous espérons participer à une grande coalition où savants, écrivains, et militants progressistes de toutes tendances contribueront à faire du Québec une société solidaire, sans pétrole, où nous pourrions continuer à bâtir, à écrire, à rêver et à espérer.

SECTION I
Les enjeux actuels

Souvenirs du fleuve

Par **Monique Durand**

L'appareil survole les eaux turquoise de la Caraïbe, dans un voile de chaleur. Je pense au bleu encre du Saint-Laurent et à la transparence de sa lumière. Les virgules de terre, jaunes et vertes en leur cœur et ceintes du blanc des vagues que nous survolons, me ramènent aux cayes rocheuses qui gisent comme des visages tournés vers l'azur en face de Mingan, aux caps qui s'étirent, tranchés au sabre, le long de la côte entre Mont-Louis et Gros Morne, et pourquoi celui-là, il y en a tant d'autres, à l'îlot du Pot à l'Eau-de-vie, au large de Tadoussac. Eau de vie, eau d'histoire, eau de nos sources vives, c'est bien de cela dont il s'agit. Je m'ennuie. Je m'ennuie du fleuve comme d'un être cher. Un manque ontologique.

Il n'est rien qui me ramène davantage à moi-même et à ce pays non-pays, mien, que la pensée du fleuve, long squelette de mon être et de mon peuple, dont chaque vertèbre est une rivière flamboyante se jetant dans sa moelle épinière. Le fleuve Saint-Laurent « par l'amour des peuples, est comme une artère mythique dans l'imaginaire populaire », dit le géographe de renom et inventeur du mot « nordicité », Louis-Edmond Hamelin, « non pas seulement axe de transport, mais être définitoire »¹.

Les eaux du Saint-Laurent ont accompagné toute ma vie depuis ses commencements, même si j'étais une enfant de la ville. Elles n'étaient jamais loin. Au bout du boulevard L'Assomption ou du boulevard Pie IX. C'était le port, où mon père nous emmenait, par tous les temps, voir les immenses cargos rouillés amarrés aux quais le dimanche matin. Quand il avait plu, l'air sentait le poisson mort, odeur à nulle autre pareille qui, depuis, me pourchasse délicieusement, pour moi LE parfum de Montréal, que je reconnaîtrais entre tous et qui chaque fois me met en émoi. Je retournerai au port des décennies plus tard avec Fernand

Leduc, le grand peintre des microchromies, dans ce qui était autrefois son Viauville natal, où son père travaillait pour la Vickers. Nous avons longuement devisé en regardant le bouillon des eaux descendant vers Trois-Rivières, Québec, Montmagny, La Malbaie, gigantesque marmite sourdant du fond de la terre et réverbérant la lumière. Il m'avait parlé des « ciels dramatiques » d'ici, trop hauts, trop clairs, trop purs pour être peints, disait-il, lui qui s'était installé en France, au pays des lumières tamisées, des contrées mates de la Seine et de la Loire, plus transposables, pensait-il, sur une toile.

Mes premiers souvenirs de fleuve remontent au port de Montréal et, un peu plus à l'est, à St-Sulpice, village qui m'apparaissait si lointain où nous passions une partie de nos étés, la campagne profonde, aujourd'hui partie de la grande banlieue montréalaise. C'était les années où les riverains allaient en chaloupe « porter les vidanges au fleuve » et voir les détritiques dériver sur l'eau comme des petits bateaux sans tête et sans boussole. Ce qui nous apparaît aujourd'hui démesuré d'inconscience faisait partie des us de l'époque. Les adultes, là comme ailleurs, fumaient comme des cheminées, prenaient un dernier verre pour la route, mettaient sur leurs peaux des crèmes pour bronzer, autant dire pour brûler vif, et allaient au fleuve nous débarrasser des ordures.

Puis on entendit parler de polio, confusément lié dans ma tête aux eaux fluviales devenues sales et à une image : un rat musqué qui s'approche dangereusement d'une petite cousine assise dans l'eau. Le mot « pollution » retentissait, nouveau et menaçant, à nos oreilles. La première dont j'entendis jamais parler fut celle du fleuve. Bientôt, nous ne pûmes plus nous baigner dedans. « Lué ou pollué? Très lué », rigolions-nous. Finies les baignades à Repentigny, Berthier, Sorel, au Lac St-Pierre, à Deschambault, à Gentilly. Tout un peuple privé des eaux douces de son fleuve. Quelle punition ce fut pour l'amphibie que j'étais. Mais tout cela, dans mon souvenir d'enfant, reste vague.

Vagues. Vagues. De la mer. Les premières à Old Orchard. Celles qui restent imprimées pour toujours. Nous arrivions tard le soir de Montréal. Nous débarquions de la Chevrolet aux ailes dodues, nous

précipitations sur la plage. Les crêtes blanches, roulant en rangs serrés, apparaissaient quelques fois sous la lune, cheveux d'ange. La mer, que nous ne pouvions qu'entendre, fracas incomparable, ne pouvions que sentir, odeurs tourmentantes d'iode et d'embruns qui, toute ma vie, me mettront en joie et en gravité, les deux sentiments à la fois, comme me ramenant à moi-même.

J'allais retrouver l'air salin, juste à moi, tant que je voulais, inspiré et expiré jusqu'à voir des étoiles et faire exploser ma poitrine, dans une petite maison de la côte, à Ste-Luce sur mer, à l'est de Rimouski. Ma vie de travail et d'adulte consentante commencerait là. Le fleuve s'était élargi en même temps que mon existence. Combien ai-je rêvé devant ces couchers de soleil mirifiques, rêvé de départs lointains et d'odyssées mystérieuses. Ce qui ne cesse de nous échapper est en même temps ce qui nous ancre. J'avais en vue l'église de Ste-Luce montant la garde sur l'estuaire, et son petit cimetière où les morts ont les pieds dans l'eau.

C'est l'un de ces matins fabuleux qui vit naître, je crois, mes premiers mots écrits. Pour essayer de capter, juste un peu, cette beauté avec les yeux du stylo et les mains du papier. Fascinée par l'épée de feu qui me faisait fondre dans sa lave, le capelan qui roulait sous la lune de mai, la silhouette des pêcheurs de coques à marée basse, les glaces mêlées de sable empilées dans les fumaisons de février, fleuve dans tous ses états dont j'étais éperdue.

Le travail m'entraînera bientôt encore plus à l'est, mais sur l'autre rive, sur la Côte-Nord du Québec. Le même fleuve, mais au rivage nord si différent de celui du sud. Deux configurations paysagères, austère, de pierre, de sable et de climats extrêmes, d'un côté, appalachienne, plus tendre et tempérée, de l'autre, mais aussi deux histoires, deux cultures. Avec, pour navettes entre les deux, le traversier Camille-Marcoux et les petits aéronefs d'Air Satellite, le premier avalant les vagues, le second, les nuages.

Ce furent mes années d'eaux et de forêts boréales et ma découverte du Nord. Le plus sauvage de la terre se tenait là, sous mes yeux éblouis.

Aujourd'hui encore, la sauvagerie de la Côte-Nord est pour moi la mesure-étalon de toute sauvagerie. Baie Comeau, « ton souvenir en moi luit comme un ostensor »², vaste et profonde baie entre les pattes d'ours des montagnes plongeant dans la mer directement, sans apprêts. Le pays où mon père avait commencé une carrière d'enseignant et nous raconta souvent l'anecdote qui lui laissa la vie sauve et projeta la mienne dans la rêverie de l'écriture. Il est des images comme ça, fondatrices. Parti à skis d'une rive de la baie vers l'autre, il fut surpris par une tempête soudaine et un vent déchaîné. Le voilà qui, bientôt, court à perdre haleine sur les glaces qui se fissurent à mesure derrière lui, évitant le chaos à chaque glissement de ses maigres planches, homme seul livré à la solitude du continent blanc qui vient de se détacher avec un vent d'est. Il ne voit plus rien. Avançant à tâtons, il retrouve bientôt ses traces, misère!, il tourne en rond. Comment s'en est-il tiré? Vivant.

La vie m'a fait renouer récemment avec la Côte-Nord et avec Sept-Îles, encore plus à l'est et plus au nord. Sa baie est un immense fer à cheval dont chaque extrémité se termine par un ouvrage pharaonique. D'un côté, l'ancienne usine de bouletage de l'IOC, rougie du minerai de fer qu'elle a traité pendant des décennies, de l'autre, l'aluminerie Alouette, avec ses trapèzes postmodernes clignotants et ses longues structures comme des fusées de la Nasa. Bientôt, au milieu, il y aura l'apatite, qui composera la plus vaste mine à ciel ouvert en milieu habité au Québec et nous empoisonnera l'ouïe, la vue et les poumons. « Go Go Mine Arnaud », clame la gent préoccupée des « vraies affaires ». Applaudissements. Il faut créer des emplois! Ovation debout devant la baie que n'atteignent pas encore les poussières d'apatite, cela viendra, mine de rien, mine Arnaud. Sept-Îles, ta baie « est triste et belle comme un grand reposoir »³.

Heureusement, il y a des femmes et des hommes qui résistent autant qu'ils le peuvent et questionnent sans relâche, même quand la cause est perdue d'avance.

Heureusement, il y a la même baie de Sept-Îles, étale et fabuleuse par les matins de recommencement du monde où, dans le soleil qui monte,

« perce l'œil rouge de cet oiseau, mon cœur »⁴. On oublie le reste. Il faut, pour vivre, quelques plages d'écumes et quelques plages d'oubli.

Heureusement, il y a l'île aux Perroquets, plus à l'est, gros caillou calcaire inaugurant le collier des îles Mingan tel un immense gâteau de noces. C'est là que Mary Collins et Robert Kavanagh s'installent en juillet 1950, nouveaux mariés. Je vois les larmes de Mary enamorée, se demandant de quoi sera faite sa vie avec son beau geôlier, isolée sur ce paquebot de pierre livré à la fureur des éléments et dépendante de tout. Et l'on se dit que cette vie-là, sur l'île aux Perroquets, ne remonte pas au père Adam ni au Moyen-Âge. Et l'on se dit que nous venons, tous et toutes, autant que nous soyons, de cette misère lumineuse au milieu des tempêtes et de la grâce marine. De ces victoires et de ces défaites au long des jours traversés de fêtes et de dépressions. De cette liberté sauvage qui était en même temps une prison de vent et de glace.

Heureusement, il y a l'île Quarry, en face de Havre St-Pierre, et ses monolithes en strates sculptées par les millions d'années, où poussent les campanules bleues et les iris comme des petits vices cachés. Et l'île Greenly, en face de Blanc Sablon, d'où l'on voit des icebergs, cathédrales flottantes offertes au vent. Et, ouvrant le golfe Saint-Laurent, l'inimaginable Anticosti, notre perle et notre grand cimetière, terre mystérieuse au nom si évocateur, Anticosti, juste le mot est un voyage, ses quatre syllabes, déjà une aventure. Toutes encore vierges, ces îles. Dépêchons-nous d'aller y planter nos pieds et nos yeux. Dépêchons-nous, avant la fin du monde.

Heureusement, il y a juillet et les mers frigorifiées de Cap-Chat, de Gaspé, de Baie Trinité, de Rivière-au-Tonnerre, où on pénètre lentement, le cœur nous manque, on esquisse deux ou trois pas, on recule, on sort de l'eau, on y revient, on s'insinue jusqu'à l'engourdissement des mollets et des doigts. Là, bien congelé, on entre dans la joie, « saucé » de pied en cap. Un loup marin nous regarde. Une outarde attardée, plus sensée être là en juillet. Des fous de Bassan, des cormorans, des macareux-moine, des istorlets, des petits pingouins volettent dans l'air et dans nos têtes. Le grand héron bleu s'amène, nous labourant la vue de sa

majesté. On retient son souffle devant celui d'un petit rorqual constellé de gouttelettes. Les bateaux, les petits et les grands, d'écorce, de bois et de fer, à voile, à moteur, les rafiots, les voitures d'eau, les goélettes, les trois-mâts, les remorqueurs, les cargos, les catamarans cabotent sur les siècles et sur nos songes. On tient l'âme du Saint-Laurent entre nos mains glacées, pâte de navires, de noyés, d'oies blanches, de blizzards et de vagues. Puis on revient sur terre. Un rideau de sel sur les yeux, on se réchauffe dans l'air plus chaud que la mer. On voudrait retenir la sensation, se souvenir de tout, que rien ne s'évapore. Ce qui ne cesse de nous échapper est en même temps ce qui nous ancre dans ce pays-non pays, dont la seule certitude est un fleuve.

Notes

1 *La nordicité du Québec. Entretiens avec Louis-Edmond Hamelin, Daniel Chartier et Jean Désy, Presses de l'Université du Québec, 2014*

2 *Harmonie du soir, poème de Charles Baudelaire*

3 *Harmonie du soir, poème de Charles Baudelaire*

4 *La neige, poème d'Anne Hébert*

Enjeux pour la prochaine politique énergétique du Québec

Par Normand Mousseau

Le gouvernement du Québec prépare actuellement sa prochaine politique énergétique, 2016-2025, qui devrait être annoncée d'ici la fin de cette année. Dans ce contexte, il n'est pas inutile de revenir sur les principaux enjeux de la prochaine politique énergétique que Roger Lanoué et moi-même avons identifiés dans le rapport remis à la Ministre des Ressources Naturelles, Martine Ouellet, il y a un peu plus d'un an, et qui présentait les conclusions de la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec, que nous avons eu l'honneur de co-présider de juillet 2013 à janvier 2014.

La prochaine politique énergétique devra s'inscrire dans une société dont les défis sont très différents de ceux qu'on entrevoyait, il y a à peine une décennie. Afin d'identifier et de caractériser correctement ces défis et la voie pour les relever, il est essentiel d'établir les faits. Quel est l'état du secteur énergie au Québec, au Canada et dans le monde? Quelles sont les tendances dominantes? Comment le Québec se compare-t-il aux autres États? La collecte de ces informations est une étape essentielle pour le développement d'une politique énergétique rationnelle¹.

La collection d'information n'est pas suffisante, toutefois. Les données doivent être analysées dans le cadre des grandes orientations qui définissent les buts recherchés. Que cherche-t-on à accomplir? Quelles sont les priorités? Comment la politique énergétique devra-t-elle

¹ Malgré l'importance de données et d'analyses fiables, les gouvernements se démunissent systématiquement de leur capacité à cet égard. Ainsi, Québec a cessé de produire un état de l'énergie depuis de nombreuses années. Même chose du côté d'Ottawa, où le gouvernement poursuit une entreprise délibérée d'élimination de la production et de la collecte de données dans l'ensemble des domaines économiques et sociaux, y compris l'énergie. Dans ce contexte, il faut souligner l'effort remarquable de Pierre-Olivier Pineau et de sa Chaire de gestion du secteur de l'énergie à HEC Montréal, qui ont produit, en 2014, la première édition de L'État de l'énergie au Québec, http://energie.hec.ca/wp-content/uploads/2014/12/EEQ2015_FINAL_2015.pdf

s'intégrer aux autres dossiers gouvernementaux et sociaux? Quelle est la durée espérée des orientations?

Ce travail de préparation exige du temps et des débats. En voulant couper court, on finit plutôt par confondre faits et intérêts de groupes d'influence, orientations et programmes et on se retrouve avec une politique bancale qui, si elle peut satisfaire quelques lobbys puissants, ne répond pas aux besoins de l'ensemble des Québécois. Bien sûr, les mauvaises politiques ne découlent pas toujours d'un manque de temps; on voit régulièrement les gouvernements, après réflexions et débats enrichissants, choisir la voie facile du clientélisme et de la continuité, malgré les failles évidentes des orientations retenues.

C'est pourquoi, bien que la prochaine politique énergétique soit annoncée pour l'automne 2015, il est utile de revenir sur les enjeux auxquels le Québec fait face pour son développement, des enjeux qui ne disparaîtront pas, quels que soient les choix du gouvernement actuel.

Les objectifs d'une politique énergétique

De par le monde, les principaux objectifs des politiques énergétiques visent trois défis: premièrement, assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique; deuxièmement, promouvoir un rapport à l'énergie qui optimise le développement économique; finalement, la plupart des pays développés et de nombreux pays en voie de développement font de la question environnementale, particulièrement la lutte aux changements climatiques, le coeur même de leur politique énergétique.

Ces objectifs définissent les questions qu'on doit poser par rapport aux faits, mais aussi le cadre dans lequel doivent s'inscrire les orientations de la prochaine politique énergétique.

État et enjeux de l'approvisionnement

En 2011, les Québécois ont consommé 1750 PJ énergie, soit 40 millions de tép ou l'équivalent de 15 litres d'essence par jour par personne². Cette

2 Données de 2011, en effet. Aussi incroyable que cela puisse paraître, ce sont les données les plus récentes disponibles au Ministère de l'énergie et des ressources naturelles. Il est impossible de piloter une réelle transformation du secteur énergétique sans données. C'est pourtant ce qu'on tente de faire.

énergie consommée provient à parts égales de l'électricité (environ 40 %), renouvelable à plus de 99 %, et du pétrole (38 %). Le reste provient du gaz naturel (14 %) et de la biomasse (7 %) — essentiellement du bois de chauffage et de la biomasse forestière résiduelle utilisée par la grande industrie. Quant au charbon, avec un pour cent de la consommation énergétique totale, sa disponibilité n'est tout simplement pas un enjeu pour le Québec. Au total, 47 % de l'énergie consommée au Québec est d'origine renouvelable, une proportion qui dépasse d'un facteur 2 environ ce qu'on retrouve au Canada dans son ensemble, de même que dans des pays pourtant souvent cités en exemple, tels que l'Allemagne (20 % d'énergies à faible émission de GES, incluant le nucléaire) et le Danemark (27 %). Seule la Norvège égale le Québec en terme de proportion de renouvelable.

Les enjeux d'approvisionnement en énergie ont évolué considérablement ces dernières années, tant du côté des hydrocarbures fossiles que de l'électricité.

En Amérique du Nord, la technologie de la fracturation hydraulique a bouleversé le secteur du gaz naturel, transformant une pénurie annoncée en une situation d'abondance qui devrait se poursuivre encore plusieurs décennies. Côté pétrole, l'Amérique du Nord a également vécu une transformation majeure avec le développement accéléré des sables bitumineux ainsi que l'exploitation, toujours grâce à la fracturation hydraulique, du pétrole de roches étanches dans la structure géologique de Bakken, qui couvre le Dakota du Nord ainsi que le sud de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba. Cette production provient d'une région piégée au coeur du continent. Elle peine à trouver une voie d'accès vers les grands marchés consommateurs, sur le continent ou dans le reste du monde, ce qui fait pression sur les prix et force la multiplication de projets de transport. C'est dans ce contexte qu'on assiste au renversement de la ligne 9B d'Enbridge, qui apportera du pétrole léger de l'Ouest du pays aux raffineries du Québec, et au dépôt d'un projet de nouvel oléoduc, Énergie Est par TransCanada, qui devrait traverser le Québec pour apporter le pétrole des sables bitumineux vers le port d'Irving au Nouveau-Brunswick. Ces infrastructures de transport de pétrole devraient assurer des voies nouvelles d'approvisionnement

pour le Québec, qui s'ajoutent à l'accès historique au pétrole de la mer du Nord, du Moyen-Orient et de l'Afrique. S'il ne fait aucun doute que le Québec continuera de payer son pétrole au prix du marché mondial, les nouvelles infrastructures assureront au Québec un approvisionnement plus que suffisant en pétrole et en gaz naturel à un prix au moins équivalent à celui du marché mondial, dans le cas du pétrole, et à celui du marché nord-américain, dans le cas du gaz naturel. Ils permettront également à ses raffineries, Valero, à Lévis, et Suncor, à Montréal-Est, de continuer de s'approvisionner aux meilleurs tarifs possibles, préservant, pour le moment du moins, les activités économiques qui y sont associées.

Côté électricité et biomasse, l'essentiel de l'approvisionnement provient de sources renouvelables situées au Québec, avec l'exception notable de l'électricité provenant des Chutes Churchill au Labrador et qui fait l'objet d'un contrat à long terme venant à échéance en 2041. Malgré une relative stagnation de la demande depuis 2002 du côté de l'électricité, les approvisionnements ont continué à s'ajouter, si bien que le Québec exporte de l'ordre de 30 TWh ces dernières années, près de 15 % de l'électricité qu'il consomme, une quantité qui continuera d'augmenter au cours des prochaines années, avec l'arrivée de plusieurs approvisionnements prévus ou en construction.

Des marchés fort différents

La question de l'approvisionnement ne s'arrête pas à la simple disponibilité. La structure des divers marchés affecte également les enjeux auxquels le Québec fait face.

Or, le pétrole, le gaz, l'électricité et la biomasse occupent des marchés forts différents. Dans le cas du pétrole, le marché est mondial. Le Québec peut acheter son pétrole de n'importe quel vendeur sur la planète et paiera, à peu de choses près, le même prix, quelle que soit son origine³. Le marché du gaz naturel, de son côté, est nord-américain. Le prix payé

3 En autant, bien sûr, que le pétrole ait accès au marché mondial. C'est la contrainte d'accès qui a fait chuter le cours du pétrole de l'Alberta par rapport au Brent, par exemple, ces dernières années.

par le consommateur québécois pour la molécule de gaz naturel est donc le même que celui payé par le consommateur au Texas. Toutefois, comme le coût du transport du gaz naturel est considérablement plus élevé que celui du pétrole, il entre aussi de manière plus visible dans le prix payé par le consommateur. Le Québec, qui importe l'entièreté de son gaz naturel, doit donc payer une part plus importante pour le transport que l'État producteur, une différence qui représente 2 \$/GJ, environ 60 % du prix de la molécule, ces jours-ci⁴.

Malgré un réseau reliant l'ensemble de l'Amérique du Nord, le marché de l'électricité est essentiellement régional pour des raisons de congestion de réseau et de coût du transport. Pour vendre son électricité à Chicago, HQ devra payer l'utilisation du réseau de l'Ontario, du Michigan et d'une partie de l'Illinois, par exemple, augmentant ses coûts et diminuant sa compétitivité. Même en ne considérant que les marchés adjacents, les capacités limitées de transmission aux frontières du Québec font que le marché de l'électricité est fortement bridé, les lignes étant saturées aux heures de grande demande, ce qui en fait un mélange de marché local et régional, avec un prix sous-optimal à l'exportation.

Le marché de la biomasse forestière résiduelle utilisée par l'industrie et du bois de chauffage, allant principalement au secteur résidentiel, est, de son côté, très local à cause de sa faible densité d'énergie, même si une certaine proportion de la biomasse est exportée sous forme de granules. En compétition, principalement, avec le mazout et l'électricité, il s'intègre donc, malgré tout, dans le marché, beaucoup plus large, des sources de chaleur.

Avec un accès assuré au pétrole, au gaz naturel et à la biomasse et d'importants surplus d'électricité, l'enjeu de l'approvisionnement, généralement central dans la préparation des politiques énergétiques, disparaît donc, à tout le moins pour la prochaine décennie. Cette

4 L'impact du transport reste tout de même mineur: le prix de la molécule de gaz, qui est à un creux historique, incluant le transport jusqu'au Québec, ne représente que le tiers du coût total pour le consommateur. (Voir: Éléments de la facture. Taux au 1er janvier 2015, zone sud, Gaz Métro.

situation est, en bonne partie, propre au Québec. Ainsi, l'Ontario doit décider de ce qu'elle fera avec son industrie nucléaire alors que la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel en Europe est mise à mal par le conflit entre l'Ukraine et la Russie. Plus que presque partout ailleurs, les deux autres enjeux traditionnels, l'aspect économique et la lutte aux changements climatiques, s'imposent au Québec comme les principaux objectifs de la prochaine politique énergétique.

Énergie et développement économique

Puisque l'accès à l'énergie ne pose pas de problème immédiat, ni même à moyen terme, l'aspect du levier économique devrait prendre, avec la lutte aux changements climatiques, l'avant-plan de la préparation de la prochaine politique énergétique. Or, il n'en est rien. Depuis près de 50 ans, le Québec perçoit le développement économique dans le secteur énergie principalement via l'expansion de ses capacités de production électrique adoptant, bien avant qu'il ne soit rendu populaire par le film «Fields of dreams», le motto «produisez et ils consommeront». Un motto qui, il faut le reconnaître, lui a déjà réussi. À plusieurs reprises dans le passé, lors de la mise en opération de grandes centrales hydroélectriques, le Québec s'est retrouvé avec d'importants surplus qu'il a su utiliser à l'interne par des transformations de sa structure de consommation d'énergie et des politiques de développement industriel basées sur une électricité à bas prix.

Cette vision relativement étroite du développement économique lié à l'énergie, qui néglige 60 % de la consommation d'énergie, persiste aujourd'hui, malgré la réflexion nationale de 1995 qui avait mené au rapport «Pour un Québec efficace». Si le gouvernement de l'époque retint la proposition d'une Régie de l'énergie, le message principal, portant sur une utilisation plus rationnelle de l'énergie, fut mis de côté, laissant en place le modèle traditionnel: construction de barrages dans l'espoir que suive la consommation du Québec. Malgré qu'il ait été renouvelé en 2006 et qu'il semble vouloir survivre à la prochaine politique énergétique, ce modèle est aujourd'hui cassé et mène, inexorablement, à l'appauvrissement du Québec. Les raisons qui expliquent cette brisure sont simples. Lors du premier apport massif d'hydroélectricité au début

des années 1980, de grands secteurs énergétiques ont pu être convertis, à faible coût à l'électricité. C'est le cas du chauffage résidentiel, par exemple, qui bénéficia de la crise du pétrole, de subventions à la rénovation et d'un coût d'installation relativement faible pour passer à l'électricité. Grâce à cette transformation, ainsi qu'à l'électrification de nombreux procédés industriels, la consommation totale de pétrole chuta de près de 40 % entre 1979 et 1987, une réduction presque unique au monde!

Dans le but d'absorber encore plus d'électricité, dont l'approvisionnement continuait de s'accroître, le Québec se mit aussi en devoir d'attirer des industries consommatrices, telles que les alumineries, grâce, entre autres, à un tarif industriel très compétitif.

Ensembles, couplées à l'augmentation de la population, la décroissance systématique du mazout et l'électrification des procédés les plus simples permirent d'assurer une croissance régulière de la consommation d'électricité à l'interne, qui est passée de 148 TWh en 1990 à 185 en 2003, une augmentation de plus de 25 % en 13 ans. Depuis, toutefois, suivant un mouvement observé dans l'ensemble des pays développés, la consommation d'énergie, incluant la consommation d'électricité, stagne. Ainsi, depuis 10 ans, la consommation d'énergie oscille autour de 40 Mtep et, celle de l'électricité, entre 180 et 190 TWh, malgré des prévisions encore très optimistes de croissance de la part d'Hydro-Québec⁵.

Les raisons pour cette stagnation sont faciles à comprendre: la part du mazout dans le chauffage des bâtiments est aujourd'hui très faible, laissant peu de place à la conversion; la consommation d'électricité par ménage décroît légèrement; l'industrie forestière et des pâtes et papiers, grande consommatrice d'électricité, s'effondre et les tarifs d'électricité offerts à la grande industrie ne sont plus compétitifs face à ceux des pays du Golf persique et de certains États américains.

Que faire, dans ce cas, avec les surplus d'électricité, obtenus à des coûts croissants, qui s'accumulent? Au début des années 2000, suivant

5 Site internet du Ministère de l'énergie et des ressources naturelles.

l'expérience des périodes de surplus précédentes, HQ compte sur le marché américain pour absorber, de manière temporaire ses excédents. Avec l'augmentation du prix du gaz naturel, qui détermine largement le prix de l'électricité sur les marchés nord-américains, et la stagnation de la demande, HQ prévoit alors développer de nouvelles sources d'approvisionnement, dont la Romaine, dans le seul but de bénéficier des tarifs intéressants disponibles au sud de la frontière, comptant, entre autres, sur le déploiement de nouvelles lignes de transport électrique qui relieraient le Québec à Boston et à New York.

À compter de 2008, toutefois, la situation change brutalement sur les marchés d'exportation. Alors qu'Hydro-Québec avait su rapidement tirer profit de l'ouverture des marchés au début des années 2000, ses partenaires adoptent des comportements de plus en plus sophistiqués qui diminuent les gains pour Hydro-Québec. Et, alors que l'explosion du gaz de schiste fait chuter le prix de l'électricité, les projets de ligne de transport stagnent, l'opposition du public s'avérant beaucoup plus élevée que prévu. Si bien qu'encore aujourd'hui, personne n'ose annoncer de date pour la mise en service de ces nouvelles voies de transport, et HQ se retrouve à vendre 20 TWh à des tarifs inférieurs au prix des nouveaux approvisionnements, forçant les consommateurs québécois à subventionner, à un coût d'environ 1 milliard \$ par année, l'électricité utilisée par les consommateurs des États et provinces limitrophes⁶. On sent bien, aujourd'hui, les effets d'un marché régional limité par des voies de transport saturées. Dans ces circonstances, persévérer avec le modèle de développement énergétique traditionnel est loin d'être payant pour le Québec.

Que faire, alors? La figure 1 montre les divers types d'énergie consommés par secteur énergétique. On le voit, seul le secteur des transports est encore dépendant majoritairement des hydrocarbures fossiles. Ce secteur, qui représente environ le tiers de toute l'énergie consommée au Québec, fonctionne même à plus de 99 % aux hydrocarbures fossiles.

6 Voir, pour plus de détails, R. Lanoue et N. Mousseau, Maîtriser notre avenir énergétique. Pour le bénéfice économique, environnemental et social de tous, Rapport de la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec, Ministère des ressources naturelles du Québec (2014).

En proportion, le secteur commercial et institutionnel, de son côté est à 43 % fossile — essentiellement du gaz naturel et du mazout, tandis que les deux autres grands secteurs se démarquent par une consommation très majoritaire d'énergie renouvelable, laissant relativement peu de place à une électrification plus poussée: le secteur industriel, grâce à une consommation importante d'électricité et de biomasse forestière, est à plus de 73 % renouvelable alors que le secteur résidentiel atteint le sommet de 85 %, une proportion qui continue à croître à mesure qu'on délaisse le mazout.

Quelles fonctions pourraient, dans ce cas, absorber les dizaines de TWh qui se sont ajoutés depuis 2008 et qui continuent à s'empiler? Les options les moins chères, d'un point de vue technique, consisteraient à déplacer le mazout et le gaz naturel dans le chauffage des espaces. Or, l'électricité est, aujourd'hui, significativement plus chère que le gaz naturel. Difficile, dans ce cas, de convaincre les consommateurs, résidentiels, commerciaux ou industriels, à changer de source d'énergie, particulièrement alors que le prix de l'électricité augmente, depuis quelques années, plus rapidement que l'inflation, une tendance qui devrait se maintenir au cours des prochaines années. Difficile aussi à défendre alors qu'HQ maintient qu'elle ne répond à la demande de pointe hivernale qu'avec difficulté. Que reste-t-il alors, comme option? Il ne reste donc qu'un seul secteur à électrifier: le secteur des transports. Or, contrairement au chauffage, la technologie électrique ici est coûteuse et, dans le cas du transport sur route, pas encore compétitive avec le pétrole. Pire, à cause du gain significatif en efficacité énergétique offert par l'électricité, il faudrait électrifier une fraction très importante de l'ensemble du secteur des transports pour commencer à gruger de manière notable dans les surplus d'électricité.

On le voit, au cours de 35 dernières années, le Québec a accompli un virage électrique presque unique au monde. Le dernier bastion à résister au pétrole, le transport, n'est pas prêt de tomber : la technologie disponible est coûteuse et encore insuffisante. Comme on le verra un peu plus loin, effectuer un virage massif et irréfléchi aujourd'hui risque de provoquer une sortie importante de capitaux avec, au final, très peu de retombées pour le Québec.

Quel modèle développement économique privilégier, alors, pour le Québec. La réponse, identifiée dans le rapport de la CEEÉQ, consiste d'abord à accepter la réalité et à travailler avec celle-ci selon le principe de la maîtrise de l'énergie. Avant d'arriver là, toutefois, il faut s'arrêter à un enjeu qui prend de plus en plus de place dans la réflexion sur l'énergie au niveau mondial: la lutte aux changements climatiques.

Les changements climatiques

Au Québec, le secteur de l'énergie représente environ 72 % des émissions de gaz à effet de serre (GES)⁷, une proportion typique qui se situe entre la moyenne mondiale (66 %) et celle de l'ensemble du Canada (80 %). Avec une telle importance, toute cible de réduction des émissions de GES impose des contraintes au secteur de l'énergie. C'est pourquoi la vaste majorité des pays développés et de nombreux pays en voie de développement intègrent leur politique énergétique à celle sur le climat. Cette intégration permet d'assurer la mise en place de politiques cohérentes et d'orienter et d'optimiser les investissements publics et privés dans un cadre unifié. L'intérêt économique et social d'une telle approche est indiscutable.

Considérons la situation au Québec. En 2006, le gouvernement Charest a intégré les cibles de Kyoto à la loi québécoise bien que le Québec ne puisse être signataire de cet accord. Dans un premier temps, ces cibles visaient une réduction de 6 % des émissions de GES entre 1990 et 2012. En 2009, le gouvernement a suivi de nombreux pays industrialisés et adopté un nouvel objectif de réduction de 20 % des émissions de GES sur la base de 1990.

La mise en place des mécanismes visant à atteindre ces cibles s'est faite à l'extérieur de la politique énergétique 2006-2015, même si les efforts du Québec s'appuient, avant tout, sur le Système de plafonnement et d'échange (SPEDE) qui intègre, depuis janvier 2015, l'ensemble des distributeurs d'énergie. Étonnamment, le gouvernement Couillard continue à séparer énergie et climat. Ainsi, il a annoncé que les cibles

7 Inventaire des émissions de gaz à effet de serre au Québec, 2012, Ministère du développement durable, de l'environnement, de la flore et de la faune du Québec.

post-2020 de réduction de GES seraient dévoilées au début de 2016, après la publication de sa politique énergétique 2016-2025... Une approche inconcevable qui ne peut qu'appauvrir le Québec.

La première cible de réduction de 6 % des émissions de GES fut atteinte pour 2012, à cause, en bonne partie, des difficultés de l'industrie des pâtes et papiers et du ralentissement économique découlant de la crise financière mondiale de 2008. Aujourd'hui, l'inventaire des émissions de GES produit par Québec montre des tendances préoccupantes qui soulève des doutes quant à sa capacité à accélérer le rythme de réduction des émissions de GES et à rencontrer ses objectifs de 2020, compte tenu de l'importance accrue du secteur énergie dans les émissions de GES, de la chute des prix du pétrole et de l'absence totale d'un plan d'action crédible, par-delà le SPEDE, pour restructurer les secteurs responsables des émissions de GES. Plus précisément, entre 1990 et 2012, la part de l'énergie dans la production de GES a légèrement augmenté, passant de 69 à 72 %. Durant cette période, l'abandon du mazout pour le chauffage résidentiel a permis de réduire de moitié les émissions liées à ce secteur. Pendant ce temps, les émissions du secteur des transports explosaient de 26 % pour représenter, en 2012, 45 % des émissions du Québec. Cela signifie que 14 % des émissions liées à l'énergie proviennent du chauffage résidentiel, commercial et institutionnel alors que le transport d'individus et de marchandises, tant par voie terrestre, que maritime et aérienne, représente 62 %, presque les deux tiers, des émissions.

Cette situation est particulière au Québec. Presque partout ailleurs, dans le monde développé, la production de GES associés à l'énergie est causée, au moins pour moitié, par la production d'électricité et de chaleur par des sources fossiles — principalement le charbon et le gaz naturel. Ces secteurs, relativement bien encadrés ou disposant d'alternatives légères à mettre en place, sont alors les cibles principales pour l'atteinte des objectifs. Or, le Québec a déjà effectué la conversion vers le renouvelable d'une partie importante de ses besoins en chaleur, dans le secteur résidentiel et une partie du secteur industriel, en plus de disposer d'une électricité renouvelable à plus de 99 %.

Durant les travaux de la CEÉQ, nous avons évalué que l'abandon du mazout et son remplacement par de la biomasse résiduelle forestière pour le secteur résidentiel et commercial, et par du gaz naturel dans le secteur industriel, permettraient une réduction additionnelle de 8,4 Mt CO₂e par rapport à 2010 ou de 10 % des émissions de GES par rapport à 1990, ce qui lui permettrait d'atteindre sa cible de réduction de 20 % projetée pour 2020, à condition, bien sûr, que les autres secteurs n'augmentent pas leurs émissions. Une fois cette réduction accomplie, le secteur des transports deviendrait responsable de plus de 70 % des émissions de GES associées à l'énergie au Québec.

S'il veut rencontrer ses objectifs de réductions de GES, le Québec n'aura donc d'autres choix que de s'attaquer très rapidement au transport, pour lequel les solutions les plus rentables passent par une révision en profondeur de l'aménagement du territoire et des modes de transports plutôt que par l'électrification toute bête de la voiture personnelle. Cette problématique ne semble pas avoir été comprise ou intégrée par le gouvernement du Québec. En intégrant son marché du carbone à celui de la Californie et, bientôt, de l'Ontario, le Québec est forcé de comparer ses coûts de réduction des GES à ceux de ces partenaires. Or, ces derniers disposent encore d'importants gisements de réductions dans le secteur de la production ou de la consommation d'électricité pour atteindre leur cible, des gisements qui permettent des réductions de GES beaucoup moins coûteuses que celles accessibles au Québec. À moins de programmes ambitieux, on risque donc de voir les capitaux fuir le Québec pour payer la transformation de l'économie californienne, obtenue à plus faible coût. Or, on attend toujours un programme d'investissement clair et chiffré pour les profits provenant de la vente de droits d'émission qui sont déposés au Fonds vert.

Ce flux de capitaux ne pose pas de problème d'un point de vue de lutte aux changements climatiques: ce qui compte, au final, ce sont les émissions planétaires. Par contre, l'effet pour le Québec d'un marché qui n'est pas encadré par des programmes agressifs est clair: un appauvrissement net de son économie par des transferts de capitaux vers partenaires qui bénéficieront, eux, de ces investissements pour moderniser leur économie alors que le Québec fera sur place.

La maîtrise de l'énergie en quelques exemples

Il est évident que la prochaine politique énergétique du Québec ne peut continuer avec une approche dépassée centrée sur l'approvisionnement. Pour la CEÉQ, il est essentiel d'abandonner la tradition et d'adopter un nouveau cadre de réflexion, la «maîtrise de l'énergie». Cette expression peut sembler vague, mais elle résume, en quelques mots, la problématique principale: au-delà de l'idéologie, le Québec doit s'assurer de dominer la question énergétique afin de s'assurer que ses choix rencontrent les défis qu'il s'est donné en environnement et en développement économique.

Quelques exemples permettent d'illustrer ce que signifie «maîtrise de l'énergie», une approche qui demande d'aller au-delà des lieux communs et des solutions toutes faites qui ne respectent pas les immenses particularités du Québec.

Le premier exemple est celui du mazout utilisé pour le chauffage résidentiel. Celui-ci est entièrement importé, sous forme de matière brute ou de mazout, une sortie nette de l'économie québécoise d'environ 1 milliard \$ par année. La maîtrise de l'énergie impose qu'on examine les façons de réduire l'utilisation de cette source importante de GES tout en maximisant les retombées économiques de cette transformation? Une simple analyse d'efficacité énergétique conclurait qu'on peut y parvenir en remplaçant les vieilles fournaies par des modèles plus efficaces. On pourrait faire mieux en convertissant ces résidences au chauffage électrique. Une telle transformation permettrait de réduire les coûts de chauffage pour le consommateur, le coût du joule de chaleur étant abaissé, tout en augmentant les retombées économiques pour les citoyens, puisque l'électricité excédentaire est vendue plus chère au Québec que sur les marchés étrangers. Il est possible de faire mieux, toutefois, en favorisant la conversion du mazout vers la biomasse forestière résiduelle. Si l'efficacité énergétique de cette source est plus faible que celle du mazout, les retombées locales sont majeures, permettant de structurer une nouvelle industrie de préparation et de distribution du bois, de renforcer l'industrie forestière et l'économie des régions, en plus d'éviter d'ajouter aux problèmes de pointes hivernales que rencontre Hydro-Québec.

Considérons, maintenant, la transformation du transport. Comme on l'a expliqué plus haut, au Québec, ce secteur devrait être une des cibles principales de la prochaine politique énergétique dans le but de diminuer les coûts des objectifs de réduction de GES. Or, au cours des dernières années, les discussions sur ce secteur ont principalement tourné autour de l'électrification des transports en général et, plus particulièrement, du soutien à la voiture électrique, dont l'acheteur reçoit, aujourd'hui d'importantes subventions. Puisque l'électricité québécoise est 100 % renouvelable, comment peut-on s'opposer à une telle mesure? L'approche «maîtrise de l'énergie» nous force à soulever de nombreuses objections quant au financement public de la voiture électrique au Québec. La première est purement économique: le Québec ne construit aucune voiture électrique ni aucune composante significative. L'achat d'une voiture électrique, comme celle de la majorité des véhicules sur nos routes, représente donc une sortie nette d'argent de l'économie québécoise. Aujourd'hui, une voiture comme la Volt, par exemple, se vend environ 12k-15k \$ de plus qu'une voiture équivalente à essence, pour une économie moyenne de 1,7 l/100 km, soit environ 5,5 l/100 km de moins qu'une compacte similaire⁸. Avec un kilométrage annuel moyen de 20 000 km et l'essence à 1,2 \$/l, c'est donc environ 1300 \$ d'économie annuelle en essence. Il faudrait donc une dizaine d'années pour récupérer la différence, et environ 8 ans, à 1,5 \$/l, si on néglige le prix de l'électricité. Sur une base de GES, la Volt permet d'économiser environ 2,5 tonnes de CO₂ par année. Sur une durée de 8 ans, la subvention du gouvernement du Québec revient donc à 400 \$/t.éq.CO₂, soit environ 30 fois plus cher que la valeur de la tonne de CO₂ sur le marché du SPEDE, sans, pour autant, contribuer à la modernisation de son économie. Difficile de croire qu'on ne pourrait pas faire mieux à la fois en terme de coût de la tonne de CO₂ et de retombées économiques pour le Québec.

Car les alternatives aux subventions à la voiture électrique personnelle sont nombreuses. Le financement du transport en commun, même avec des autobus au diesel, permet de réduire les importations de pétrole et les émissions de GES, à faible coût, tout en assurant des retombées économiques pour le Québec. Après tout, le Québec est un producteur

8 Selon le site www.voltstats.net qui collecte les statistiques d'utilisation des Volt.

d'autobus. L'introduction de normes plus serrées sur la consommation des véhicules permettrait également, à coût nul ou presque, de réduire la dépendance au pétrole et les émissions de GES. Même le soutien du transport actif, en testant, par exemple, le financement de vélo assisté, pourrait s'avérer beaucoup plus productif, ouvrant la voie à de nouvelles formes de transport à faible impact environnemental.

Bien sûr, la transformation du secteur des transports va bien au-delà de ces quelques exemples. Elle est complexe et elle exigera une réflexion en profondeur ainsi que de nombreux essais et erreurs. La place du pétrole dans ce secteur et l'absence de grands constructeurs dans certains secteurs des transports doivent tout de même orienter les débats afin d'assurer que les décisions et les orientations qui seront prises dans la prochaine politique énergétique du Québec intègrent les choix les plus intéressants, d'un point de vue économique et environnemental pour le Québec. Aujourd'hui, malheureusement, on continue de réfléchir à la pièce, au gré des lobbys et des pressions publiques.

Pour une gouvernance intégrée et rationnelle de l'énergie

Les enjeux énergétiques auxquels le Québec doit faire face au cours des prochaines années exigent une cohérence stratégique qui est impossible avec la structure politique actuelle. En effet, depuis l'abolition de l'Agence de l'efficacité énergétique, en 2011, il n'existe plus au Québec de structure indépendante capable de piloter, avec une certaine distance par rapport au politique, les grands mandats d'une nouvelle stratégie énergétique.

Or, partout où la transformation énergétique réussit, les gouvernements ont mis en place des structures dédiées, responsables de développer les programmes et d'assurer la cohérence des grandes orientations politiques, et redevables régulièrement aux élus. C'est pourquoi la CEEQ recommandait la création d'une nouvelle structure de gouvernance qui permettrait au Québec d'optimiser les retombées du secteur énergétique en s'inspirant d'exemples internationaux. Cette organisation s'appuierait sur cinq structures: 1. Un Comité ministériel pour la maîtrise de l'énergie, présidé par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et réunissant les ministres responsables des grands

secteurs énergétiques, incluant le transport, les affaires municipales, etc. Ce comité serait responsable de fixer les objectifs globaux et de coordonner les actions et les décisions des divers ministères et organismes gouvernementaux touchant à l'énergie. 2. Le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, dont le mandat est, historiquement, centré sur l'approvisionnement énergétique. 3. Une Société pour la maîtrise de l'énergie (SMEQ) qui serait responsable de définir et de gérer les programmes liés à la politique énergétique. Cette société reprendrait, entre autres, les responsabilités de l'actuel Bureau de l'efficacité et de l'innovation énergétiques et des distributeurs d'énergie. 4. La Régie de l'énergie, dont le mandat serait élargi pour lui permettre d'évaluer la mise en place et les retombées des programmes de la SMEQ. 5. Un Consortium de recherche opérationnelle, de prospective et d'expertise-conseil sur l'énergie, une structure légère regroupant des chercheurs universitaires, gouvernementaux et de l'industrie et capable de fournir les données et les analyses de bases pour soutenir les décisions et les investissements dans le secteur de l'énergie.

Cette organisation vise à séparer les rôles politiques, de mise en place et de gestion des programmes et d'évaluation de ceux-ci, seule façon de garantir la transparence et l'efficacité de dépenses et des décisions liées à l'énergie. Le renforcement du rôle de l'Agence de l'efficacité énergétique en 2006, et l'obligation pour celle-ci de faire approuver son plan d'action par la Régie de l'énergie, représentaient un pas vers une gestion plus moderne et efficace de l'énergie. Malheureusement, le recul de 2011 mit fin à cet espoir et tout est à recommencer aujourd'hui. Or, sans structure de gouvernance appropriée, même la meilleure politique énergétique est condamnée à l'échec.

Que nous réserve la prochaine politique énergétique du Québec?

Il est difficile de savoir ce que le gouvernement actuel retiendra pour sa prochaine politique énergétique. Les quelques tables d'experts tenues au printemps ont soigneusement évité les enjeux les plus importants tels que l'intégration du défi des changements climatiques et le modèle de gouvernance, préférant se limiter, en bonne partie, aux questions d'approvisionnement qui sont, on l'a vu, sans grand intérêt pour le

Québec d'aujourd'hui. Ces réflexions publiques sont certainement complétées par des rencontres et discussions privées avec des experts et des groupes d'intérêt. Force est d'admettre, toutefois, que vu de l'extérieur, il y a peu de chance pour que le gouvernement réussisse à s'extirper du modèle traditionnel pour proposer une direction qui permettra au Québec de transformer sa relation avec l'énergie pour s'enrichir collectivement tout en assumant ses responsabilités face aux changements climatiques.

J'espère me tromper car le Québec n'a certainement pas les moyens de poursuivre sur la voie actuelle.

Remerciements: Cet article fut écrit, en bonne partie, lors d'un séjour à l'École de physique des Houches, en France. Je tiens à remercier les organisateurs de l'École d'été pour leur invitation et tout le personnel de l'École pour un environnement de travail exceptionnel.

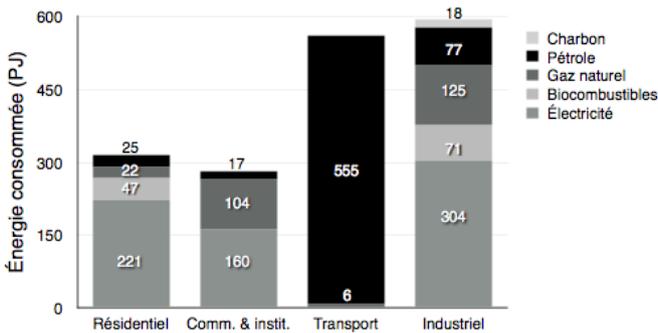


Tableau 1

	Électricité	Biocombustibles	Gaz naturel	Pétrole	Charbon	Total
Industriel	51	12	21	13	3	100
Commercial et institutionnel	57		37	6		100
Résidentiel	70	15	7	8		100
Transport			1	99		100

Sciences, Économie et Mobilisation contre le pétrole bitumineux

Par **Patrick Bonin**

L'exploitation du pétrole de l'Ouest, un des plus polluants à produire au monde, a longtemps été considérée comme un enjeu périphérique par plusieurs, mais est devenue un des sujets d'actualité les plus discutés dans la belle province. Avec les pipelines de sables bitumineux d'Enbridge et de TransCanada et les projets de transport et d'exportation du pétrole par train le Québec s'est pour la première fois vu menacé par le pétrole des sables bitumineux que le gouvernement et les pétrolières souhaitent exporter. Notre analyse présente quelques mesures phares et stratégies mises en place par le gouvernement et les entreprises pour réaliser cette expansion de la production dans l'Ouest, fait un bref survol des mobilisations populaires en opposition à ce projet d'expansion et présente quelques aspects de la conjoncture économique et scientifique qui permettent de conclure qu'il est possible et nécessaire pour le Québec et la planète d'arrêter l'expansion de la production de pétrole des sables bitumineux.

Sables bitumineux : augmentation massive de la production et des GES

La production de pétrole issu des sables bitumineux dans l'Ouest canadien s'est amorcée dans les années 60 et n'a cessé de prendre de l'expansion depuis. L'expansion de la production a été particulièrement importante depuis la fin des années 90 avec une production qui a plus que doublé entre 2000 et 2009, passant d'environ 600 000 barils par jour (bpj) à 1,3 million de bpj. La production de pétrole bitumineux se situait à 2 millions de bpj en 2013⁽¹⁾, soit plus que toute la consommation de pétrole au pays (1,8 million de bpj⁽²⁾). Or, l'exploitation des sables bitumineux émet de trois à quatre fois plus de gaz à effet de serre que la production de pétrole brut classique ⁽³⁾. Par conséquent, les sables bitumineux sont la principale source d'augmentation des émissions

de gaz à effet de serre (GES) au pays, passant de 16,8 millions de tonnes d'équivalents CO₂ (Mt CO₂eq) en 1990⁽⁴⁾ à 61 Mt CO₂eq en 2012⁽⁵⁾. Elles risquent d'augmenter à 103 Mt CO₂eq d'ici 2020, rendant totalement impossible l'atteinte de l'objectif de réduction des GES que s'est fixé le Canada pour 2020⁽⁶⁾. Peu importe, pour le gouvernement, il faut exploiter les réserves en pétrole bitumineux, soit les quelque 170 milliards de barils de pétrole bitumineux prouvé⁽⁷⁾, même si cela voudrait dire « game over » pour le climat planétaire⁽⁸⁾.

Le Canada, Harper et la « superpuissance » énergétique pétrolière

La conjoncture canadienne liée aux sables bitumineux n'est pas nouvelle, mais cette dernière a été accentuée par l'arrivée au pouvoir du gouvernement Harper en 2006. Les industries extractives, à commencer par les sables bitumineux, ont en effet été le principal véhicule par lequel le gouvernement conservateur de Stephen Harper a cherché à réaliser une croissance économique au pays.

Sous son règne, les pétrolières furent grandement encouragées à produire davantage, si bien qu'elles souhaitent désormais faire passer leur production à 3,7 millions de bpj en 2020 et ensuite à 5,2 millions de bpj en 2030⁽⁹⁾. Déréglementation, subventions exorbitantes aux énergies polluantes, allègements fiscaux aux sociétés, plans établis pour exploiter les sables bitumineux de l'Alberta dans l'espoir d'exporter du pétrole lourd vers les marchés américains et asiatiques, tous ces éléments ont été mis en place pour faire du Canada une « superpuissance énergétique » basée sur les ressources pétrolières non conventionnelles du pays.

Dans toutes les sphères, économique, politique et sociale de la vie intérieure et internationale, les valeurs canadiennes, qui étaient traditionnellement plus progressives, sont remplacées par un statu quo conservateur. Ces faits sont des plus évidents dans les récents changements à l'architecture juridique environnementale canadienne qui, laissés comme ils sont, auront des conséquences catastrophiques profondes et difficiles à renverser pour l'environnement. En 2012, le Parti conservateur a complètement remanié la Loi canadienne sur

l'évaluation environnementale, dissous la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, et remanié la Loi sur les pêches, la Loi sur les espèces en péril et la Loi sur la protection des eaux navigables. À l'échelle mondiale, le Canada s'est retiré du Protocole de Kyoto en 2011 ainsi que de la Convention internationale des Nations Unies sur la lutte contre la désertification en 2013. Ces changements ont amené des cibles de réduction des GES peu ambitieuses, des évaluations environnementales inadéquates et une accessibilité réduite aux consultations publiques concernant ces évaluations, ce qui facilite l'approbation de projets industriels comme les projets de mines et pipelines de sables bitumineux, la centralisation du pouvoir au gouvernement fédéral et une réduction du soutien aux plans visant une durabilité mondiale.

Davantage de changements majeurs à la législation et aux pouvoirs fédéraux ont favorisé la diminution de l'espace démocratique et la censure des opinions qui vont à l'encontre des valeurs conservatrices, notamment les scientifiques et les organisations non gouvernementales de l'environnement (ONGE). L'Agence de revenu du Canada, par exemple, a reçu une augmentation de budget considérable avec le mandat spécial de vérifier certaines organisations caritatives qui participeraient à des activités politiques en contravention à la Loi de l'impôt sur le revenu. Ces longues vérifications coûteuses servent de tactiques d'intimidation visant à faire taire les voix écologiques qui craignent de perdre leur statut d'organisme de bienfaisance, lequel est vital pour leur financement.

De tels efforts pour marginaliser les perspectives environnementales et de justice sociale ont rendu plus difficile la recherche, la diffusion de connaissances et la défense de l'environnement pour les scientifiques et les activistes. Pour tenter de discréditer davantage le mouvement environnemental, le gouvernement s'est particulièrement engagé à polariser les exposés de faits à propos de la croissance économique et de la durabilité environnementale. Du côté de ce que le gouvernement appelle ses « alliés », on retrouve les sociétés pétrolières, les grandes entreprises et les associations industrielles; du côté des « adversaires », on retrouve les ONGE. Il n'est pas surprenant

que le gouvernement Harper emploie un langage relatif à la sécurité, traitant de contreterrorisme, pour présenter Greenpeace et les autres ONGE, les activistes des Premières Nations ainsi que les groupes de défense des animaux comme étant des menaces pour l'économie canadienne, la création d'emplois et le public en général, utilisant des étiquettes comme « radical », « violent », « extrémiste » et « terroriste écologique ». Le plus récent ajout par le gouvernement Harper étant la Loi antiterroriste de 2015, dite « loi C-51 », qui crée des pouvoirs larges et dangereux, sans imputabilité suffisante, où le gouvernement confond la violence et le terrorisme avec l'expression des droits et des libertés⁽¹⁰⁾⁽¹¹⁾. Cette loi C-51 pourrait criminaliser la dissidence en visant les opposants aux projets énergétiques comme les pipelines de sables bitumineux⁽¹²⁾. Pendant ce temps, les entreprises pétrolières et gazières n'ont cessé d'influencer directement le gouvernement, obtenant plusieurs modifications et allègements réglementaires visant à permettre l'essor de l'industrie⁽¹³⁾.

Le gouvernement s'est lui-même lancé dans des campagnes de promotion des sables bitumineux. Il a également mené des campagnes de lobbying entre autres aux États-Unis et en Europe, pesant de tout son poids pour éviter que les marchés internationaux ne rejettent le pétrole des sables bitumineux en raison de son empreinte environnementale qui est beaucoup plus importante que celle du pétrole conventionnel⁽¹⁴⁾. Le gouvernement a investi plus de 16 millions de dollars d'argent public dans des campagnes de publicité visant à faire la promotion du « Développement responsable des ressources » qui mettait au premier plan le développement pétrolier canadien. À cela, il faut ajouter les campagnes de publicités, de relations publiques et de séduction des entreprises pétrolières comme TransCanada et Enbridge qui se chiffrent également en millions de dollars. Greenpeace Canada a d'ailleurs diffusé des documents confidentiels révélant que TransCanada avait en main une stratégie secrète, axée sur les relations publiques et la fausse « mobilisation citoyenne », pour faire pression sur les politiciens et les détracteurs de son projet de pipeline Énergie Est. Cette stratégie est similaire à celles utilisées par l'industrie pétrolière aux États-Unis visant à décrédibiliser les défenseurs de l'environnement⁽¹⁵⁾.

Des mobilisations sans précédent en faveur du climat et contre les sables bitumineux

À la lumière de l'ensemble de ces mesures et stratégies, il est évident que le gouvernement et les entreprises tentent de créer une illusion de consensus qui déforme grandement les nouvelles et les opinions que les Canadiens reçoivent, disant qu'il n'existe aucune solution de rechange viable et que nous sommes condamnés à développer l'industrie des sables bitumineux si nous souhaitons une expansion économique au pays. Cette approche a toutefois donné lieu à l'émergence d'une opposition sans précédent face aux projets d'expansion des sables bitumineux. Au grand désarroi du gouvernement Harper et des compagnies pétrolières, au cours des dernières années nous avons vu les États-Uniens, Canadiens et les communautés autochtones se mobiliser avec succès face aux projets d'expansion des sables bitumineux.

De nouvelles synergies se sont créées entre les Premières Nations, les citoyens et les organisations de la société civile, incluant les syndicats, les propriétaires terriens, les organisations non gouvernementales en environnement et les organisateurs de justice sociale pour ne citer qu'elles. Aux États-Unis, le mouvement d'opposition au projet de pipeline de sables bitumineux Keystone-XL de TransCanada a généré une mobilisation sans précédent sur la question climatique, menant au blocage de ce projet par le président Obama. Un des moments forts est sans contredit la mobilisation de 2011 qui dura plus de deux semaines et où plus de 1000 personnes firent de la désobéissance civile non violente pour se faire volontairement arrêter et démontrer leur opposition au projet⁽¹⁶⁾. En 2014, près de 400 étudiants firent de même donnant lieu à ce qui est considéré par certains comme étant le plus grand mouvement de désobéissance civile devant la Maison-Blanche depuis une génération⁽¹⁷⁾. Parmi les autres moments historiques ayant accentué la pression pour le rejet de ce projet de sables bitumineux, mentionnons la plus grande mobilisation sur le climat de l'histoire planétaire en septembre 2014 où plus de 400 000 personnes ont marché dans les rues de New York pour démontrer leur détermination et leur volonté à régler la crise climatique mondiale. Le même jour, plus de 2500 activités ont eu lieu dans plus de 160 pays à travers le Monde⁽¹⁸⁾.

Au Canada, en 2012, le mouvement « Idle No More » est né, entre autres, d'une opposition massive au projet de loi C45 du gouvernement, lequel limitait les consultations requises avant de permettre le développement industriel, laissant les voies navigables sur les territoires autochtones non protégées et vulnérables à la dégradation. En Colombie-Britannique, plus de 130 communautés des Premières Nations et la majorité de la population ont manifesté à répétition leur opposition au projet de pipeline de sables bitumineux Northern Gateway d'Enbridge. Aujourd'hui, plusieurs spécialistes de la question considèrent que ce projet ne verra jamais le jour en raison de cette forte opposition. Toujours en Colombie-Britannique, le projet d'expansion du pipeline de sables bitumineux TransMountain de Kinder Morgan a aussi généré une importante mobilisation en 2014 où plus de 100 personnes se sont fait arrêter pour avoir défié la loi et protesté de manière non violente⁽¹⁹⁾.

Des phénomènes similaires se produisent également au Québec. Malgré les modifications réglementaires du fédéral pour permettre l'approbation plus rapide des projets d'infrastructures pétrolières, le projet d'inversion de la Ligne 9b, qui était vu comme une formalité par plusieurs, dont la compagnie Enbridge, a soulevé beaucoup d'opposition. Au point tel que ce projet, qui amènerait pour la première fois de grande quantité de pétrole bitumineux à Montréal, n'est toujours pas une réalité. L'arrivée subséquente du projet de pipeline Énergie Est de TransCanada a sans contredit sonné l'éveil de la population quant à la menace que présente l'exportation potentielle de grandes quantités de sables bitumineux en passant par le Québec. Le projet de port pétrolier à Cacouna, en pleine « pouponnière des bélugas », une espèce menacée, en a indigné plusieurs et a généré une opposition spontanée. Alertée par une mobilisation citoyenne ayant réussi à rassembler plus de 2500 personnes dans cette petite municipalité ne comptant que 2000 habitants, la population du Québec s'est rapidement opposée au projet de TransCanada. Ainsi, en 2014 plus de 70% de la population du Québec se disait en désaccord avec la construction d'un port pétrolier à Cacouna⁽²⁰⁾ et seulement 30% des Québécois interrogés appuyaient le projet Énergie Est⁽²¹⁾. Rapidement, des comités de citoyens opposés au projet ont été créés partout à travers le Québec le long du tracé proposé par TransCanada et la campagne « Coule pas chez nous » a été lancée. Cette campagne

portée par une quinzaine d'organisations citoyennes a soulevé un large appui populaire comme en témoigne les quelque 400 000 \$ générés en quelques jours à la suite d'un appel de dons fait par Gabriel Nadeau-Dubois⁽²²⁾. Autre preuve de la mobilisation qui est en cours au Québec, le 11 avril dernier, plus de 25 000 personnes ont manifesté « contre le pétrole des sables bitumineux et pour le climat » dans ce qui s'est avéré être la plus grande manifestation environnementale de l'histoire de la Ville de Québec⁽²³⁾. À ce jour, plus de 55 municipalités au Québec se sont positionnées contre le passage du pipeline Énergie Est sur leur territoire ou appuient une municipalité qui est contre. Ce mouvement d'opposition est cohérent avec la tendance mondiale qui a cours et ne peut selon nous que s'amplifier au cours des prochains mois et années.

La science et l'économie en soutien à la mobilisation

Au cours des dernières années, le consensus scientifique sur l'avènement des changements climatiques s'est renforcé comme jamais. En 2014, le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié son plus récent rapport qui confirme hors de tout doute que l'humain est responsable du réchauffement planétaire et que les impacts seront catastrophiques si rien n'est fait pour réduire rapidement les émissions de GES⁽²⁴⁾. La publication de ce rapport a coïncidé avec une diminution évidente de l'influence du discours des climato-sceptiques dans la sphère publique. Désormais, l'urgence d'agir est largement acceptée par des organisations diverses comme l'Église catholique, la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), sans parler de l'ensemble des membres des Nations Unies qui se sont engagés à limiter le réchauffement planétaire à deux degrés Celsius pour tenter d'éviter la catastrophe climatique. Une nouvelle entente internationale devrait d'ailleurs être conclue lors de la Conférence des Nations Unies sur le climat qui se déroulera à Paris à la fin de 2015. Cette entente pavera la voie vers un respect des exigences scientifiques qui commandent qu'un pays développé comme le Canada n'émettent plus de GES d'ici 2050⁽²⁵⁾. Le Québec s'est d'ailleurs fixé comme objectif de réduire ses émissions de 80 à 95% par rapport à l'année 1990 d'ici 2050⁽²⁶⁾.

Pour éviter la catastrophe climatique, la science indique que nous devons conserver environ 80% des ressources en combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz) sous terre. Presque tous les hydrocarbures non conventionnels – les sables bitumineux notamment – devraient rester inexploités, d’après l’analyse de deux chercheurs du University College de Londres publiée dans la revue *Nature* le 8 janvier 2015⁽²⁷⁾. Selon ces chercheurs, 99 % des ressources de pétrole bitumineux canadien devraient rester sous terre pour que le Canada fasse sa juste part dans la lutte mondiale aux changements climatiques. En ce sens, 100 scientifiques canadiens exigent d’ailleurs un moratoire sur tous les projets d’expansion des sables bitumineux, incluant les projets d’infrastructures connexes, qu’elles soient pipelinières ou ferroviaires⁽²⁸⁾.

En comparaison, selon un rapport publié par l’Institut Pembina⁽²⁹⁾ — le projet d’Énergie Est de TransCanada entraînerait une « importante » augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) au Canada. L’étude démontre que la production de pétrole des sables bitumineux nécessaire pour alimenter Énergie Est pourrait générer annuellement jusqu’à 32 millions de tonnes (Mt) de GES par année en Alberta ou l’équivalent d’ajouter 7 millions de véhicules sur les routes pendant des décennies. Ce type de projet est donc totalement incompatible avec les impératifs scientifiques commandés par la lutte aux changements climatiques. Or, les gouvernements canadien et québécois refusent d’évaluer les impacts qu’auront des projets comme celui d’Énergie Est sur les émissions globales de GES, portant ainsi atteinte à la crédibilité du processus d’évaluation. En effet, toute analyse rigoureuse mettrait en évidence l’impossibilité de faire notre juste part pour le climat tout en permettant la réalisation de projet du genre.

La réalité des changements climatiques est de plus en plus reconnue et présente dans les marchés financiers où le mouvement de désinvestissement des combustibles prend rapidement de l’ampleur. Des organisations très importantes et variées comme Le Fonds souverain norvégien, la Fondation des frères Rockefeller, Le Gardian, le Conseil œcuménique des Églises (World council of churches) et de nombreuses universités se sont engagées à désinvestir des combustibles fossiles⁽³⁰⁾. Les énergies fossiles sont même devenues des facteurs de décroissance

dans les modèles économétriques, des facteurs de risque dans les équations financières⁽³¹⁾. De plus en plus, les modèles économiques incluent les coûts des « externalités » (émissions de GES, pollution de l'air, de l'eau, etc.) liées à l'utilisation des combustibles fossiles, les rendant moins compétitifs face aux alternatives. Le FMI chiffre d'ailleurs à 5300 milliards de dollars par année ces coûts qui sont en fait des subventions publiques consacrées au secteur des énergies fossiles⁽³²⁾. De plus en plus d'acteurs économiques exigent que ces coûts soient internalisés, à commencer par le coût en carbone, ce qui rendrait non viables plusieurs projets pétroliers, d'où l'opposition féroce démontrée par de nombreuses compagnies pétrolières.

La mobilisation aura raison des gouvernements et entreprises récalcitrantes

Malgré l'accumulation d'évidences scientifiques et économiques invitant à une sortie rapide des combustibles non conventionnels, il est évident que nos gouvernements actuels ont un biais favorable pour leur développement. Devant ce biais, il nous apparaît qu'une mobilisation populaire large et inclusive est le meilleur moyen pour bloquer les différents projets d'exportation pétrolière présents au Québec (pipelines et train). La survie de l'humanité étant en jeu⁽³³⁾, la mobilisation sera cruciale si les gouvernements refusent d'agir résolument dans la lutte aux changements climatiques. Les citoyens n'ont d'autres choix que d'exiger que leurs gouvernements assument leurs responsabilités et adoptent des objectifs de réduction des GES ambitieux, basés sur la science et qui seront contraignants à court, moyen et long terme et permettront que nous fassions notre juste part dans la lutte aux changements climatiques planétaires. Le temps n'est plus aux demi-mesures et nous ne pouvons plus remettre à plus tard les choix difficiles. Un large mouvement d'éducation populaire est nécessaire pour atteindre rapidement la masse critique qui engendrera le changement de paradigme requis pour la société. Heureusement, la base d'une mobilisation importante est déjà en place au Québec, entre autres au sein de mouvement comme « Coule pas chez nous! ». Mais cette mobilisation devra s'amplifier, car bloqués au Sud et à l'Ouest, les compagnies et les gouvernements sont désespérés et tentent par tous

les moyens d'avoir accès à des ports de mer pour exporter le pétrole des sables bitumineux. Cette mobilisation en faveur d'une transition rapide vers une économie viable nécessitera que les forces vives de la société civile, incluant les jeunes, les femmes, les environnementalistes, les syndicats et autres mouvements sociaux fassent des changements climatiques un enjeu de justice sociale qui rejoint et mobilise une très large part de la population.

Les élections fédérales de 2015 pourraient apporter une nouvelle dynamique de gouvernance fédérale sur la question climatique. Déjà, plusieurs partis se sont engagés à modifier les systèmes d'évaluations environnementales actuelles pour assurer la pleine participation du public et une évaluation des impacts qu'auront les projets sur les émissions de GES globales. Du point de provincial, le gouvernement possède aussi les pouvoirs juridiques⁽³⁴⁾, sinon politiques, de s'opposer au développement des sables bitumineux. Comme les États-Uniens et les Britanno-Colombiens l'ont fait et comme ils l'ont fait pour le projet de centrale thermique du Suroit ou pour les gaz de schiste, les Québécois(es) devront talonner leurs élus et se mobiliser pour éviter que les projets de développement des sables bitumineux se réalisent et se fassent aux dépens des populations locales, de l'environnement et du climat planétaire. La plus grande mobilisation de l'histoire du Québec en environnement est en cours.

Notes

1 Source: *Canadian Economic Impacts of New and Existing Oil Sands Development in Alberta (2014-2038)* - CERI (Nov. 2014)

2 <http://www.capp.ca/publications-and-statistics/statistics/basic-statistics>

3 *Development of Baseline Data and Analysis of Life Cycle Greenhouse Gas Emissions of Petroleum-Based Fuels - National Energy Technology Laboratory, 2008; Life cycle assessments of oilsands greenhouse gas emissions - Pembina Institute, 2011*

4 *Oilsands greenhouse gas emissions were 16.8 Mt CO₂e in 1990. Environment Canada, "National Inventory Report - Part 1 1990-2008 Greenhouse Gas Sources and Sinks in Canada", p.86. Oilsands greenhouse gas emissions were 48 Mt CO₂e in 2010.*

5 *Tendances en matière d'émissions au Canada Environnement Canada 2014, p. 21* https://ec.gc.ca/ges-gh_g/E0533893-A985-4640-B3A2-008D8083D17D/ETR_F%202014.pdf

- 6 *Tendances en matière d'émissions au Canada Environnement Canada 2014*, p. 21
https://ec.gc.ca/ges-gh_g/E0533893-A985-4640-B3A2-008D8083D17D/ETR_F%202014.pdf
- 7 <http://www.energy.alberta.ca/oilsands/791.asp>
- 8 http://www.nytimes.com/2012/05/10/opinion/game-over-for-the-climate.html?_r=0
- 9 Source: [Canadian Economic Impacts of New and Existing Oil Sands Development in Alberta \(2014-2038\)](#) - CERJ (Nov. 2014)
- 10 <http://www.greenpeace.org/canada/Global/canada/file/2015/03/Greenpeace%20C51%20presentation.pdf>
- 11 <http://www.cqde.org/blogue-projet-de-loi-c-51-la-derive-autoritaire-du-gouvernement-federal/>
- 12 <http://www.greenpeace.org/canada/en/recent/Confidential-federal-tar-sands-strategy-targets-Aboriginal-and-green-groups/>
- 13 <http://www.desmogblog.com/2013/01/10/letter-reveals-harper-government-grants-oil-and-gas-industry-requests>
- 14 http://climateactionnetwork.ca/wp-content/uploads/2012/03/CAN_dirty_diplomacy_fr_SCREEN.pdf
- 15 <http://www.greenpeace.org/canada/fr/actualites/Greenpeace-leve-le-voile-sur-une-campagne-deloyale-de-TransCanada-pour-la-promotion-dEnergie-Est/>
- 16 <http://www.cbc.ca/news/world/naomi-klein-arrested-at-d-c-pipeline-protest-1.1109391>
- 17 <http://350.org/press-release/keystone-xl-protest-at-the-white-house-leads-to-mass-arrests/>
- 18 <http://peoplesclimate.org/wrap-up/>
- 19 <http://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/kinder-morgan-protest-arrests-may-be-illegal-says-bccla-1.2851138>
- 20 <http://www.greenpeace.org/canada/Global/canada/pr/2014/11/sondageBeluga.pdf>
- 21 <http://www.nouvelles.umontreal.ca/recherche/sciences-sociales-psychologie/20141120-sondage-international-les-quebecois-refusent-energie-est-alors-que-les-americains-accueillent-keystone-xl.html>
- 22 <http://www.stopoleoduc.org/campagne-coule-pas-chez-nous/coule-pas-chez-nous-la-reelle-mobilisation-commence-selon-gabriel-nadeau-dubois/>
- 23 <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/436979/plusieurs-milliers-de-personnes-a-la-marche-action-climat-a-quebec>
- 24 https://www.ipcc.ch/home_languages_main_french.shtml
- 25 http://climateactiontracker.org/assets/publications/briefing_papers/CAT_Bonn_policy_update_jun2014-final_revised.pdf
- 26 <http://under2mou.org/>
- 27 <http://www.nature.com/nature/journal/v517/n7533/full/nature14016.html>
- 28 <http://www.oilsandsmoratorium.org/>

29 <http://www.pembina.org/media-release/2521>

30 <http://gofossilfree.org/commitments/>

31 <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/438125/perspectives-mathematique-petroliere>

32 <http://blog-imfdirect.imf.org/2015/05/18/act-local-solve-global-the-5-3-trillion-energy-subsidy-problem/>

33 <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/403070/l-humanite-risque-l-effondrement-d-ici-quelques-decennies-predit-une-nouvelle-etude>

34 <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/422552/oleoduc-energie-est-les-lois-du-quebec-sont-applicables>

SECTION II

Deux communautés en danger.

Anticosti. Iles-de-la-Madeleine.

La chasse au pétrole extrême. Contre le saccage de l'environnement

Par **Paul Beaucage**

«À ma mère, Éléna, avec tout mon amour.»

PB

Même s'il a collaboré à des entreprises résolument commerciales pour le Cirque du Soleil (Love [2006]), ainsi que pour différents réseaux de télévision (Les grands procès ([1993-1995]), Dominic Champagne demeure un artiste pluridisciplinaire engagé qui défend avec passion les causes auxquelles il croit. Cependant, l'engagement de Champagne n'est pas nécessairement garant de la création d'œuvres de qualité, comme en témoigne l'échec critique retentissant du spectacle Paradis perdu (2010), qu'il avait conçu avec l'environnementaliste Jean Lemire. Toutefois, après s'être impliqué à titre de citoyen contestataire, voire de militant écologiste pour s'opposer à l'exploitation du gaz de schiste dans la vallée du Saint-Laurent, Champagne réalise Anticosti : la chasse au pétrole extrême (2014), un documentaire qui, comme son titre le suggère, traite de l'intention actuelle des dirigeants d'une entreprise pétrolière (Pétrolia) et du gouvernement québécois d'exploiter une grande quantité de pétrole de schiste dans l'île d'Anticosti. Sans tergiverser, Dominic Champagne explique au spectateur, dans sa première création cinématographique, que son intérêt pour Anticosti revêt une dimension personnelle essentielle puisque son père – qui occupait alors les fonctions de sous-ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche sous le premier gouvernement de Robert Bourassa – lui a appris que son ministère avait fait l'acquisition de cette île hors du commun. En outre, le haut fonctionnaire a souligné à son fils l'importance de s'approprier ce joyau naturel, qui semblait destiné à devenir une richesse pour l'ensemble des Québécois. Par conséquent, devant l'imminence de l'exploration pétrolière et la menace tangible de déprédations commises aux dépens d'un vaste espace enchanteur,

Dominic Champagne choisit de créer une œuvre didactique et écologique qui décortique les grands enjeux se rattachant à la quête de «l'or noir» pour le peuple québécois. Évidemment, la démarche de Champagne relève beaucoup de sa subjectivité, mais il a soin de procéder à une recherche adéquate, rigoureuse, afin de démontrer que son parti pris repose sur une solide base scientifique et non pas sur des chimères. Convaincu du caractère fondamental de la cause écologique, le polygraphe ne peut s'empêcher de tracer une double relation de filiation entre son père et lui, ainsi qu'entre lui-même et sa progéniture Jules, en énonçant le souhait d'offrir un environnement sain aux êtres humains d'aujourd'hui et de demain.

Le respect de la nature

En raison de son manque d'expérience cinématographique, Dominic Champagne s'est entouré d'une équipe de collaborateurs créatifs pour réaliser le long métrage. Ainsi, il convient de souligner la participation à son entreprise de la productrice Sylvie Van Brabant et de l'assistant à la réalisation Pierre-Étienne Lessard. Grâce à leur aide, ainsi qu'à celle de différents techniciens, le film ne verse jamais dans l'amateurisme formel, même si le documentariste n'a pas bénéficié d'un budget très substantiel pour le faire. Cela dit, le style qu'adopte Dominic Champagne dans *Anticosti* : la chasse au pétrole extrême porte pleinement les composantes de sa vision du monde. Dès lors, on ne s'étonnera pas que le cinéaste affirme avec clarté son opposition à l'exploitation du pétrole à Anticosti tout au long de sa narration. Contrairement à de nombreux Québécois qui sont ambivalents par rapport à cette question, Champagne entretient un point de vue écologiste militant qu'il défend avec probité. Selon lui, l'île d'Anticosti mérite totalement d'être considérée comme «la perle du Saint-Laurent» puisque les Anticostiens peuvent goûter son charme exceptionnel pour peu qu'ils s'en donnent la peine. De manière à nous faire comprendre ce que différents résidants d'Anticosti ressentent par rapport à ce territoire insulaire, le documentariste leur donne la parole et leur permet de déclarer leur amour pour l'île qu'ils habitent : à travers des mots simples, mais bien sentis, ces gens nous dévoilent les sentiments d'émerveillement et de liberté que leur inspire une région des plus exquises. Ce faisant, ils nous permettent de prendre conscience

des limites d'une forme d'existence, essentiellement basée sur la consommation, que l'on surestime grandement en Amérique du Nord. Dans cette optique, on pourra apprécier le témoignage de John Pineault, un ancien agent de mercatique, qui explique au cinéaste-narrateur comment il a renoncé à un mode de vie matérialiste et mercantile pour aller s'établir à Anticosti. Manifestement, notre homme entretenait des doutes par rapport au style de vie qui était devenu le sien. Aussi, ayant conservé un souvenir des plus précieux de sa présence antérieure à Anticosti, il est retourné là-bas afin d'y vivre et ne l'a jamais regretté.

Une remarquable représentation de la réalité

Sur le plan visuel, Champagne et la directrice de la photographie Katerine Giguère ont utilisé une grammaire très variée afin de représenter adéquatement les dimensions spatiale et temporelle de la narration. Parmi les multiples procédés de style qu'ils ont choisis, il convient de citer ceux de la plongée et du travelling, qui permettent aux deux collaborateurs de garder le spectateur en haleine en dépit d'un propos qui peut se révéler aride. Jamais ne versent-ils dans la monotonie narrative et ils évitent, avec adresse, de se complaire dans le maniérisme. Grâce à un sens du cadrage et de la lumière remarquable, à une opportune alternance de plans larges et de plans serrés, le réalisateur dépeint avec à-propos le caractère foisonnant, voire envoûtant de la nature que l'on retrouve dans l'île d'Anticosti. Dès lors, on pourra apprécier une faune et une flore qui se manifestent sur ce territoire insulaire sans que l'urbanisation ou la pollution industrielle ne dépare les lieux. À l'opposé de cette réalité, Champagne décrit l'aspect fort repoussant des industries gazière et pétrolière, qui contribuent considérablement à dévaster le monde dans lequel nous vivons et à menacer la biosphère. De façon à dépeindre correctement les périls environnementaux se rattachant à l'exploitation des hydrocarbures, le cinéaste intègre à son film des images d'archives télévisuelles saisissantes, qui représentent le déversement de mazout du navire Rio Orinoco sur les côtes d'Anticosti, en 1990, ainsi que la catastrophe du Golfe du Mexique (2010), causée par la plate-forme Deepwater Horizon de British Petroleum, et celle de Lac-Mégantic (2013), causée par l'explosion d'un train de la Montreal, Maine & Atlantic Railway. En l'occurrence, Dominic Champagne

n'a pas à se lancer dans des commentaires circonstanciés au sujet des épouvantables désastres dont il est question : le public contemporain apparaît autrement plus conscient des dangers liés au transport pétrolier qu'il ne l'était auparavant. Somme toute, avec l'aide d'une opératrice perspicace, le réalisateur réussit à choisir les images appropriées pour traduire éloquemment la teneur de son propos.

La prépondérance de la narration en voix hors-champ

La bande sonore du film se révèle très élaborée puisqu'elle s'appuie sur une harmonieuse combinaison de dialogues, de bruits ambiants et de musique. En termes syntaxiques, Dominic Champagne utilise très habilement la narration en voix hors-champ dans l'ensemble de son film. De manière précise, il évite d'avoir recours à un style trop littéraire et sait se montrer ironique pour souligner les limites de son cheminement individuel, qui se heurte parfois aux opinions de certains Anticostiens : ceux-ci souhaiteraient améliorer leurs conditions de vie économiques en favorisant l'implantation de l'industrie pétrolière sur l'île. Après un entretien animé avec un de ces insulaires, Gaétan Laprise, Champagne reconnaît, non sans humilité, qu'il a sans doute mal évalué la situation à laquelle il était confronté a priori. Ainsi, n'hésite-t-il pas à s'interroger sur le sens de sa propre démarche, voire à questionner la légitimité de celle-ci à différents moments de la narration. Dans ces circonstances, Champagne s'appuie sur une connaissance scientifique accessible pour se guider et pour éclairer la lanterne du spectateur. Assurément, à la manière d'un Michael Moore, il nous transmet, directement ou indirectement, une grande quantité d'informations, mais il le fait avec cohérence et honnêteté, afin d'instruire le public plutôt que de tenter de le manipuler. À preuve, il suffit de se référer à la brève séquence où l'on explique la technique de fracturation hydraulique par le biais d'un dessin animé très clair. Dans ce cas, Dominic Champagne décrit les choses d'une manière fort probante au spectateur, qui peut alors avoir accès à une connaissance scientifique basale. Subséquemment, le cinéaste évoque la présomption du président de la compagnie Pétrolia, André Proulx, lequel se targue de pouvoir explorer le sous-sol d'Anticosti de manière adéquate, à l'aide d'une méthode « expérimentale » et « efficace ». Or, Champagne dément sans ambages cette prétention

en faisant entendre le témoignage d'un géologue chevronné, Sylvain Archambault, qui révèle au spectateur que ladite méthode s'avère, à l'instar de tous les processus de ce genre, particulièrement risquée. Par le biais d'une analogie des plus opportunes, Archambault nous souligne que la tristement célèbre catastrophe du Golfe du Mexique, causée par British Petroleum (BP), résultait non pas d'une activité d'exploitation pétrolière ordinaire, mais bien d'une activité d'exploration pétrolière. En conséquence, le propos du scientifique déconstruit la tentative maladroite de manipulation de l'opinion publique d'André Proulx.

Une œuvre nuancée

Par ailleurs, il faut reconnaître que Dominic Champagne a judicieusement choisi les différents témoins qui font des interventions dans Anticosti : la chasse au pétrole extrême. Refusant de se satisfaire d'explications approximatives ou partielles au sujet d'un enjeu aussi important que celui de l'exploitation des hydrocarbures, il a interrogé des spécialistes réputés, aptes à démystifier les discours fallacieux des porte-parole des industries gazière et pétrolière ou de leurs thuriféraires. Parmi ceux-là, on remarquera la présence de scientifiques expérimentés, tant dans le domaine des sciences naturelles (Sylvain Archambault, Marc Durand), que dans celui des sciences humaines (Gilles Gagné, Éric Pinault). Cependant, Champagne n'omet jamais de considérer les opinions des Anticostiens ordinaires, qui sont trop souvent laissés-pour-compte dans le cadre des décisions gouvernementales. Par conséquent, il crée un rapport dialectique enrichissant entre le commun des mortels et les spécialistes. De plus, en tant que narrateur-intervieweur, Champagne pose de bonnes questions aux témoins du film et favorise la pertinence de leurs réponses. Dans cette perspective, on remarquera que le réalisateur évite de proposer au spectateur une réflexion manichéenne, sur le plan écologique, en permettant à des gens favorables à l'exploitation pétrolière de défendre leur point de vue, en toute latitude. Parmi les interventions frappantes de l'œuvre, il importe de citer celles de l'ex-maire anticostien Denis Duteau et de l'économiste des HEC, Pierre-Olivier Pineau, qui appuient l'exploitation du pétrole de schiste à Anticosti parce qu'ils considèrent que cette activité engendrera des retombées économiques appréciables pour les insulaires concernés et

pour le gouvernement du Québec. Selon ces témoins, on peut procéder au forage du pétrole non-conventionnel sans mettre en péril la santé de la population anticostienne et sans risquer de commettre des désastres environnementaux. Toutefois, des spécialistes des questions écologiques ne tardent pas à les contredire et à infirmer leur point de vue. En effet, l'ingénieur en géologie Marc Durand nous explique que, pour tirer de l'île une quantité de pétrole qui correspondrait aux attentes des dirigeants de la compagnie Pétrolia, il faudrait qu'on y exploite pas moins de douze mille puits. Dès lors, il apparaît évident que la qualité de vie des Anticostiens se détériorerait considérablement si l'on cherchait à atteindre un tel objectif. Pour sa part, Rosa Galvez, directrice du département de génie civil et de génie des eaux à l'Université Laval, met en lumière les dangers qui se rattachent l'exploration et à l'exploitation du pétrole de schiste dans l'île d'Anticosti. Selon elle, en raison de la morphologie des lieux, de telles activités peuvent aisément entraîner la contamination de plusieurs composantes environnementales de ceux-ci.

L'impact économique réel de l'exploitation du pétrole de schiste

Sur le plan économique, Dominic Champagne nous révèle graduellement, à travers sa narration, pourquoi la volonté de procéder à l'extraction de pétrole de schiste à Anticosti ne constitue pas un objectif adéquat d'un point de vue national ou régional. Certes, il n'y a plus d'employeur sur l'île d'Anticosti qui offre du travail salarié à la population locale depuis quelque temps. Comme le signale pertinemment Gaétan Laprise au cinéaste, suite aux Attentats du 11 septembre 2001, on constate que beaucoup moins de touristes américains que par le passé se rendent dans l'île, pour y effectuer des parties de chasse. Il en résulte que nombre d'insulaires, privés de revenus directement liés à cette activité, ont quitté Anticosti pour se trouver des emplois ailleurs. Cela signifie-t-il pour autant qu'une activité pétrolière intense à Anticosti résoudrait les problèmes socioéconomiques que vivent les îliens ? Absolument pas, puisque dans une telle éventualité, si l'on en croit la quasi-totalité des scientifiques témoignant dans le film de Champagne, il est clair que les Anticostiens connaîtraient des difficultés beaucoup plus sérieuses que celles qu'ils connaissent aujourd'hui. De fait, lorsqu'on extrait du pétrole de schiste de la roche, par fracturation hydraulique, on utilise de

nombreux produits chimiques qui sont susceptibles d'affecter la santé des êtres humains, des animaux et des végétaux. De sorte qu'il apparaît incontestable que les éventuels coûts liés à une décontamination des lieux seraient nettement plus élevés que ce que rapporterait aux Anticostiens une activité d'extraction pétrolière, qui aurait inévitablement une durée limitée. Pour ce qui est des hypothétiques emplois liés à l'industrie pétrolière, il faut admettre qu'ils se révèlent généralement beaucoup moins nombreux qu'on le laisse croire, ainsi que le suggère avec lucidité Martine Dugas, une vénérable résidente de «la perle du Saint-Laurent».

La complaisance des gouvernements envers l'industrie pétrolière

On aurait tort de sous-estimer le rôle du domaine politique par rapport à la réalité économique précitée, tant celui-là est étroitement lié à celle-ci. Sur le plan provincial, on remarque que les politiciens gouvernementaux font preuve d'une désolante complaisance envers les représentants de l'industrie du pétrole de schiste. Suite à une recherche digne de mention, Dominic Champagne a intégré à son film des images d'archives nous montrant Pauline Marois, alors chef du Parti québécois et de l'opposition officielle, témoigner de sa réprobation par rapport à l'exploitation, en territoire québécois, du gaz et du pétrole de schiste. Dans un des extraits concernés, la politicienne va jusqu'à affirmer qu'elle s'oppose à ce que le Québec devienne «un état pétrolier». Cependant, après que le Parti québécois ait pris le pouvoir, en septembre 2012, et que Marois soit devenue la première femme à occuper les fonctions de premier ministre du Québec, cette dernière a effectué une sidérante volte-face par rapport à la question pétrolière : en effet, elle s'est dite disposée à adopter «le principe d'indépendance énergétique», lequel s'appuie sur une imposante extraction nationale de «l'or noir». Que s'est-il donc passé pour que Marois manifeste subitement une attitude aussi incohérente ? Assurément, la volonté de bercer d'illusions un certain électorat québécois, en lui faisant miroiter la création de richesses liées aux activités de l'industrie du pétrole n'est pas étrangère à un tel changement de cap.

Si le réalisateur se montre très critique, dans son oeuvre, envers la politique environnementale du PQ, dirigé par Pauline Marois, il ne

faudrait pas croire que notre homme ménage celle du Parti libéral du Québec dont Jean Charest a longtemps été le chef (1998-2012). Utilisant finement le procédé de la didascalie, Dominic Champagne nous fait (re)voir des images d'archives télévisuelles dans lesquelles il apparaît personnellement et rappelle sa spectaculaire opposition, ainsi que celle de nombreux habitants de vallée du Saint-Laurent, au forage et à l'exploitation de puits de gaz de schiste qu'on a effectués dans cette région. Évidemment, si la contestation des gens de la vallée du Saint-Laurent n'avait pas été aussi soutenue qu'elle l'a été, jamais le gouvernement Charest n'aurait-il accepté de remettre en question l'exploitation des gaz de schiste. Toutefois, la détermination de ces citoyens engagés, pugnaces, l'a obligé à décréter un moratoire par rapport aux activités de tels puits au Québec. Par ailleurs, Champagne remémore opportunément au spectateur que le gouvernement Charest est celui qui a poussé Hydro-Québec à céder les droits exclusifs de l'exploration et l'exploitation du pétrole dans l'île d'Anticosti à l'entreprise Pétrolia. Ultérieurement, le Parti québécois a pris le pouvoir et a conclu une nouvelle entente, en partenariat, avec cette compagnie. S'il est irréfutable que le pacte que le Parti québécois a ratifié avec Pétrolia est très décevant, il faut reconnaître que l'entente que celle-ci avait signée avec le PLQ était encore pire pour l'ensemble de la population du Québec.

Les modes d'actions des entreprises pétrolières

Afin de donner un aperçu adéquat du système de valeurs qui régit la compagnie Pétrolia, le réalisateur retrace, dans le long métrage, son parcours sociopolitique récent sur le territoire québécois. Ainsi, Champagne rappelle que cette entreprise s'est opposée bec et ongles à ce que l'on rende publique l'entente secrète qu'elle avait signée avec Hydro-Québec, sous l'égide de la ministre Normandeau, concernant le droit d'exploitation du sol et du sous-sol d'Anticosti. En outre, Dominic Champagne ravive à notre mémoire la poursuite-bâillon que des représentants de Pétrolia ont intentée contre le militant écologiste Ugo Lapointe, parce que ce dernier avait osé critiquer la compagnie en affirmant que celle-ci «volait» les ressources naturelles du Québec. D'autre part, le réalisateur n'omet pas d'évoquer le fait que Pétrolia

a récemment intenté une poursuite civile contre la ville de Gaspé parce que son conseil municipal a adopté un règlement interdisant l'exploitation de pétrole de schiste sur des terres situées à proximité de sources d'eau potable. En somme, quoi qu'en disent les représentants de cette entreprise, on ne saurait nier que les intérêts de la population du Québec demeurent négligeables, pour eux, par rapport aux intérêts des actionnaires et des dirigeants de Pétrolia.

Cherchant à comparer le type d'extraction de pétrole auquel souhaitent procéder les dirigeants de la compagnie Pétrolia à d'autres formes d'extraction d'hydrocarbures, Dominic Champagne et son fils Jules se sont respectivement rendus dans deux régions nord-américaines réputées pour leur exploitation pétrolière majeure : l'Alberta et le Dakota du Nord. À défaut d'avoir pu filmer ou photographier de très près les installations pétrolières étroitement surveillées de l'Alberta, Dominic Champagne a jaugé certains des effets de la pollution atmosphérique qui sévit à proximité d'un grand puits de forage. De plus, Champagne a pu constater jusqu'à quel point, même si nous vivons dans un pays démocratique, le gouvernement conservateur de Stephen Harper et ses épigones cherchent à contrôler les allées et venues, à proximité de Fort McMurray, de gens qui seraient portés à dénoncer la mainmise de l'industrie pétrolière dans l'Ouest canadien. À cet égard, une séquence nous montrant une agente de sécurité demander au cinéaste de lui présenter ses cartes d'identité apparaît singulièrement significative. N'empêche que Champagne se sentira moins seul, là-bas, lorsqu'il sera témoin d'une manifestation de représentants des peuples autochtones opposés à l'exploitation irresponsable du pétrole dans cette région. Pour sa part, Jules Champagne a recueilli les témoignages de deux opposants à l'exploitation du pétrole de schiste à Williston, dans le Dakota du Nord, qui fustigent les ravages que les installations pétrolières ont causés aux dépens des terres agricoles de la région. Leurs propos confirment ce que Dominic et Jules Champagne soupçonnaient fortement : à savoir, que l'industrie pétrolière profite du lamentable laxisme de certains gouvernements pour imposer ses règles et pour privilégier des particuliers au détriment des collectivités.

Au-delà du documentaire sur l'environnement

Une des grandes qualités d'Anticosti : la chasse au pétrole extrême de Dominic Champagne consiste à concilier, dans une narration polysémique, des composantes de genres cinématographiques apparemment incompatibles. De manière précise, le long métrage de Dominic Champagne constitue un documentaire témoignant des dangers se rattachant à l'exploration et l'exploitation du pétrole de schiste dans l'île d'Anticosti. De façon plus générale, c'est une œuvre qui traite des périls découlant de la quête humaine effrénée des hydrocarbures à travers le monde. Dans une autre optique, c'est une représentation poétique de la vie, au sein d'un domaine où la faune et la flore ont préséance sur la concentration, ainsi que sur l'organisation, des êtres humains. À travers plusieurs de ses éléments, le film de Dominic Champagne constitue un pamphlet dénonçant l'opportunisme des politiciens du Québec et du Canada anglais, qui sont prêts à brader nos ressources naturelles si un tel geste peut favoriser leurs ambitions carriéristes. N'empêche que la perspective pénétrante propre au conte philosophique demeure omniprésente dans la narration de Champagne, puisque celui-ci s'interroge constamment avec finesse au sujet des choix les plus sages que peut faire l'être humain dans le contexte actuel. En d'autres termes, Champagne favorise, pour tout individu, une vie menée en harmonie avec la nature plutôt qu'une existence où les valeurs matérielles se révèlent prépondérantes. Pourtant, Dominic Champagne est un homme indépendant de fortune, qui n'a jamais tourné le dos au succès financier. Certes, il n'est pas exempt de contradictions sur ce plan mais, contrairement à tant d'autres nantis, il a le mérite de mener une lutte sincère pour favoriser la préservation du monde dans lequel il se meut.

Une certaine forme d'utopisme

Par ailleurs, il faut admettre que la dernière partie du film de Dominic Champagne s'avère moins convaincante que les précédentes. Cela s'explique non pas parce que les questions sur lesquelles le réalisateur se penche sont inintéressantes, mais parce qu'il ne parvient pas, cette fois-ci, à les analyser en profondeur. Jouant sur la proximité qui peut exister

entre le film fictionnel et le documentaire, Champagne utilise la figure de la répétition métaphorique pour nous signaler que les Québécois, comme d'autres peuples occidentaux, se trouvent actuellement dans une impasse, puisqu'ils s'appuient sur l'exploitation pétrolière pour surmonter les difficultés socioéconomiques auxquelles ils sont confrontés, depuis la crise économique de 2008. D'où, la nécessité, pour eux, de subir une «cure de désintoxication» afin de se libérer de l'emprise de la «drogue» du pétrole. Par le biais d'une scène éminemment fictive à teneur humoristique et symbolique, Dominic Champagne nous montre comment le petit bricoleur, le «patenteux», Gérard Noël lui permet de prendre conscience de l'absurdité de sa «dépendance» envers le pétrole. Dans cet esprit, l'Anticostien Noël fait figure de modèle, de mentor de la narration parce qu'il révèle au cinéaste-narrateur qu'il a réellement réussi à construire seul un écologique tout-terrain en se servant de vieux matériaux inutilisés, qu'il a trouvés aux quatre coins de l'île qu'il habite. En mettant en relief cet exemple, le cinéaste tente de convaincre le spectateur que si chacun d'entre nous s'inspirait de l'inventivité d'un Gérard Noël, on pourrait résoudre les problèmes énergétiques propres au Québec. Malheureusement, quand il nous propose une telle solution, Dominic Champagne omet de considérer le pouvoir concret qu'exercent des groupes de pression opulents et très puissants aux dépens des partis politiques susceptibles de prendre le pouvoir. Pour se convaincre de cette réalité, on n'a qu'à se rappeler jusqu'à quel point l'éclosion de la voiture électrique a été freinée dans le monde en raison du fait que des gouvernements démocratiquement élus – sans compter les autres ! – ont cédé aux pressions des dirigeants des industries du pétrole et de l'automobile, lesquels ne souhaitaient pas qu'un nouveau type de véhicule rivalise avec les voitures fonctionnant grâce au combustible pétrolier. En somme, Champagne pêche un peu par excès d'idéalisme en surestimant le progrès social du monde de demain, toutefois cela n'altère en rien les remarquables qualités de son film...

Il va sans dire que lorsque Dominic Champagne a tourné et monté *Anticosti* : la chasse au pétrole extrême, il lui était difficile de prédire que le gouvernement libéral de Philippe Couillard remplacerait celui du Parti québécois de Pauline Marois. Pourtant, suite à la victoire du Parti libéral du Québec, lors des élections du 7 avril 2014, on peut

affirmer que le long métrage de Champagne se révèle plus pertinent, plus salutaire que jamais pour le public québécois. En effet, même si le nouveau gouvernement n'a pas eu l'occasion d'effectuer un grand nombre de gestes depuis son accession au pouvoir, le premier budget déposé par le ministre des finances libéral, Carlos Leitao, a annoncé des réductions budgétaires majeures dans tous les ministères du Québec (y compris celui de l'environnement, bien sûr), puisque le gouvernement souhaite mordicus réduire une partie importante de son déficit annuel. En outre, on sait que le premier ministre Couillard est favorable à l'expansion du secteur privé dans l'économie québécoise, qu'il appuie le projet d'extraction du pétrole de schiste à Anticosti, qu'il n'est pas hostile à l'exploitation des puits de gaz de schiste en région et qu'il a amorcé la relance du Plan Nord de Jean Charest. Par conséquent, il est indéniable que la protection environnementale ne constitue pas une priorité pour Philippe Couillard et le Parti libéral du Québec. En termes de communication politique, on peut déjà constater que les représentants du PLQ tentent d'opposer le discours de la relance économique à celui de la protection de l'environnement, comme si le succès de celle-là passait nécessairement par un prétendu assouplissement des règles de celle-ci. Dans ces circonstances, il faut souhaiter que de nombreux Québécois verront le film de Dominic Champagne, qu'ils saisiront pleinement le sens et qu'ils sauront s'opposer, à travers une contestation citoyenne éclairée, aux projets sociopolitiques néfastes du gouvernement Couillard.

Les représentations de la nature

Par Geneviève Brisson

Depuis longtemps, l'île d'Anticosti représente un milieu unique et sauvage aux yeux des Euro-Québécois. Connotée aussi bien positivement que négativement, cette idée accompagne les interventions occidentales sur et au sujet de l'Anticoste, tels le défrichement et la colonisation, la foresterie, la chasse et la pêche ou l'exploration pétrolière. Décrire quelques-unes des différentes manières dont la nature anticostienne a été représentée peut donc être utile pour comprendre une partie des débats actuels sur l'exploitation des hydrocarbures de l'île. C'est à ce périple au cœur du sauvage que ce texte convie, en s'appuyant sur un travail anthropologique et diachronique réalisé au sujet de la forêt anticostienne¹. L'analyse se base d'une part sur le contenu de 16 récits de voyage menés sur l'île d'Anticosti entre 1533 et 1980, et choisis selon des périodes phares de l'histoire locale, et d'autre part, sur plus de 100 entrevues semi-dirigées réalisées entre 2001 et 2004 à Anticosti auprès de différents types d'acteurs sociaux.

L'île d'Anticosti²

L'île d'Anticosti est située dans le Golfe Saint-Laurent, à la hauteur de la Minganie sur la Côte-Nord et au nord de la Gaspésie sur le côté sud. Elle est longue de 222 km et d'une largeur maximale de 56 km, ce qui en fait une superficie comparable à la Corse. Une route principale de

1 Réalisé dans le cadre d'un doctorat en anthropologie obtenu à l'Université Laval en 2004 (Brisson, 2004).

2 Pour une approche historique de l'île, peu de travaux scientifiques ont été publiés à part quelques articles publiés par L-E Hamelin et concernant les mouvements démographiques et le mythe insulaire (Hamelin 1979; 1982; 1983). Des ouvrages de référence sur la Côte-Nord comprennent cependant une part de l'histoire d'Anticosti (Frenette 1996). Des journalistes se sont aussi attardés à cette histoire (MacKay 1983; Ouellet 2000).

265 km et un réseau impressionnant de chemins forestiers permettent l'accès au territoire. La partie ouest de l'île, surélevée, est recouverte de forêts et les nombreuses rivières qui y coulent forment des fjords et des vallées enclavées. À l'est, le terrain s'abaisse peu à peu et de nombreuses tourbières sont présentes. La forêt est dense : vieilles sapinières, pessière noire, pessière blanche. Des feux de forêt, des vents de chablis, des épidémies et la coupe de bois ont modifié la forêt. La faune terrestre a été considérablement modifiée par l'introduction volontaire d'espèces exotiques depuis 100 ans dont certaines (cerfs et lièvres), sans prédateurs naturels, se sont multipliées à un rythme considérable.

Anticosti est marquée du passage des cultures amérindiennes et euro-québécoise. Les nations amérindiennes de la Gaspésie et de la Côte-Nord fréquentaient l'île il y a au moins 3500 ans pour y pêcher et chasser l'ours. Peuples nomades, leur présence a été notée de façon récurrente sur l'île jusqu'au début du XXe siècle. L'origine toponymique d'Anticosti leur est attribuée. Par ailleurs, Anticosti a été remarquée par Jacques Cartier lors de son premier voyage en Amérique (1533). En 1680, l'île est concédée en seigneurie à Louis Jolliet afin d'honorer ses découvertes américaines. Il l'habite quelques années, y installant une ferme fortifiée et un comptoir de traite afin de commercer avec les Amérindiens des deux côtes. Mais l'île est également un avant-poste stratégique dans le fleuve et la cible d'attaques. En 1690, ses installations étant détruites par la flotte anglaise de Phipps, Jolliet déménage à Mingan. Alors Anticosti n'est plus que visitée — quoique fréquemment — par les pêcheurs. Il faut attendre 1815 pour qu'apparaissent de nouvelles constructions permanentes autour de l'île, où phares et des dépôts de nourriture pour les naufragés visent à sécuriser la navigation dans cette partie du Golfe Saint-Laurent. Outre les gardiens de ces installations gouvernementales, l'île sera également habitée par quelques personnes qui y pratiquent l'agriculture, la pêche et la trappe. Louis-Olivier Gamache reste le personnage le plus légendaire de cette période, entre 1810 et 1854. À la même époque, des Gaspésiens protestant contre le monopole jerseyais sur la pêche s'établissent peu à peu sur les côtes de l'Anticosti et fondent un premier village : l'Anse-aux-Fraises. Par la suite, différents projets sont formulés aux États-Unis et en Angleterre pour coloniser Anticosti de façon plus extensive. Par exemple, en 1872, la succession de Louis Jolliet vend une partie de

l'île à des intérêts américains pour y construire une cité modèle, Nora. Cette utopie sombre dans la faillite, mais les familles attirées par l'offre peupleront différentes baies de l'ouest et du sud-est d'Anticosti, aidées par le gouvernement puis travaillant pour les pêcheries.

En 1895, Henri Menier, riche industriel français, devient propriétaire de la totalité de l'île afin d'y créer son paradis de chasse et pêche. Il jette les jalons de l'exploitation industrielle agricole et forestière du territoire, ainsi que du tourisme. Il installe des gardiens aux embouchures des différentes rivières et limite l'accès de la forêt aux travailleurs de sa compagnie. Pour les besoins de ses projets, il crée le village de Baie-Ellis (Port-Menier), dont il entretient les habitants en échange de leur travail. La famille Menier règne plus de 25 ans sur Anticosti. En 1926, elle vend l'île à une compagnie forestière qui deviendra la Consolidated Bathurst. Elle en exploite la ressource ligneuse et giboyeuse. Les gens d'Anticosti poursuivent leur existence dans le « village de compagnie » ou au bord des rivières; ils demeurent soumis à des règles strictes. Par exemple, les seuls qui peuvent aller en forêt sont ceux qui y travaillent. Tout dépend de la « Consol » et les décisions sont orientées par le profit de la Compagnie. En 1974, l'île est expropriée par le gouvernement québécois et gérée comme une réserve faunique par le Ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Les habitants se voient encore imposer des normes pour la fréquentation du territoire et pour leurs conditions de vie. Cependant, on municipalise Anticosti en 1984 : les occupants des maisons et terrains peuvent en devenir propriétaires, les initiatives locales sont encouragées, l'accès à la forêt est maintenant libre et non contrôlé. Un réseau de pourvoiries à droits exclusifs est mis en place entre 1982 et 1985, afin d'y exploiter récréativement les ressources fauniques présentes.

Anticosti est présentement peu densément peuplée et abrite un seul village, Port-Menier. Les Anticostiens sont principalement engagés par des pourvoiries privées et publiques, propriétés majoritairement d'intérêts « du continent ». Elles se divisent la majeure partie du territoire et reçoivent entre juin et décembre un quota important de villégiateurs, de pêcheurs au saumon et de chasseurs de cerfs de Virginie. Les pourvoyeurs emploient aussi des travailleurs saisonniers venus de l'extérieur. Le gouvernement municipal est le premier palier décisionnel et administratif, mais la prise

en charge des intérêts locaux doit aussi tenir compte du palier central, les ministères du Québec, notamment pour la gestion de trois réserves écologiques et du parc de conservation entre les rivières Patate et Vauréal. L'État supervise aussi une coupe forestière contrôlée visant à favoriser la régénération de l'habitat du cerf, qui semble brouter trop intensivement la forêt. À ce sujet, des études scientifiques menées par le gouvernement, en collaboration avec l'Université Laval, sont réalisées depuis le milieu des années 1970. Depuis 1995, une compagnie privée d'exploitation forestière œuvre en vertu d'une Convention d'Aménagement faunique (CAF). Des gens du village sont employés par la compagnie, mais beaucoup de travailleurs, dont les cadres de l'entreprise, sont originaires de l'extérieur et retournent chez eux une fois la saison d'exploitation terminée. Ce contexte social et historique se dessinera en filigrane des représentations sociales de la nature anticostienne.

1. Les représentations sociales de la nature anticostienne

L'histoire d'Anticosti et les relations tissées entre les faits sociaux et les éléments naturels connotent les différentes représentations de l'île par les Euro-Québécois, tout à la fois sauvagerie initiale, péril, espace à « civiliser » et ressourcement. Ces différentes idées d'Anticosti seront maintenant développées afin d'éclairer les positions actuelles dans le débat quant à l'exploitation des hydrocarbures sur l'île. Il est indéniable qu'au Québec, tout comme ailleurs, le milieu naturel joue depuis toujours un rôle culturel. Il contribue à donner à notre société sa signification et sa spécificité, et porte les marques des processus sociaux et culturels, nous permettant ainsi de lire ce qu'on est et ce qu'on fait.

Les représentations de la nature anticostienne se situent dans un continuum avec celles du monde moderne (Brisson, 2004). Successives dans le temps, elles semblent maintenant coexistantes dans l'imaginaire québécois. Toutefois, en dépit de cette coexistence, on peut voir poindre et triompher une conception dominante de notre rapport à la nature dans l'histoire du territoire anticostien. Celle-ci prend sa source dans le dualisme nature/culture et dans l'approche moderne posant la raison cartésienne comme regard unificateur et l'humain comme maître et possesseur de la nature. Toutefois, cet utilitarisme est contestable, et

a été contesté. L'objectivation de la nature et la hiérarchisation qui en découle, tout comme la coercition moderniste qui divise et morcelle le territoire pour l'appréhender, peuvent être mises à mal par d'autres rapports à la nature, tels ceux de la sauvagerie archétypale ou, dans une moindre mesure, d'un lieu romantique de ressourcement. Surtout, toutes ces images demeurent fades et unidimensionnelles devant l'Anticoste vécue, milieu de vie de ses habitants.

Archétype du sauvage

La première représentation d'Anticosti est celle d'un archétype de la sauvagerie initiale. L'idée de sauvagerie est associée au bois et aux rivages dès le début de l'Antiquité (Harrison 1992), et elle est demeurée très longtemps dans l'approche occidentale (Larrère et Nougarede 1993; Viard 1990). Bien évidemment, il s'agit d'une représentation de notre société occidentale. La forêt ou le rivage sont sauvagerie parce que les Européens les ont considérés tels. Antérieure aux humains, la sauvagerie primordiale adopte un temps brouillé qui transcende l'histoire linéaire et toute mémoire. Son chaos primitif opère une union originelle du monde et une parenté entre toutes choses. Faite de métamorphoses et de dispersions, elle réside à l'abri des distinctions radicales de la société occidentale et de ses lois (Harrison 1992). Étant celle qui permet de constater ce qui nous manque, elle insuffle l'angoisse fondatrice.

Des discours et la pratique de la nature anticostienne, même moderne, sous-entendent cette sauvagerie. Par exemple, ses roches témoignent d'un temps géologique préhumain (voir encadré); on présente sa forêt comme foisonnante, envahissante. Espace sans la présence de l'Occident, la nature des récits de voyage à Anticosti est montrée sans ordre apparent ni surtout organisation humaine : « *as if some giant had just dropped jackstraws all over the land.* » (récit de Wilson 1942 : 140).

Pareil mythe rend Anticosti troublante pour les auteurs des récits consultés, en fait sous leur plume un milieu hostile non seulement en raison de dangers physiques, mais bien surtout, car elle empêche

les distinctions, les frontières, les grandes vérités. Elle est présentée comme une menace pour l'ordre établi, les formes fixes, les institutions, la « civilisation ». L'idée de nature à Anticosti se construit peu à peu en négatif du monde humain, formant un système clos, parallèle à celui-ci; elle se présente ainsi comme un fonds symbolique indispensable à l'Occident, mais avec lequel elle ne communique pas nécessairement. De 1534 à aujourd'hui, l'arrière-plan des jugements portés sur Anticosti l'a supposée et la suppose toujours comme un monde indiscipliné et « inculte ». D'aucuns la présentent habitée de forces mystérieuses qui peuvent opérer des changements en profondeur. La puissance des vents, des feux, de l'eau ou des animaux modifie le paysage et crée des endroits signifiants : des lieux, donc un paysage imprégné dans l'univers culturel. Par ailleurs, l'île est aussi dite comme un endroit « ensauvageant » les Euro-Québécois, jusqu'à en oublier identité et devoirs. Les gens qui l'habitent sont facilement montrés comme « de nouveaux Sauvages » qui perdent contact tant physiquement que psychologiquement avec l'univers culturel défini comme Occident. Encore aujourd'hui, des touristes ou des chasseurs vivent leur plongée en forêt comme le passage dans un monde tout autre que celui de la « civilisation », et qui transforme leurs manières et leurs valeurs pour un temps certes limité, mais significatif.

Bref, on peut conclure qu'Anticosti représente pour les Euro-Québécois un « tiers espace » (Viard 1990), servant à façonner et à penser la civilisation. Le milieu d'Anticosti est devenu lui-même un symbole d'anti-civilisation qui permet de classer et d'écarter le moins familier en lui donnant ce sens d'altérité absolue. Dans cette optique, le désir de le conserver intact est symboliquement justifié comme nécessaire.

La géologie anticostienne, une fenêtre sur les origines du monde

À partir du XIXe siècle, Anticosti fait l'objet d'expéditions scientifiques, dont les narrations la montrent comme l'île primitive, sans histoire autre que celle de sa géologie. Il faut dire que l'intérêt pour les sciences naturelles augmente alors en Amérique, suivant le mouvement déjà amorcé en Europe (Mathieu 1998).

Certains scientifiques, inspirés de l'évolutionnisme alors en vogue, chercheront aussi à montrer que la nature sauvage est un témoin du temps primitif des origines humaines, heureusement dépassé à présent pour les Occidentaux, mais persistant là où ne se sont pas encore fait sentir les « bienfaits » de cette « civilisation » (Gerbi 1985). Ce discours met en évidence la coupure de la nature avec toute historicité humaine contemporaine, vue comme occidentale, afin de réifier et d'instrumentaliser davantage les éléments naturels (Thomas 1985).

L'île d'Anticosti devient un site de ce regard scientifique sur le sauvage. Comme beaucoup d'autres endroits, elle devient un « laboratoire naturel ». Des expéditions géologiques suggèrent ainsi le haut intérêt scientifique d'Anticosti, montrant l'île comme l'un des seuls pans visibles des origines du monde. Anticosti, haussée des fonds marins, n'est pas une terre ordinaire. Formée à la « réunion des roches calcaires et des roches primitives » (récit de Schmitt 1904 : 2), c'est la roche des premiers temps, qui remonte à l'Atlantide peut-être (idem). Venue « des âges très anciens » (récit de Marie-Victorin 1924 : 120), elle explique Anticosti et la caractérise : « quelque chose de bien particulier, de bien anticostien » (ibidem). Elle « n'est, pour ainsi dire, qu'un rocher (...) Ses couches intérieures renferment de curieux fossiles. Ils ont le plus souvent la forme d'arbres. » (récit de Gregory 1886 : 159). La nature anticostienne est aussi montrée dans toute la pureté des origines. Anticosti est ainsi liée étroitement à une époque antérieure à l'humain, bien incarnée dans le roc et la forêt. L'île est « encerclée de sa plate-forme littorale » (récit de Marie-Victorin 1924 : 120); elle ne peut bouger dans l'espace, ni, suppose-t-on, dans le temps. Ainsi gardée, Anticosti est à l'abri de tout changement et elle est présentée comme un espace-témoin, musée figé dans le temps des origines et ouvert au regard contemporain afin de lui dévoiler le passé de sa planète.

Conserver intacts les premiers temps du monde devient un souhait. C'est la gloire de l'île : « À un certain point de vue, Anticosti est géologiquement la plus intéressante

région de l'Amérique. » (récit de Schmitt 1904 : 67). Elle permet de constater le passage du temps, mais aussi de rattacher la nature anticostienne aux plus grands monuments de la civilisation, n'échappant pas ainsi à un courant pan-américain de valorisation du monumental naturel pour hausser la valeur du Nouveau-Monde sur l'Ancien (Viard 1990). Ainsi la falaise de la Rivière à la Loutre « rappelle à l'esprit le phénomène analogue observé sur les colonnes du temple de Jupiter Serapis, près de Naples. Ici, comme là, il y a eu des mouvements d'affaissement et d'exhaussement. » (récit de Schmitt 1904 : 97). De même d'autres manifestations naturelles : « Ces colonnes [de glace] laissent entre elles et la falaise un espace libre qui ressemble à l'intérieur d'un temple gothique. La musique des vents du large y résonne, et, même en plein jour, il n'y pénètre qu'une lumière tendre, qui s'est tamisée dans ces énormes piliers transparents où jouent les rayons obliques du pâle soleil d'hiver. » (idem : 8). À cet égard, Anticosti pourrait donc devenir un patrimoine national, même si cela ne se produit qu'au tournant du millénaire, par un Parc provincial créé en 2001. Aller à Anticosti peut donc être perçu comme un geste pour contempler un vivant primordial et de s'y ressourcer, dans un mouvement romantique de communion avec les forces telluriques de la nature (Cosgrove 1998). L'île est aussi présentée comme un livre ouvert pour l'humain qui prend la peine de s'y pencher scientifiquement : « que de raretés scientifiques doivent se trouver cachées ainsi sous ces bancs de calcaire, attendant là, depuis des milliers d'années, les études et les recherches de la curiosité humaine! » (récit de Faucher 1881 : 103).

Un espace de périls et de pauvreté

La seconde représentation d'Anticosti demeure celle d'un lieu périlleux et pauvre, qu'il importe de changer. Déjà, chez les premiers arrivants en Nouvelle-France, la nature sauvage est souvent perçue comme un couvert pour des maladies, des nuisances et des maux. À ce titre, elle est un milieu plein de dangers pour l'Européen : derrière chaque arbre se cache un Sauvage, homme ou fauve. Les rigueurs de la nature pèsent. Et au cœur de sa forêt se terrent d'autres possibles, ceux qu'il importe

justement de juguler. Il faut donc l'éviter, l'éradiquer ou la transformer (Ouellet 1997). Ce mot d'ordre perdurera jusqu'à aujourd'hui, semble-t-il. Cette représentation semble répandue, servant notamment à démontrer la nécessité d'établir des colonies agricoles.

Dans les récits, Anticosti est présentée comme un milieu naturel dangereux : « Il y a eu aussi le séjour parfois prolongé des malheureux naufragés qui avaient échappé aux gouffres du large pour tomber dans les pièges aussi traîtres des forêts anticostiennes. » (récit de Potvin 1945 : 359). Les récits s'emploient principalement à montrer que le milieu anticostien n'est pas adéquat pour les Euro-Québécois. Il représente pour eux un péril : « Autrefois, quand un vaisseau venait se briser à la côte, les hommes de l'équipage, qui n'étaient pas engloutis par les flots, ou broyés par les rochers, étaient condamnés à périr de faim et de froid, sans pouvoir espérer de secours. » (récit de Ferland 1877 : 5). Ce milieu est un sauvage qui se nourrit de l'humain sans le nourrir en retour d'autre chose que du lait du désespoir : « Arche de la faim! Mère du désespoir! » (récit de Marie-Victorin 1924 : 119). Les périls qu'apporte la sauvagerie d'Anticosti sont nombreux. La forêt est source de dangers, car elle est un repaire, au-delà de celui des Sauvages partant en guerre contre l'autre rive du fleuve (récit de Champlain 1618) : celui de conditions climatiques, de plantes et d'animaux jugés dangereux. Enfin, sa pauvreté la rend insuffisante aux besoins humains. En effet, dès le XVIII^e siècle, plusieurs récits³ s'emploient à montrer que la forêt anticostienne dans son état initial (vierge, impénétrable) ne peut combler aucun des besoins occidentaux. Pour certains, c'est un « désert » (récits de Crespel 1742 et Wilson 1942), une terre de désolation (récit de Potvin 1929 : 31) et d'âpreté (idem : 8). Ce sont plus particulièrement les narrations de naufrages, et celles désirant modifier l'état de la forêt alors existante, qui font référence à cette conception de sauvage. La pauvreté est alors une nouvelle façon de dire qu'Anticosti est *terra nullius* : ici, un espace béant, improductif pour l'Occident, inoccupé – par une quelconque richesse, par quelque ressource utile — attend l'agir humain (Viard 1990).

3 Principalement les narrations de naufrages (récits de Crespel 1742; Ferland 1877; Gregory 1886) et les récits prônant des projets civilisateurs (récits de Faucher 1881; Gregory 1886; Schmitt 1904; Potvin 1929).

Cette association n'est pas innocente : elle permet notamment aux récits de mettre ensuite en scène la civilisation occidentale, seule enviable, ou dont la force serait capable de transformer cette pauvreté en ressource. À son état initial, Anticosti et sa nature n'ont pas de ressources : « À part la chasse et la pêche, les ressources de l'île d'Anticosti sont fort restreintes. La culture y est presque nulle, le sol d'abord s'y prêtant difficilement, et sa position isolée la privant de communications faciles. » (récit de Gregory 1886 : 191). On va même jusqu'à comparer certains arbres aux « arbres nains des Japonais. » (récit de Schmitt 1904 : 131). Cette image d'Anticosti, au contraire de la précédente, ne motive pas la conservation d'une nature intacte.

La civilisation : un regard utilitariste

La représentation d'une nature pauvre ouvre cependant la porte à une nouvelle image de la nature, qui elle-même mène à des actions concrètes. En effet, dans pareil lieu périlleux et pauvre, l'intervention du « génie humain » (Schmitt 1904) serait une nécessité pour rendre la nature productive, sur le plan économique. Fuyant la pauvreté, on peut alors, par exemple : enlever la forêt pour en faire des terres agraires, construire des barrages, des piscicultures et des usines (Bureau 1895), ou transplanter des éléments d'une nature européenne jardinée, tels les 1200 arbres fruitiers qui sont importés de France en 1904 (récit de Schmitt 1904).

Tout à coup, la nature anticostienne devient abondante par l'exploitation de ses ressources. Maintenant, le territoire est réellement possédé par le génie humain. L'organisation rationnelle permet alors de changer la face d'Anticosti. Cette transformation se présente comme une « mise en valeur » (idem : 32). Elle s'opère par l'introduction de plans cartésiens, de figures conventionnelles et standardisées, de planification stratégique, de cadastres et de quadrillages, et de machines. Dans cette optique, la nature est passive. Objet malléable à l'infini, elle se prête à toutes les interventions provenant des industriels. Ceux-ci présentent des mesures permettant d'améliorer la nature, soit en qualité, soit en quantité. La gestion serait alors la garantie de la pérennité. Examinée par des spécialistes, civilisée et domestiquée, bref, entrée dans l'espace

culturel, la nature anticostienne acquiert une valeur mesurable et quantifiable, elle devient un ensemble de ressources monnayables, utilisables par l'humain. Ce faisant, les connaissances scientifiques, dont les mathématiques, sont maintenant appliquées à cet espace pour permettre sa meilleure gestion. Par exemple, dorénavant la forêt est jardinée par des spécialistes, des forestiers, et traitée comme une terre domestique selon différents procédés. Plus encore : désormais, les forces « civilisatrices » manipulent, compartimentent et morcellent les usages ou les différents éléments naturels. Montrés indépendants les uns des autres, ceux-ci perdent tout aspect vivant : objets inanimés appréhendés de façon de moins en moins personnalisée, et de plus en plus abstraite. On cherche alors des usages à la nature, qui s'industrialise et se subdivise. Par exemple, elle n'est plus que bois, puis billots, puis pulpe, puis papier, tandis que le reste de sa réalité – non instrumentalisable — est mise à l'écart. Cette représentation est dominante dans le discours économique sur les hydrocarbures.

Cette représentation utilitaire produit enfin un glissement vers une spatialisation générique. Voilà la nature anticostienne indéterminée, sans histoire humaine locale ou nationale. Cette appréhension spatiale permet de gérer avec détachement l'objet naturel pour qu'il soit le plus « utilitaire » possible. En fait, il passera ainsi à l'abstraction : celle de la géométrie qui découpe le sous-sol en claims, en figures conventionnelles et indifférenciées, et celle des chiffres, qui transforment la nature en unités de mesure et, ultimement, en dollars. Dans cette abstraction, invoquer les sentiments d'appartenance, le milieu de vie, ou le sens du lieu demeure difficile, voire inconcevable.

La forêt romantique, un Éden à protéger

La dernière représentation d'Anticosti que j'aimerais présenter, car elle inclut dans le débat actuel est peut-être la plus reconnue aujourd'hui, c'est celle d'un milieu naturel édénique, à protéger. Parallèlement à une pensée utilitariste, la nature anticostienne se charge alors d'une aura romantique. Sublimant les caractéristiques sauvages pour en faire une rencontre spirituelle tout autant qu'une quête de l'authenticité humaine, perdue au cœur de l'urbanisation, la forêt et le rivage permettraient une

halte et un ressourcement. Ils nourriraient l'homme moderne afin de lui permettre de replonger encore dans la Cité.

Depuis Henri Menier, cette image semble coller à la peau d'Anticosti. Les démarches de nombreux explorateurs et sportifs et celles d'Henri Menier ont confirmé cette définition contemporaine d'Anticosti, qui est encore exploitée par le biais d'une rhétorique publicitaire, quitte à masquer des interventions économiques, scientifiques et utilitaires. Ainsi, dans les récits comme sur le terrain, le milieu indiscipliné est aussi le terrain presque obligé des aventures décrites après les années 1930 par les touristes dits sportifs, explorateurs ou chasseurs. Les bois impraticables sont alors pratiqués. Mises au goût du jour par le mouvement romantique, qui glorifie comme un spectacle les manifestations les plus fracassantes de la sauvagerie, certaines des forces associées au milieu anticostien deviendront peu à peu un décor touristique ou une cathédrale qu'il importe de conserver, comme c'est le cas avec le Parc Anticosti.

Dans la pensée romantique, fréquenter la nature procurerait un repos salubre. Anticosti se présente comme la quintessence de ces qualités : « Anticosti : la paix, la paix, la paix » (publicité Sépaq 2000). Parfois, elle se définit comme l'ultime rempart contre la vie trépidante : « Antidote, Antistress, Anticosti » (publicité Sépaq 2001). La sérénité de la nature anticostienne se pose comme un repos, récompense après les « affres » de l'expédition dans les bois : « *It was restful, after a hard day's travel, to sit by the crackling campfire, watching the flaming sunset reflected in calm waters and breathing the mingled scent of wood smoke and balsam. Down sleeping bags were not too warm at night.* » (récit de Wilson 1942 : 140). Conçue ainsi, Anticosti permettrait de se régénérer en plongeant dans ce qui est évoqué comme « un bain de nature ». La forêt anticostienne, tout particulièrement, est perçue comme une source régénératrice permettant de retrouver son authenticité tout autant que de se pencher sur le vrai sens de la vie et du vivant. Celui-ci se dessine alors comme un sacré dont on aurait perdu la signification au milieu de notre vie trépidante, et qu'il importerait de retrouver par un contact profond avec la nature, allant au-delà d'une simple appréciation

esthétique. L'anti-civilisation se présente maintenant comme un antidote aux excès modernistes, un temple de ressourcement personnel et sociétal. À cette conception se joint l'idée d'une raréfaction d'une nature authentique, c.-à-d. qui n'a jamais été « souillée » par l'humain (Cosgrove 1998). Alors, le tourisme de villégiature prend un autre sens. Cette représentation motive la nécessité de conserver la nature d'Anticosti à l'état authentique.

Aujourd'hui, le nom d'Anticosti évoque un paradis terrestre ou un pur état de nature. Le discours pose la sauvagerie sous la forme d'une imagerie romantique : nature vierge, pure, insouillée, mais aussi nature aux forces indomptées, contre lesquelles on peut se mesurer et qui permet de retrouver l'authenticité du vivant. Paradoxalement, la virginité impénétrable se présente comme un espace praticable pour le plaisir, où l'aventure devient un sport; et la chasse, un loisir. Ces représentations sont aptes à contenter l'imaginaire des chasseurs, pêcheurs et villégiateurs. Ces images permettent de vendre, littéralement, les droits d'accès à la forêt d'Anticosti, en visant simultanément toutes les catégories de touristes : chasseurs, pêcheurs, éco-touristes, aventuriers. L'Éden comporte une dimension économique : lui-même est une ressource.

En effet, les pourvoyeurs et les agences publicitaires qu'ils emploient contribuent à façonner cette représentation édénique ou à la renforcer par des slogans accrocheurs. Cette facette d'Anticosti est plus particulièrement présentée aux touristes de villégiature. Toutefois, cet aspect de l'industrie touristique demeure parfois « difficile à opérer » à Anticosti lorsqu'il voisine de trop près les activités utilitaristes, tels les aménagements forestiers propres à la chasse ou aux expériences scientifiques liées à la protection de l'habitat du cerf. Aussi faut-il savoir « marier le dépaysement et la tranquillité que les gens recherchent avec les activités sur le terrain » qui amènent, pour leur part, machinerie et rythme moderne, comme le présentait un administrateur de pourvoirie.

Malgré ses aspects complexes à la fois mythiques et lucratifs, ces représentations idylliques peuvent cependant nuire au développement anticostien. En effet, les citoyens ont alors tendance à imposer ces traits

bucoliques aux milieux non urbanisés et à en faire des zones figées, qui ne peuvent plus évoluer dans le monde moderne. Elles « privent » alors le milieu rural de « ses possibilités de développement », en les consacrant musées de la nature plutôt que milieux de vie. Ce volet demeure toujours escamoté des représentations de la nature anticostienne. En conséquence, les citoyens locaux demeurent moins entendus quand il est nécessaire de penser et de créer le devenir de leur île.

Conclusion

L'analyse de récits de voyage rédigés de 1534 à 1984, ainsi que des démarches ethnographiques à Anticosti, révèlent que plusieurs représentations sociales de la nature anticostienne ont été formulées et cohabitent encore. Quatre de celles-ci ont été présentées dans ce texte; elles paraissent être mises en scène dans le débat actuel au sujet de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures à Anticosti évoqués par différents acteurs, souvent continentaux : gouvernement, industrie, groupes de pression, artistes, citoyens. Ces représentations n'embrassent cependant pas toute la question, ni la signification complexe d'Anticosti. Même si elles sont utiles au débat, ces images ne donnent pas toute la mesure du vécu insulaire, invoqué dans d'autres articles de ce numéro.

En présentant ces images de la nature anticostienne, je souhaitais toutefois montrer que la controverse puise non seulement à des arguments politiques, économiques, techniques, sanitaires ou sociaux, mais que les arguments relèvent aussi d'un ordre symbolique moins souvent explicite. Chaque représentation sociale répond à des logiques légitimes, et toutes sont associées à l'Occident. Je ne souhaitais pas hiérarchiser ces images ou me prononcer sur la valeur de chacune, mais bien seulement témoigner de leur co-existence dans le débat actuel.

À Anticosti, la transformation de la nature depuis l'arrivée des Euro-Québécois a donné lieu à une plurivocalité de sens et d'emplois. Elle revêt une signification presque mystique, de sauvagerie initiale fondatrice de l'humanité, permettant de réfléchir sur notre civilisation. Elle prend aussi le sens d'une nature pauvre, mais qui, une fois aménagée et transformée par le savoir humain, devient utile

et abondante. En même temps que la nature insulaire devient cet espace d'utopie, aux dessins cartésiens et instrumentaux, elle se trace également comme un Éden romantique, de ressourcement et de défis sportifs, image renforcée et appuyée pour promouvoir l'île, mais qui constitue aussi l'un des fondements imaginaires de l'espace québécois (Bureau 1984). Liées et opposées, conjointes et incompatibles, ces différentes idées de nature cohabitent maintenant et sont mises en jeu dans la controverse actuelle. Ce qui importe à présent est de ne pas hiérarchiser une signification plutôt qu'une autre. Pour ce faire, il sera nécessaire de concevoir le développement comme global, et non pas seulement dans une perspective économique, car celle-ci privilégiera forcément une représentation utilitaire de la nature anticostienne. Il sera aussi primordial de poser la trajectoire de développement d'Anticosti non seulement pour les Québécois, mais d'abord, et avant tout, pour les Anticostiens.

Références

- Brisson, G., 2004. *La capture du sauvage. Les transformations de la forêt dans l'imaginaire québécois : le cas d'Anticosti (1534-2002)*. Thèse de doctorat. Faculté des études supérieures, Université Laval, Québec. 478p.
- Bureau, L., 1984. *Entre l'Éden et l'utopie. Les fondements imaginaires de l'espace québécois*. Montréal : Québec/Amérique.
- Cosgrove, D.E. 1998 *Social formation and symbolic landscape*. University of Wisconsin Press. 1993 « *Autor and authority, writing the new cultural geography* » in Duncan, J. et D. Ley, dirs. : *Place/culture/representation*. Londres : Routledge. 25-38.
- Frenette, J. 1996 *Histoire de la Côte-Nord*. Montréal : IRCQ.
- Gerbi, A. 1985 « *Introduction* » dans *Nature in the New World. From Columbus to Oviedo*. Pittsburgh : University of Pittsburgh Press ; 3-11.
- Hamelin, L.-E. 1979 « *Anticosti, l'aspect régional du peuplement* », *Cahiers de géographie du Québec*, 23 : 60; 435-450.
- _____ 1982 « *Mythes d'Anticosti* », *Recherches sociographiques*, 23 : 1-2; 138-162.
- _____ 1982a « *Gens d'Anticosti, transmetteurs d'histoires* », *Gaspésie*, 21 : 2; 25-30.
- _____ 1983 « *Anticosti imaginaire* », *Gaspésie*, 21 : 3; 35-46.
- Harrison, R. 1992. *Forêts. Essais sur l'imaginaire occidental*. Paris : Flammarion.
- Larrère, O. et R. Nougarède *Des forêts et des hommes*. Paris : Gallimard.

MacKay, D. 1983. *Le paradis retrouvé; Anticosti*. Montréal : La Presse.
 Mathieu, J. 1998. *Le premier livre de plantes du Canada*. Québec : PUL.
 Ouellet, R. 1993. « *Qu'est-ce qu'une relation de voyage?* » dans C. Duchet et S. Vachon : *La recherche littéraire, objets et méthodes*. Montréal : XYZ éditeurs; 235-247.

_____ 1991 « *La traversée comme microcosme anticipatif de l'aventure en terre d'Amérique* » dans M. Frédéric, dir. : *Actes du séminaire de Bruxelles (16-17 mai 1991). Entre l'Histoire et le roman : la littérature personnelle*. Bruxelles : Centre d'études Canadiennes.

_____ 1989 « *Le statut du réel dans la relation de voyage* » dans G. Forestier : *La littérature et le réel*. Paris : Aux amateurs de Livres; 259-272.

Ouellet, Y. et A. Dumas 2000. *Anticosti, l'Éden apprivoisé*. Québec : Trécarré.

Thomas, K. 1985 *Dans le jardin de la nature. La mutation des sensibilités en Angleterre à l'époque moderne (1500-1800)*. Paris : Gallimard.

Twenhofel, W. 1928. *Geology of Anticosti Island*. Ottawa : Acland éd. 481 p.

Viard, J. 1990. *Le tiers espace. Essai sur la nature*. Paris : Méridiens Klincksieck.

Récits de voyage cités

Bureau, J., 1895. *Rapport de Jos. Bureau à Mons. Jules Despechers – France*. Document ronéotypé.

Champlain, S. 1618 [1973] *Œuvres de Champlain*. Montréal : Éditions du Jour.

Crespel, E. 1808 [1742] *Voyages en Canada par le R.P. Emmanuel Crespel, récollet et son naufrage sur l'isle d'Anticostie en 1736*. Paris : s.n.

Faucher de Saint-Maurice, P. 1886. *Les îles : promenades dans le Golfe Saint-Laurent*. Montréal : Cadrant et Derome.

Ferland, V., 1877. *Opuscules*. Québec : chez l'auteur.

Gregory, J.U. 1886. *En racontant*. Québec : Société historique.

Marie-Victorin (Conrad Kirouac) 1924 [1969] *Croquis Laurentiens*. Montréal : Fides.

Potvin, D. 1929. *En zigzag sur la Côte et dans l'Île; simples notes d'un journaliste*. Québec : Chez l'auteur.

_____ 1945 [1979] *Promenades dans les îles*. Montréal : Leméac.

Schmitt, J. 1904. *Monographie de l'Île d'Anticosti (Golfe Saint-Laurent)*.

Paris : Plon-Nourrit. Wilson, E., 1942. « *Anticosti Island, Nugget of the North* », *National Geographic Magazine*. Jan. 1942.

Une démocratie citoyenne

Par Anne-Isabelle Cuvillier

*Une population dont le territoire est planifié par d'autres,
aménagé par d'autres,
géré par d'autres,
exproprié par d'autres,
dans un but et une perspective établis par d'autres
et au profit des autres
est réduite à l'insignifiance.*
– René Lévesque

Les phénomènes météorologiques extrêmes auxquels l'on assiste depuis quelques décennies soulèvent des questions fondamentales face à l'utilisation des énergies fossiles. Ces réflexions sont également alimentées par les nombreux travaux du GIEC qui confirment la problématique des changements climatiques et l'urgence d'agir. Dans ce contexte, nombreux sont les citoyens qui s'interrogent sur la pertinence de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures au Québec, alors que le gouvernement provincial semble approuver voire même financer et assumer une part du risque, en s'impliquant dans ces projets tel que celui qui se déploie actuellement sur l'île d'Anticosti. Le développement d'un projet d'exploitation d'une telle envergure nécessite une évaluation environnementale stratégique complète considérant non seulement les volets économiques, environnementaux et sociaux, mais aussi les réalités bien concrètes et les aspirations des communautés qui s'y trouvent. Or, bien qu'une telle évaluation soit en cour à l'heure actuelle (2015) – dont l'étude n'inclurait pas la fracturation hydraulique, processus qui devrait être tenté pour la première fois au Québec l'année prochaine et dont l'échéancier hâtif est questionnable – et avant même le démarrage des travaux en ce sens, les foreuses exploraient déjà le sous-sol anticostien, sans études, sans consultations auprès de la population québécoise, mais surtout, sans offrir un espace de parole et de choix aux Anticostiennes et Anticostiens.

En lien avec l'examen de l'acceptabilité sociale du projet pétrolier, cet article représente le fruit d'une recherche inscrite dans le cadre d'une maîtrise en sciences de l'environnement conduite entre 2013 et 2014, et publiée en février 2015. Mon but était de donner une voix aux résidents de Port-Menier, seul village de l'Île d'Anticosti, dans un cadre le plus neutre possible, libre de toute partisanerie et rigoureux, de façon à avoir l'heure la plus juste possible en illustrant ce que représentent le territoire, la communauté, ce que c'est que d'y vivre, ce qu'est la réalité du quotidien et comment le projet pétrolier interpelle ses citoyens. Je n'ai aucune prétention d'avoir ici toutes les réponses, car ce n'est qu'un regard que je vais partager avec vous, une fenêtre qui s'est ouverte, le temps d'un printemps et d'une brise d'automne tirant sur l'hivernal, sur ce qui se brasse à Anticosti.

Pourquoi Anticosti ?

Tout d'abord, il serait malhonnête de ma part de ne pas avouer qu'Anticosti faisait partie de mon imaginaire depuis fort longtemps. Dès 1967, alors que nous arrivions de France par bateau – en famille – c'est cette île qui nous a accueillis alors que nous nous engouffrions dans l'embouchure du fleuve Saint-Laurent. Son image, son paysage et le sens qu'elle a pris pour moi font en sorte que l'île m'habite maintenant depuis presque cinq décennies. Ce n'est qu'en 2003 que le rêve d'enfance d'y poser le pied fut pour la première fois concrétisé, lors d'une brève excursion combinée à une visite organisée par la Société des établissements de plein air du Québec Anticosti (SÉPAQ) qui m'ont initiée à cette île, son histoire, ses vestiges et sa grande nature. Déjà lors de cette visite, des ouïes-dires sur la question pétrolière faisaient partie des échanges avec les visiteurs. En 2008, une deuxième visite en kayak cette fois-ci, m'a fait découvrir la côte nord-est le long de ses falaises abruptes et sillonnant cette plateforme littorale rocheuse légendaire qui a fait, tout au long de son histoire, de nombreuses victimes et plus de 400 naufrages. Cette expédition en kayak de près de 200 km ainsi que les excursions dans de nombreuses petites rivières cristallines qui se déversent dans le Saint-Laurent, m'ont permis d'apprécier les formations géologiques bien particulières du paysage anticostien ainsi que d'en admirer toute la biodiversité.

C'est ainsi qu'en 2011, en plein processus de choix de sujet de recherche, les articles à la une des journaux citant les « 40 milliards de barils de pétrole sur l'île d'Anticosti » (Shields, 2011), ainsi que les paroles gratuites avançant la facilité d'obtenir l'acceptabilité sociale du projet, car disait-on, on n'y trouverait que 200 000 chevreuils, m'ont vivement interpellée. Comme un saumon dans les eaux limpides de la rivière Jupiter, j'ai mordu à la mouche, et c'est au printemps 2013, qu'a eu lieu mon troisième périple sur l'île (et un quatrième en novembre 2013)! Je suis arrivée à Port-Menier avec un questionnaire préétabli, un guide d'entrevues et l'intention d'observer, de m'impliquer, de découvrir et de questionner. Les citoyens d'Anticosti m'ont fait découvrir à la vitesse GRAND V ce que signifiait de vivre sur l'île.

Ce fut la découverte du territoire avec les résidents: chasse hivernale en exclos, pêche aux coques, mesure du couvert de neige¹, ski de fond, motoneige, raquettes, déjeuners entre femmes, repas communautaires, soirées d'information de la compagnie Pétria, implication à l'école en animant des ateliers pour les jeunes, sessions d'entraînement avec des amateurs de conditionnement physique, participation aux réunions du conseil municipal, entrevues à la radio communautaire... et participation au débitage d'un chevreuil (ce qu'on appelle « faire boucherie »), sans oublier de nombreuses et riches discussions impromptues en déambulant dans les rues du village, en faisant du porte-à-porte – ce qui s'est souvent traduit en discussions riches et animées autour d'un café et d'une douce gâterie – que les habitants de l'île m'ont chaudement accueillie. Ils en avaient visiblement très long à dire! Dès lors, c'est plus de 85% de la population de plus de 18 ans qui fut rencontrée. C'est ainsi que 70 % des résidents présents au moment de l'enquête ont répondu à mes questions.

L'Importance de la participation citoyenne et de la communauté

Le haut taux de participation est redevable à ma présence à une réunion organisée par un certain nombre de citoyens afin de présenter et valider

¹ Régulièrement, sur un parcours prédéterminé et enregistré (par GPS), l'effet de l'enfoncement d'un cerf de Virginie marchant dans la neige est mesuré. Profondeur qui détermine d'une certaine façon l'impact de l'épaisseur de la neige sur la survie hivernale de l'espèce.

mon questionnaire avant de le distribuer. Cette rencontre préliminaire avec les membres du Comité de développement de Port-Menier, (lequel a été formé dans le cadre de la politique nationale de la ruralité du Québec, 2007-2014) fut révélatrice, c'est le moins qu'on puisse dire. Ce fut pour moi, un choc initial : « qui sont-ils pour me dire quoi faire, quoi inclure? C'est ma recherche... », que je me suis dis en sortant de cette réunion alors que je suis partie seule dans le bois pour ruminer ce que je venais de vivre. Être chercheur, cela prend aussi une forte dose d'humilité et un sens de l'éthique irréprochable. C'est ainsi que l'approche du comment administrer le questionnaire et du contenu fut remise en question par la communauté. J'ai avalé la pilule comme ont dit, et je les ai écoutés. Après tout ce sont eux les experts de leur territoire, de leur milieu de vie! Cet exercice a permis de non seulement présenter, décortiquer, valider et bonifier le questionnaire que j'ai du changer en élargissant la recherche pour ne pas la limiter à la seule question du développement des hydrocarbures, mais aussi de revoir la façon dont j'avais planifié distribuer les questionnaires. C'est alors que, suite à cette rencontre, les insulaires m'ont suggéré:

- De mentionner que ma démarche était personnelle et non subventionnée par les pétrolières, le gouvernement, ou toutes autres institutions à cause de la méfiance omniprésente envers celles-ci;
- De participer aux émissions de radio communautaire pour me faire connaître;
- D'aller porte à porte, plutôt que d'envoyer les questionnaires par courrier ou de m'installer en face du bureau de poste pour les distribuer et les recueillir. Cette méthode que j'envisageais, risquait selon eux, de ne pas avoir grande chance d'obtenir un haut taux de participation (car tout comme nous, ce n'est pas tout le monde qui lit ce qui nous est envoyé). C'est ainsi qu'ils m'ont dit que les citoyens se sentiraient moins vulnérables de participer et partager dans l'intimité de leur domicile, plutôt que brièvement dans un endroit public et impersonnel (autrement dit, de prendre le temps d'écouter les citoyens qui autrement ne feraient pas ouvertement part de leur positionnement de peur de se faire ostraciser);

Anticosti est une île profondément aimée, où s'est forgé au fil des années un lien viscéral entre ses habitants et son territoire. Dès que l'on y met les pieds, les liens qu'entretiennent les insulaires avec leur environnement, la paix et à la liberté se font profondément ressentir et se transmettent aux visiteurs d'une façon remarquable. Ce n'est pas pour rien que déjà en 1904, le médecin de l'île disait : « tous ceux qui y viennent ou y sont venus, même en promenade, n'ont qu'un désir, y rester ou y revenir » (Schmitt, 1904, p. 38). Les insulaires sont unanimes, Anticosti est synonyme de nature, des grands espaces et des paysages grandioses, de rivières cristallines et falaises abruptes, du cerf de Virginie et d'un milieu de vie où il fait bon y vivre. Ils considèrent d'ailleurs qu'Anticosti fait partie du patrimoine naturel et culturel du Québec. En effet :

«C'est la liberté, une qualité de vie assez élevée par la beauté des paysages, par les couchers de soleil sur la mer au quotidien. On n'a pas besoin d'attendre à notre retraite pour en profiter. C'est ce petit village, le bord de mer, le grand territoire. C'est aussi un sens de sécurité non négligeable ici. L'homme dans une petite communauté, c'est là qu'il prospère le plus. Prospère dans tous les sens du mot : santé, qualité de vie, pas besoin de beaucoup d'argent. Le territoire il est tellement précieux que de le réduire à un objet économique c'est le détruire.»

Sans équivoque, Anticosti est un milieu de vie exceptionnel tel qu'affirmé par 90% des répondants. L'histoire de l'île, le patrimoine, la nature sauvage, le mode de vie insulaire, les ancêtres, le paysage, le tissu social, la communauté, l'entraide et la coopération font que tous y sont profondément ancrés (83% pensent qu'Anticosti devrait faire partie du patrimoine naturel et 71% du patrimoine culturel). Les insulaires s'identifient à part entière au territoire qu'ils habitent. D'ailleurs, la place de l'identité écologique dans le positionnement citoyen et sa contribution à une meilleure compréhension de l'acceptabilité sociale fut – avec la contribution et la participation citoyenne – une importante découverte de cette recherche. L'identité écologique, selon Thomashow (1996, p. 3) se définit comme étant, « la relation entretenue avec la

terre sous toutes ses formes [...] se manifesterait chez l'individu à travers sa personnalité, ses valeurs, ses actions, et la conscience de soi. La nature devient un objet d'identification à part entière ». L'identité écologique est un produit de l'interaction avec le milieu de vie, à la fois nature et culture. Elle est à la fois individuelle et collective ; elle se forge d'abord dans le creuset de la communauté de proximité. Elle est associée au développement d'un savoir-être, d'un savoir-faire et un savoir-vivre uniques à l'image de la communauté. Une meilleure saisie de l'identité écologique des gens de l'île, a permis de contribuer à une meilleure compréhension de la problématique du débat en cours sur le projet de développement pétrolier; elle a ainsi permis de mieux comprendre le positionnement des Anticostiennes et des Anticostiens qui sont confrontés à ce projet d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures sur leur territoire.

Anticosti? Ils aiment y vivre malgré les embûches et les difficultés liées à l'éloignement, malgré les intempéries, l'isolement et malgré le milieu de vie restreint avec tous les avantages et les inconvénients qu'il peut générer. Car en effet en plus de cette beauté naturelle, les citoyens ont aussi souligné une certaine crainte en partageant qu'Anticosti pouvait être à la fois « le paradis et l'enfer », « un paradis à la dérive », où c'est y « vivre la beauté avec inquiétudes ». Anticosti est « un trésor méconnu et oublié » ou « protection » et « sauvegarde » sont « essentielles », afin de « protéger pour le futur » car, Anticosti est « fragile » et le « développement y est très difficile ».

L'ambiguïté anticostienne : le développement

*«Le premier obstacle? Le transport, l'accès à l'île à un coût raisonnable.
Le développement est directement lié à l'accessibilité.»*

*«La vie à l'île a changé depuis 25 ans, comme à bien des endroits.
Ah! La mondialisation! Et on ne s'invente pas autodidacte du jour au
lendemain!»*

Il est clair que le développement est le nerf de la guerre. Et pourtant, nombreux sont les paradoxes dans ce milieu et mode de vie des plus complexes où l'intervention humaine a laissé son empreinte depuis fort longtemps, où la liberté se vit dans une forme d'emprisonnement (accès aléatoire), où les embûches sont nombreuses (coûts et éloignement), où la conservation et le patrimoine se confrontent au développement du projet pétrolier et à la survie du village. Cela fait depuis le 19^e siècle que l'homme tente d'appriivoiser cette île, sans grand succès! Les habitants d'Anticosti cherchent non seulement leur voie, mais aussi leur voix. Plus que jamais, ils ont le désir de s'auto-déterminer et de choisir leur propre développement avec l'appui du reste de la province, sans les embûches nombreuses et insensées symptômes d'un manque de volonté global.

Le développement est en premier lieu vu comme un problème, cela d'autant plus que « la communauté se perçoit comme étant un produit de son histoire colonisatrice ». Durant les époques Menier, de la Consol, et dans une moindre mesure au cours la période gouvernementale, tout était organisé, les habitants de l'île étaient pris en charge et tous avaient un emploi. Très nombreux sont ceux qui sont d'accord pour affirmer que le passé de l'île et les effets de la municipalisation, qu'ils soient positivement ou négativement perçus, perdurent dans les mentalités. « La communauté sous dominance d'une entreprise, d'un contremaître, a laissé des traces. Ce qui veut dire qu'on a tendance à attendre après les autres ». Le développement est problématique car il est très coûteux, très difficile, plein d'embûches, insuffisant, complexe, lent, en perte de vitesse; l'éloignement étant une cause majeure de cette situation. Et pourtant, ce n'est pas par manque de volonté de la part des insulaires. De nombreux projets ont tenté de voir le jour, mais se sont invariablement confrontés à des obstacles et des freins auxquels de nombreuses questions sont soulevées. À cet effet les embûches liées au développement des ressources sur place (le problème de l'interdiction de vendre des produits du chevreuil; les quotas de homards et des crevettes; la situation de la ferme et le MAPAQ³; le monopole de la SÉPAQ) n'en sont que quelques exemples.

3 Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

En effet, ce sont durant les entrevues, les conversations « dans les cadres de porte » ou encore dans les sections de commentaires du questionnaire que des précisions sont apparues. C'est alors que j'ai compris ce que les embûches mentionnées signifient réellement, à commencer par le fait qu'« Anticosti est éloignée et isolée, mais n'est pas considérée de la sorte » par les instances administratives des divers paliers gouvernementaux. On soulève également qu'il y a « un manque de soutien de la part des sociétés d'État comme la SÉPAQ qui exploite et fait des profits sur l'île sans y investir dans la communauté. Elle entre directement en compétition avec les commerçants locaux sans égard à leur survie ».

Bien qu'il y ait des initiatives, Port-Menier n'aurait « pas le droit d'avoir ne serait-ce qu'un poste de vérification des quotas de crevettes. Ce qui fait que légalement, les crevettiers qui amarrent lors des grands vents, n'ont même pas le droit de vendre les crevettes aux insulaires ». Il en est de même pour la transformation des ressources sur place.

«Le MAPAQ bloque la transformation, parce que la nourriture consommée par le chevreuil n'est pas contrôlée. Ça prend un protocole d'abatage, de transport, de transformation. Ce n'est pas parce qu'on n'a pas essayé. On a travaillé là-dessus pendant deux ans. Alors en exclus on sait que ce serait possible. Mais alors, qui le fait? Comment faire pour que ce soit rentable? C'est surtout le MAPAQ qui met constamment les bâtons dans les roues.»

Dans le même sens, selon mes observations et les échanges avec certains citoyens, les denrées de la ferme produites et transformées sur place ne pourraient être vendues à la population locale à moins de se plier aux règles strictes du « continent » applicables aux grandes entreprises industrielles. Cela explique pourquoi, la population qui n'aurait pas accès aux produits frais tels les œufs, le lait et le fromage en raison des problèmes de transport, ne peut s'en procurer à la ferme (bien qu'il y en aurait en quantité suffisante pour subvenir aux besoins occasionnels).

Soulignons aussi qu'un projet de réfection du vieux club, magnifique bâtiment vestige de l'époque Menier, dont le coût estimé était de 4 à 5 millions de dollars et pour lequel le Gouvernement du Québec aurait été prêt à contribuer jusqu'à concurrence de 80 % (protection du patrimoine), a déjà été mis de l'avant. Pour concrétiser le projet, la municipalité devait toutefois verser au départ le 20 % manquant (soit près de 1 million). Aux dires des citoyens, « ce n'est pas facile de faire venir des fonds pour une petite communauté. Nos revenus sont quand même limités. Et pour la sollicitation, ce sont toujours les mêmes qui sont approchés. On fait vite le tour. C'est un cercle vicieux » . Ainsi, dans une petite municipalité dont les moyens sont limités, bon nombre de projets ne décollent pas et ne se matérialisent jamais.

Le développement souhaité par beaucoup de répondants est de nature endogène : il est nécessaire que « les gens de la place se prennent en mains, pas qu'une entreprise de l'extérieur prenne le contrôle comme par le passé. Il y a de l'expertise ici. Les gens ont du vécu, de l'expérience, de la connaissance ». Et pourtant :

« Si tu viens ici de l'extérieur pour y faire des affaires ce n'est pas évident non plus et ça ne marche pas souvent. Si tu es une grosse compagnie, ça change la donne, tu deviens un boss comme la Consol ou la SÉPAQ. À ce moment-là, tu as plus de pouvoir sur les autres, c'est eux qui te contrôlent. C'est comme ça que je le perçois, c'est une des raisons pourquoi il y a une division au sein de la population ».

Il n'est pas étonnant alors de constater que les 83% de répondants qui représentent le développement comme étant un « problème », sonnent l'alarme signifiant que le développement serait, et je cite « une obligation pour garder le village vivant », qu'il est « nécessaire, indispensable et prioritaire pour pouvoir continuer à vivre à l'île », tout en ajoutant « mais pas au détriment de l'environnement, avec l'optique de conscientisation de la protection du milieu et pas à n'importe quel prix ».

Chose certaine, c'est un souci, un débat qui suscite émotions et réactions. Le découragement, l'inquiétude, l'insatisfaction et l'essoufflement qui découlent des conditions socio-économiques sont évidents. Il est intéressant de rappeler ici que l'histoire se répète de façon fort éloquente. En effet, tout au long de leur histoire, les Anticostiennes et les Anticostiens n'ont cessé d'être aux prises avec maintes difficultés encore présentes aujourd'hui (accès à l'eau potable, mauvaise gestion, développement difficile, précarité de la situation du village et de la population). Les côtés positifs et négatifs de l'insularité mis en lumière par Callois (2006) confirment que la cohésion sociale peut être autant un frein qu'un moteur de développement. Cette observation est partagée par Angeaon et Saffache, (2009), qui avancent également que le « socle social territorial pourrait être appréhendé comme un facteur de blocage ou un moteur de développement durable » (p. 1).

Le projet pétrolier : entre espoir et inquiétudes⁴

Les Anticostiens ne s'en cachent pas : ils dépendent du pétrole pour se chauffer, s'éclairer, se nourrir, se déplacer et sortir de l'île que ce soit pour se faire soigner, voir la famille, s'éduquer, faire des achats sur le continent ou simplement voyager. « Les hydrocarbures, c'est aussi la survie de la COOP (CCIA) ». En effet, la Coopérative de consommation de l'île d'Anticosti (CCIA) gère le dépôt pétrolier qui subvient aux besoins en hydrocarbures de la vaste majorité de la population, bien que certains commandent individuellement leurs propres barils de pétrole par souci d'économie.

Loin du « pas dans ma cour » (not in my backyard – NIMBY) à l'égard du pétrole, les citoyens s'assument, de manière générale comme consommateurs de pétrole, mais sans pour autant y consentir aveuglément. Le projet pétrolier suscite la controverse, génère beaucoup d'émotions, pour certains de l'espoir, pour d'autres du désarroi. Il a également fait naître un certain malaise au sein de la communauté. Les représentations sont multiples et éclatées. Sans contredit, il reste beaucoup de questions sans réponses.

⁴ Les propos de cette section se retrouvent aussi dans un chapitre du livre « Sortir le Québec du pétrole » sous la direction de Ianik Marcil publié aux Éditions Somme Toute (2015)

Le projet pétrolier est tout d'abord perçu comme un « risque environnemental ». Toutes les réponses manifestant un souci pour le territoire, pour le milieu de vie ou pour l'île en général, se retrouvent dans cette catégorie : danger pour l'eau, danger pour l'île, dangereux pour l'environnement, pollution, risques environnementaux, contamination. De même, le projet pétrolier est qualifié de désastreux pour les paysages, d'erreur, de catastrophique ou même de pire idée pour développer Anticosti. Les éléments exprimés quant au risque environnemental sont de divers ordres : il brimera la qualité de vie, il entraînera des va-et-vient, il n'y a pas de risque zéro, il sera néfaste pour le territoire, il peut nous détruire. Les impacts potentiels du projet pétrolier sur le milieu et le mode de vie inquiètent vivement. « C'est sûr et certain que cela affecterait ce qui va nous rester après c'est-à-dire, notre milieu de vie, notre mode de vie, la chasse, la pêche et le tourisme » .

Le projet d'hydrocarbures correspond aussi à un « besoin socio-économique » en lien avec la survie du village et de la population. Ce projet amènerait des gens, donnerait de l'ouvrage au monde, du travail, des perspectives d'emplois. Dans une moindre mesure, vu davantage comme un « moteur économique » que social, il permettra de diversifier l'économie, de faire de l'argent; il est synonyme de développement et d'investissement, il sera bon pour les commerces. Il soulève toutefois aussi beaucoup de scepticisme au sein de la population. De ce fait, c'est beaucoup de bla-bla. Ce n'est qu'un projet pour l'instant, soit rien de nouveau. On en parle depuis 50 voire 60 ans. C'est une gimmick, où il y aurait un manque d'expertise, un jeu de pouvoir, plus utile au gouvernement et sans considération envers les résidents.

Toutefois, ce sont les « inquiétudes » directement liées à cette forme de développement qui sont partagées. Nous entendons par inquiétudes tout ce qui soulève questionnement, émotions, réactions ou malaise face à cette industrie sale ou lourde. Projet fort controversé, celui-ci divise la population, provoque des ambivalences, des blessures, des chicanes, des incertitudes, des déchirements, de l'insécurité, des préoccupations, beaucoup d'inquiétudes; on évoque des bouleversements en vue, une menace, la peur de l'inconnu, une cause de stress voire de tristesse, un projet à condamner. C'est notamment à la question relative à la

qualité de vie et des emplois, à l'impact environnemental incluant les effets de la fracturation sur l'eau et le transport des hydrocarbures, à la nature, à la culture et au territoire que les impacts sont anticipés. La question relative aux emplois qui seront générés par cette industrie portait spécifiquement sur la nature de l'emploi visé, soit un emploi durable, permanent et qui subviendrait non seulement à la génération de travailleurs actuels, mais aussi aux générations futures. Seulement 28 % de la population pense que le projet améliorera la qualité de vie actuelle et celle des générations futures alors que 36 % croit qu'il générera des emplois permanents et pour les générations futures.

Les impacts environnementaux de la fracturation hydraulique sur l'eau, sur les rivières et ultimement sur le Golfe du Saint-Laurent, ainsi que le fait de devoir transporter le pétrole et le gaz vers Port-Menier pour « l'exporter », nécessitant la construction d'un vaste réseau d'oléoducs et/ou de gazoducs, sont reconnus comme étant des impacts potentiels et ils sont d'avis à 77 % que le projet pétrolier laissera des séquelles environnementales. En toute connaissance de cause, les citoyens reconnaissent que cette aventure pétrolière risque d'avoir des impacts négatifs non seulement sur leur milieu de vie, sur la nature et le territoire, mais aussi sur le mode de vie. Ils sont également d'avis, qu'une fois que les pétrolières auront exploité les puits jusqu'à leur fin utile et rentable, le territoire anticostien ne sera plus le même.

«Le pétrole me fait peur. La fracturation hydraulique, nos sols sédimentaires. Tout est stratifié ici. On sait qu'au milieu de l'île il y a une source d'eau salée. Qu'est-ce que ça signifie alors? Si tu fractures ça, la roche qui y était depuis des millions d'années? Et qu'une fois terminé ils vont boucher ça avec du ciment et il ne se passera plus rien? Mon œil! Il y a tellement de possibilités de fuites, de contamination, de conséquences négatives. Est-ce qu'on est prêt à miser là-dessus? Non. Regarde. Ça ne vaut pas la peine. C'est une question d'éducation.»

Abordant ici le thème de l'éducation, il est pertinent de tenter de comprendre sur quelles bases les savoirs des Anticostiens ont été

construits. Comment l'information leur est-elle parvenue? Comment a-t-elle été interprétée? Comment les citoyens ont-ils pris connaissance du dossier? De quel type d'informations disposent-ils?

Il importe de signaler que seul un cinquième de la population affirme bien connaître le dossier de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures sur l'île d'Anticosti. C'est majoritairement par l'entremise d'amis, de la télévision, de la parenté, du travail et à l'arrivée de la machinerie au quai portuaire que la population anticostienne a pour la première fois pris connaissance du projet. Seulement 23% de la population se sentait adéquatement informée de l'évolution du dossier. Il faut savoir que la population n'a eu accès à Internet haute vitesse qu'à partir de mai 2013, soit après mon passage. De ce fait, l'information à laquelle les citoyens avaient accès était désuète par moment et, aux dires de ceux qui ont partagé leurs frustrations informatiques avec moi, il fallait s'armer de patience avant que les pages de la toile ne se téléchargent.

Le climat de confiance envers les institutions, les promoteurs et la communauté

Très rapidement, j'ai aussi constaté que les résidents avaient une grande méfiance vis-à-vis des politiciens, des promoteurs ou de tout autre individu introduit par l'un ou par l'autre, ne sachant trop à qui pouvoir réellement faire confiance. Il est ainsi facile d'entrevoir la raison pour laquelle la confiance envers le projet est loin d'être acquise. En effet, lorsqu'on leur demande s'ils se sentent écoutés, que ce soit par les politiciens ou par les promoteurs, si leurs préoccupations sont prises en considération ou encore s'ils considèrent que l'enjeu crée des frictions au sein de la communauté, j'ai rapidement pu constater que l'atmosphère est quelque peu tendue car selon les citoyens, les informations en provenance des principaux protagonistes semblent être distribuées de façon aléatoire et incomplète ou du moins, circule difficilement ou au compte-gouttes, partageant ce que chacun veut bien partager. Cela se reflète dans la confiance existante envers les institutions nonobstant le haut taux de participation aux assemblées publiques à cet effet. Malgré tout, force est de constater que les promoteurs semblent accomplir un

meilleur travail sur le plan des relations publiques que les politiciens ne peuvent le faire (42% ne se sentent pas écoutés des promoteurs contre 83% des politiciens). Nombreux sont ceux qui m'ont d'ailleurs signalé qu'ils ne se souvenaient pas à quand remontait la dernière visite ministérielle ou celle d'un député. En revanche, les promoteurs non seulement sont venus à l'île, mais ont aussi engagé un représentant de la communauté pour agir en tant qu'agent de communication et de liaison entre la pétrolière et les citoyens.

Le plus troublant est directement lié au fait que plus de 65 % des citoyens ne se sentent pas écoutés et considèrent que leurs préoccupations ne sont pas prises en compte, minant ainsi la crédibilité et la confiance envers une industrie dont la réputation reste à faire. Ce manque de respect de la part des instances gouvernementales et des promoteurs vis-à-vis de la population engendre de vives réactions. Bien que ce manque d'écoute fût l'objet de quelques critiques au niveau municipal, il est davantage représentatif d'un manque au niveau provincial. La solitude, le rejet et l'isolement sont tangibles et cela, non seulement de par la nature insulaire de ce territoire, mais aussi et surtout par le rejet perçu à travers les propos véhiculés à l'égard d'Anticosti par la gente politique venant du « continent ». « Nous savons que c'est l'argent qui mène ce monde et le pétrole, c'est beaucoup d'argent » ou de toute façon, « nous sommes en quantité insuffisante pour faire réagir politiciens et promoteurs »); « leur idée est faite et notre présence et nos préoccupations ne semblent être que des obstacles à leur projet » . Les citoyens de la petite communauté de Port-Menier pensent qu'ils n'ont « aucun pouvoir si le gouvernement a décidé » , « parce que la loi et l'argent a toujours prépondérance »). « Les compagnies pensent d'abord à leur projet, les politiciens à leur réélection ». « Nos préoccupations passent après celles des actionnaires » . Quant aux préoccupations relatives aux pétrolières, les questions et les réflexions de ce type sont partagées :

*«Serons-nous vraiment écoutés des promoteurs?
Surtout lorsqu'on compare avec Gaspé⁵ et qu'on entend*

5 On se rappellera ici que la ville de Gaspé est en litige avec la firme Pétrolia sur les distances minimales à respecter entre les forages pétroliers et les sources d'eau potable (puit Haldimand).

l'arrogance de certains commentaires à propos de la population.»

«Parce qu'on sent lors des réunions avec Pétrolia que tout est décidé d'avance, les réunions sont pour la courtoisie.»

«En tant que citoyens, nous souhaitons conserver notre milieu, le préserver et poursuivre l'utilisation que l'on en fait. Les promoteurs et les gouvernements quant à eux, ne voient en fait que le potentiel financier.»

Certains commentaires indiquent par contre que « oui, les promoteurs tentent de nous rassurer avec des 5 à 7, cependant malgré toutes nos protestations si cela est le cas, nous n'aurons pas de voix dans le projet ». Pour l'un des répondants toutefois, « les pétrolières sont sensibilisées à l'acceptabilité sociale et tiennent compte des réflexions et suggestions intelligentes ». En quoi une suggestion est-elle intelligente? En fait, *c'est difficile d'avoir l'heure juste*. Au bilan, le sentiment de solitude et d'impuissance face aux pétrolières et aux gouvernements est ici mis en évidence.

Lors de mon passage, la communauté était clairement divisée et tous ne se sentaient pas à l'aise pour librement partager leur position de peur d'être ostracisés, de perdre de la clientèle ou de se faire pointer du doigt. Il est certain que le dossier a grandement évolué depuis mon passage au printemps 2013, surtout depuis l'annonce du Gouvernement Marois d'y investir dans l'exploration. Il est donc intéressant de constater que la mobilisation citoyenne prend de l'ampleur à Anticosti. Malgré le fait que 45% (en 2013) ne se sentaient pas à l'aise de parler et de partager librement avec les gens du village leur position réelle sur le projet d'hydrocarbures, ce sont 48 résidents (représentant 27% de la population) qui ont décidé de se mettre ensemble et de réagir aux propos gratuits lancés par M. François Legault. C'est par voie de Communiqué le 20 mars dernier 2014, qu'ils se sont exprimés :

«Soyez certains qu'il n'y a pas seulement deux chevreuils qui s'opposent à la venue de cette industrie non durable sur Anticosti. La très grande majorité d'AnticostienNEs

croit que leur avenir durable, et celui des QuébécoisEs d'ailleurs, ne passe pas par l'industrie pétrolière. Ils et elles ont l'impression que seuls les intérêts des pétrolières et de leurs actionnaires ont été respectés. [...] Les enjeux sont grands pour les QuébécoisEs et encore plus pour les Anticostiennes. Nous voulons que notre parole soit entendue et que le BAPE tienne une audience publique avant l'exploration. (Enjeux Énergies, 2014)»

D'autre part il y a aussi eu Dominic Champagne qui y est venu tourner un film, fort bien documenté et qui, selon ce que j'ai observé et vécu, est assez proche de la réalité. Ce film n'a fait que nourrir le débat entamé, en salle en mai 2014. L'internet haute vitesse est maintenant disponible aux insulaires, rendant l'accès à l'information plus à portée de main et surtout. Et les travaux sont en cours depuis que le Gouvernement Marois a décidé d'y investir dans l'exploration, et que les choses ont commencé à réellement bouger sur le terrain.

Réticente à s'exprimer au tout début, on ne peut que constater que cette communauté se lève aujourd'hui pour réclamer un vrai débat sur la question de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures sur son territoire, et, ultimement, sur celle, plus globale, de l'énergie fossile en général.

Alors ! Quel avenir pour Anticosti ?

Il est important de rappeler que cette question a été ajoutée à la demande du Comité consulté pour la validation et la bonification du questionnaire en mars 2013, avant de le distribuer à la population. Les choix des répondants sont indicateurs du type de développement acceptable et souhaité à Anticosti. L'écotourisme (63 %), la transformation des ressources sur place (71 %) et la conservation (72 %) sont ainsi largement perçus comme des voies d'avenir, tout comme, ils le reconnaissent bien, le développement des énergies renouvelables (42 %), notamment l'éolien et la biomasse, et l'industrie forestière (43 %). À l'opposé, le développement pétrolier n'est souhaité que par 21 % des répondants.

Au-delà de ces choix, les répondants avaient la possibilité de suggérer de leur plein gré des alternatives et des idées de développement. De ce fait, la *villégiature*, la « récréation des sites historiques comme «Upper Canada Village⁶» et ainsi vivre de notre patrimoine historique », le *tourisme cinq étoiles non basé sur la chasse et la pêche*, le *spa*, le *golf*, le *tourisme d'aventure*, les *campes de vacances*, l'*escalade*, le *vélo*, la *randonnée*, l'*agriculture locale*, l'ouverture d'une *poissonnerie* ainsi que la *pêche commerciale* furent d'autres alternatives proposées.

«Le développement à Port-Menier? On est chacun responsable de nos problèmes. Déjà, si on s'entraidait et on achetait localement, ...d'en faire l'effort. Pourtant on est gâté à l'épicerie. Un gros départ serait de se soutenir entre nous à ce niveau-là, pas seulement au niveau familial et communautaire. Il y a aussi un manque de volonté, on ne veut pas se faire déranger et se faire envahir. Souvent les non-natifs sont rappelés parce qu'ils ne sont pas d'ici et nous quittent. Les intérêts ne sont plus les mêmes. On ne peut pas tout arranger. Nos problèmes viennent de nous. Les solutions doivent venir de nous... tous inclusivement. [...] Pourtant on est capable et on veut. Mais il y a toujours une instance gouvernementale qui nous met les bâtons dans les roues, il y a toujours quelque chose qui bloque (ça a pris trois ans pour avoir Internet à haute vitesse). C'est frustrant, car on a une volonté.»

Toutes ces positions à l'égard de l'avenir d'Anticosti sont pertinentes. Au bilan, quand ce regard collectif sur l'avenir est croisé à ce territoire-milieu de vie considéré comme exceptionnel, à la nature et à la culture à laquelle s'identifient les insulaires ainsi qu'à la riche histoire et à la valeur patrimoniale de l'île, tout laisse présager, ou du moins nous porte à croire, que la venue du projet d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures ne s'inscrirait pas dans la vision globale du développement tel que portée par les citoyens d'Anticosti. Et pourtant !

6 Site d'interprétation historique en Ontario célébrant l'histoire et le patrimoine comptant de nombreux bâtiments reconstituant la vie des années 1800 dans le Bas-Canada.

C'est lorsque la question fut directement posée: « Que pensez-vous du projet d'exploration et d'exploitation sur Anticosti? », que la division perçue par la communauté est effectivement bien présente. À cet effet 49 % des répondants considèrent que « le projet d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures sur l'île d'Anticosti est acceptable pourvu qu'il se développe en harmonie avec l'usage actuel du territoire et, en tout respect pour l'environnement (chasse, pêche, tourisme, etc.) » (Cuvillier, 2015, p.279). Ces résultats m'ont beaucoup surpris vu le fort pourcentage des alternatives offertes tel que mentionné plus haut alors que seulement 21 % considérait le pétrole comme une solution au problème du développement sur l'île. Comment peut-on d'un côté envisager l'avenir sans le pétrole puis affirmer que le projet serait acceptable pourvu qu'il se fasse en tout respect [...] ? Que signifie pour eux « la limite de l'acceptable » ? Cette contradiction a été le but de ma visite en novembre 2013 afin de partager ces données avec les citoyens et de discuter de ce paradoxe.

C'est dans le cadre d'un 5 à 7 de style repas communautaire qu'une présentation des résultats préliminaires a eu lieu. Après avoir présenté les résultats de l'analyse de « leurs » données, incluant les controverses, les paradoxes et les incongruités qui en sont ressortis, celles-ci ont fait l'objet d'une période de réflexion et de débat. L'interrogation sur la « limite de l'acceptabilité et du tout respect de l'environnement » a, au départ, provoqué – un long silence. Un silence où personne ne semblait vouloir oser prendre la parole. Un silence qui a même nécessité mon intervention pour lancer le débat. Pour briser ce silence, la question suivante fut posée : « si vous vous pouviez choisir la venue d'une industrie plus propre et plus « verte », le pétrole serait-il toujours acceptable et dans quelle mesure? ».

Le débat qu'a suscité le choix de développement plus écologique, mais tout autant « prometteur » pour la survie du village, en comparaison avec la question du pétrole, permit d'apporter plusieurs clarifications. Un participant émit un premier commentaire: « tout comme si c'était de l'uranium. On choisirait le pétrole ». Ce commentaire suggère que la question d'un projet d'uranium à Anticosti ne se poserait même pas et que la réponse vers un choix plus écologique serait une évidence. Le

débat a aussi mis rapidement en exergue que la survie des insulaires est au cœur du débat actuel, tout en reconnaissant que pour être heureux, ceux-ci se contentent de peu et que leurs besoins sont moindres par rapport à ceux de la majorité.

«En fait, tout ce que les gens veulent c'est avoir du pain et du beurre sur la table. C'est pour ça que les gens se disent en 'faveur', c'est une question vitale. Le tourisme tout le monde essaie, mais on n'est pas aidés par les compagnies d'aviation. Ça coûte une fortune, même si les gens essaient de le faire de la façon la plus accommodante, ça coute une fortune. Rien que pour nos familles de venir visiter, c'est dur. Le transport aller-retour, on n'est pas capable, même s'ils sont logés nourris une fois ici.»

Une certaine grogne face à leur propre esprit de communauté est aussi visiblement ressortie relativement aux freins à tout ce qui est en lien avec le changement, peu importe sa nature. En effet, bien que nombreux sont ceux qui prônent la conservation du territoire, il n'en reste pas moins, selon un intervenant, que

«[...] celle-ci n'est pas toujours voulue. Il y avait un projet de conservation de la biodiversité dans le secteur de la Pointe-Ouest – Anse-aux-Fraises, et ce projet a soulevé beaucoup de bémols, car à la fois on veut protéger le territoire qu'on aime, mais on ne veut pas de structures trop rigides.»

Ce sur quoi, une autre personne a répondu: « dans le fond, de quoi on a peur? On veut se protéger de quoi? Des autres? Des menaces? » . Et plus éloquent encore :

«Moi, la première chose qui me vient à l'idée, c'est notre difficulté à être conséquent. On fait seulement commencer à l'exprimer ici. On veut mettre du pain et du beurre sur la table, mais on veut conserver. On ne veut pas avoir de pétrole, mais notre électricité vient du pétrole. Nos voitures ont besoin de pétrole. Il y a là parfois une question de penser en silo, qui fait que quand tu t'assois et tu te poses la

question «est-ce que tu es d'accord pour la conservation, si tu aimes l'île, la beauté... », c'est certain qu'on va cocher et qu'on va écrire qu'il faut la protéger... Mais en même temps, quand va arriver à la question économique, on va dire aussi qu'il faut que quelque chose se passe ... Je pense que l'aspect de réflexion en silo peut faire une différence par rapport à une réflexion plus conséquente d'un bout à l'autre de la réalité.»

Ces propos illustrent bien la pertinence de l'approche adoptée pour cette recherche, soit celle de mettre en lumière « la réalité d'un bout à l'autre » afin de connaître l'ampleur de l'enjeu pétrolier, au-delà d'un positionnement étroit des gens de l'île face à une question binaire posée en silo : « êtes-vous pour ou contre »?

La division et la grogne sur le projet pétrolier sont une fois de plus palpables bien que tout le débat fût fort courtois. Par contre, le désir profond de s'asseoir tous ensemble et « d'avoir une réflexion plus conséquente d'un bout à l'autre de la réalité » fut fort bien reçu. *Tous* sont d'accord pour affirmer la nécessité de tenir un vrai débat, *avec* les promoteurs, les groupes écologistes, les scientifiques *et* les instances gouvernementales, qui devraient être *tous* réunis ensemble autour d'*une* même table pour un véritable échange d'idées. Cette question fut d'ailleurs posée dans le questionnaire de validation.

«Et il faut que le débat ait lieu à Anticosti. De nombreux protagonistes n'ont jamais mis les pieds sur l'île et n'ont aucune idée de la réalité des insulaires. La tenue d'un tel exercice amènerait peut-être une certaine conscientisation et viendrait soutenir l'économie locale.»

L'intérêt socio-économique de l'enjeu ressort clairement, mais avec des balises qui devraient être très exigeantes et par conséquent, difficiles à respecter, car même ce qui est acceptable représente un risque réel voire des dommages inévitables, et soulève plus de questions que de réponses.

« Acceptable, c'est le compromis à faire pour « sauvegarder » le village. La limite, c'est la possibilité de conserver nos acquis sur une bonne partie du territoire. Les puits, routes, oléoducs c'est OK, les déversements, c'est Non! ». Or, est-il réaliste d'affirmer qu'un déversement n'arrivera jamais compte tenu des fiches de route des entreprises pétrolières à travers le monde? Les questions de confiance et de la capacité des entreprises à faire face à une catastrophe sont effectivement discutées et soulevées.

Acceptable veut aussi dire « que pour moi que je suis rendu là! Que nous n'avons pas trop le choix. Donc, travaillons ensemble pour que les choses se fassent bien, proprement et intelligemment et qu'il y ait le moins possible d'effets négatifs ». Mais, est-ce que l'exploitation des énergies fossiles peut se faire sans conséquences négatives, quelles qu'elles soient? Les résidents se posent la question et affirment qu'ils sont bien conscients du fait que *le risque zéro n'existe pas*.

« Si on va de l'avant, il faut que le tout demeure semblable! En respectant que nous vivons ici et qu'on veut garder notre havre de paix! ». Or l'aller et retour des camions, des pétroliers, de la machinerie lors de l'exploration et de l'exploitation peuvent-ils assurer la préservation de l'île comme un « havre de paix »? Ces questions ont été discutées lors de la rencontre de groupe et les échanges furent nombreux. Encore une fois, la conscience citoyenne est bien présente, et les résidents ne se font pas d'illusions : la tranquillité sera perturbée.

La limite de l'acceptable n'est pas facile à cerner. « Il est difficile de définir les meilleures conditions pour le développement de cette industrie : contribution à un fonds de rétablissement des sites, nouvelle loi sur les hydrocarbures, garantie de personnel gouvernemental pour le suivi et la surveillance des travaux, etc. » « L'industrie pétrolière devra respecter les règles environnementales, tenir compte des opérations des pourvoiries et s'assurer qu'il y ait des retombées positives. » Considérant la feuille de route des grandes entreprises extractives relatives aux questions environnementales et les inquiétudes que soulève la remise en état des terrains désaffectés, et constatant que les gens de l'île ne sont pas écoutés, voire même qu'ils sont ignorés par les

politiciens (selon 72 % des répondants), la question que se posent ici les citoyens est la suivante : pouvons-nous réellement faire confiance aux institutions gouvernementales? De même, pouvons-nous faire confiance à l'industrie pétrolière pour faire les choses dans les règles de l'art et comme il faut?

« Les limites de l'acceptable? Je les définis ainsi: responsabilisation des promoteurs, construction de quelques infrastructures pour le village (notamment régler le problème de l'accès à l'eau potable), réparation des routes utilisées, surveillance continue; respect de la population et de l'environnement; effectuer les travaux à de très grandes distances des lieux habités; arrêt des travaux au moindre incident. Toutefois, aujourd'hui, il n'y a pas de limites balisées de ce qui est acceptable ni de respect total du milieu » .

Advenant l'arrivée des pétrolières, il est intéressant de constater l'inquiétude face à la perte potentielle des acquis, dont le fait de ne plus pouvoir pratiquer les activités quotidiennes traditionnelles. L'intégrité et la capacité des promoteurs et des instances gouvernementales de parvenir à conserver le mode de vie existant, sont bien souvent questionnées voire même mises en doute. En effet, « les activités pétrolières ne doivent pas diminuer les activités liées à la chasse et à la pêche pour les résidents et les pourvoiries. Elles ne doivent pas diminuer le tourisme. Anticosti ne doit pas être l'endroit où l'on teste de nouvelles techniques. On doit être certain et on doit évaluer honnêtement et non économiquement les risques de l'exploitation sur un sol tel que le nôtre » . « Le développement de ce projet doit se faire avec la plus grande prudence environnementale et économique, le respect des valeurs anticostiennes et ne pas bloquer l'industrie touristique, voire même y collaborer » .

Or, peut-on affirmer que l'industrie pétrolière peut coexister avec l'industrie du tourisme? Celle-ci génère-t-elle de l'intérêt touristique? Est-elle même compatible avec l'industrie touristique? En fait, nombreuses furent les questions soulevées à ce sujet. Celles du manque d'information et de la gestion du risque sont notamment abordées par les répondants. « Il est trop tôt pour y voir clair. Il reste beaucoup

d'information à trouver avant de se lancer dans l'exploitation. » . L'exploration et l'exploitation des énergies fossiles peuvent-elles réellement être sans conséquence sur l'eau, sur la végétation, sur les animaux et sur la vie humaine? En fait, cette question a aussi généré de nombreuses réflexions relatives à notre rapport social aux énergies fossiles en général, au principe de précaution, et pas seulement à propos d'Anticosti.

«J'aimerais que le Québec change de politique énergétique et trouve une alternative au pétrole.»

«Je suis idéaliste et j'aimerais qu'on arrête d'utiliser du pétrole aussi improbable que ça semble aujourd'hui. J'aimerais que le monde élabore des technologies propres, durables, de sorte que nous n'ayons plus besoin de pétrole, mais on est encore loin d'y arriver. La nature est fragile et toute activité humaine comporte des risques et il est difficile de connaître l'étendue de ces risques. Il est certain que nous ne voulons pas de tragédies, mais j'ai l'impression qu'on découvrira la limite de l'acceptable quand on l'aura malheureusement franchie!»

À la lumière de ces propos rédigés par les répondants en réponse au questionnaire, pouvons-nous affirmer qu'il y a une réelle acceptabilité sociale du projet pétrolier, et peut-on appréhender que le respect de l'industrie à l'égard de l'environnement et de la population sera à la hauteur des attentes des Anticostiens et de leurs préoccupations telles que formulées? Quoi qu'il en soit, il est clair que l'acceptabilité sociale dépasse largement la réponse du simple « oui » ou du simple « non » et que celle-ci est loin d'être acquise.

Conclusion

Aujourd'hui, Port-Menier est une communauté qui est soucieuse de sa survie sans pour autant être prête à tout risquer au nom du développement. Profondément attachés à leur territoire, les Anticostiennes et les Anticostiens se retrouvent à un moment charnière de leur histoire. Selon les propos partagés au sujet du patrimoine naturel et culturel, une majorité de la population croit que l'avenir

économique passe par la transformation des ressources sur place, l'écotourisme et la conservation. Malgré le fait que certains se disent prêts à s'aventurer dans le pétrole, ce ne sont que 21% qui, au final, croient que l'avenir d'Anticosti passe nécessairement par l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures. Tous ces éléments nous portent à croire que, dans l'hypothèse où il y aurait autre chose que le pétrole pour que les citoyens puissent s'épanouir économiquement, la question des hydrocarbures ne se poserait même pas. Autrement dit, si les citoyens avaient le choix, ils opteraient pour un développement qui leur permettrait de sauvegarder et de « conserver » leur territoire et leur culture, et d'envisager de multiples alternatives à saveurs typiquement anticostiennes, qui misent sur le long terme et favorisent la pérennité de la communauté. Ce projet qui a longtemps été considéré comme spéculatif par les résidents, inquiète cette communauté. C'est alors que la mobilisation prend forme. Réticente à s'exprimer au début, on ne peut que constater que cette communauté se lève aujourd'hui et exige l'accès à l'information et de vrais débats, non seulement sur la question de l'exploration et de l'exploitation d'hydrocarbures sur son territoire, mais plus fondamentalement encore, sur la pertinence de ce choix comme moteur de développement pour la population de l'île et pour le Québec en général.

Selon les résultats obtenus, il est possible d'apprécier l'importance de l'identité écologique en tant que facteur déterminant non seulement d'un certain niveau d'engagement, mais surtout contribuant à clarifier l'acceptabilité sociale autrement qu'avec une approche binaire : pour ou contre. La dynamique de l'acceptabilité sociale est en effet beaucoup plus complexe. La prise en compte des paramètres de l'identité écologique a permis d'obtenir un portrait plus en profondeur de la communauté visée par ce projet à forts impacts socio-environnementaux.

Le Québec dans toute son immensité mérite d'être apprivoisé, d'être écouté et d'être aimé. Et les citoyens d'Anticosti ont tous, à leur manière, su apprivoiser ce fabuleux territoire qu'est le leur. C'est ce sentiment d'appartenance, ce lien au territoire qu'ils ont si bien su me décrire, m'expliquer et me faire vivre. Leurs témoignages et leur voix méritent d'être entendus et partagés, car le territoire du Québec en a

grandement besoin!

Références

- Angeon, V. et Saffache, P. (2009). *Les petites économies insulaires et le développement durable : des réalités locales résilientes ? Études caribéennes*, 11. Récupéré de : <http://etudescaribeennes.revues.org/3443>
- Callois, J.-M. (2006). *Les relations sociales, frein ou moteur de la durabilité. Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie, Dossier 8.* <http://dx.doi.org/10.4000/developpementdurable.3284>
- Cuvillier, A.-I. (2015). *Entre territoire, nature, culture et hydrocarbures : le cas de l'exploration et de l'exploitation pétrolière à l'île d'Anticosti. (Mémoire de Maîtrise).* Université du Québec à Montréal. Récupéré de <http://www.espace-ressources.uqam.ca/index.php/recherche/memoires-theses/memoires>
- Cuvillier, A.-I. (2015). *L'impact de l'exploration sur les communautés : Le cas de l'île d'Anticosti.* Dans Marcil, I. (dir.) *Sortir le Québec du Pétrole.* (p. 181-186). Les Éditions Somme Toute
- Enjeux Énergies (2104). *Anticosti, joyau naturel du patrimoine québécois.* Récupéré de : <https://enjeuxenergies.wordpress.com/2014/03/20/communiquant-anticosti-joyau-naturel-du-patrimoine-quebecois/>
- Marie-Victorin, Frère. (1920). *Croquis laurentiens.* Montréal : La bibliothèque électronique du Québec, littérature québécoise. Récupéré de : <http://beq.ebooksgratuits.com/pdf/Victorin-croquis.pdf>
- Schmitt, J. (1904). *Monographie de l'île d'Anticosti: Golfe du Saint Laurent.* Édition de 2012. Paris : Librairie scientifique A. Hermann.
- Shields, A. (2011, 29 septembre). *40 milliards de barils de pétrole à Anticosti.* *Le Devoir.* Récupéré de : <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/332472/40-milliards-de-barils-de-petrole-a-anticosti>
- Thomashow, M. (1996). *Ecological Identity - Becoming a Reflective Environmentalist.* Cambridge, Massachusetts : MIT

Quel Avenir pour Anticosti? Pétrole ou Tourisme et Forêt

Par **Gaétan Laprise («Alex»)**

À l'hiver 2015, des Anticostiens ont fait parvenir au ministère de la Forêt de la Faune et des Parcs une pétition demandant un moratoire sur la coupe de bois. Leurs arguments indiquaient que leur territoire de chasse était plus fortement touché que le reste de l'île, que la coupe nuisait aux activités des résidents, et ne créait que peu d'emplois, etc. Près de la moitié des habitants ont signé cette pétition, laissant croire à une forte prise de parole citoyenne. Pour plusieurs observateurs, il s'agissait plutôt de désinformation de la part des initiateurs, ou à tout le moins, d'un manque flagrant d'information.

Les arguments apportés semblaient pleins de bon sens, mais ne résistent pas à une vérification factuelle. Par exemple, la coupe aurait été excessive sur leur territoire en 2014 avec environ 150 hectares. C'est oublier que la récolte d'une saison régulière a été en moyenne de 250 hectares depuis 15 ans sur ce territoire qui en compte 34 000. Ça représente aujourd'hui un peu plus de 10 % de la superficie totale. De ces coupes, au moins la moitié est d'ores et déjà constituée de jeunes forêts en croissance.

Des arguments économiques étaient aussi mis de l'avant : l'exploitation crée peu d'emplois, a peu de retombées... En 2014, seulement 50 000 mètres cubes furent récoltés. Le potentiel à Anticosti est d'environ 180 000 mètres cubes annuellement. Quel que soit le volume récolté, les emplois locaux directs sont peu nombreux, car la majorité des travailleurs forestiers travaillent pour de petites compagnies engagées par l'entreprise ayant les droits de coupe. Ces opérateurs d'abatteuse, de porteurs, ces camionneurs artisans proviennent de partout, mais surtout de l'est du Québec.

Les retombées à Port-Menier sont cependant importantes dans les entreprises de services; restauration, hébergement, etc. L'impact le plus important, qui passe souvent inaperçu, est la baisse du prix des carburants. Le distributeur des carburants à Anticosti est la Coopérative de Consommation de l'Île Anticosti (CCIA). Inutile de dire que le pétrole aide grandement au financement de son secteur de l'alimentation. Il faut savoir que lors d'une saison « normale » d'opération de 180 000 mètres cubes, la compagnie forestière achète à elle seule plus de carburant que tous les autres clients réunis. Comme la CCIA fixe le prix du carburant en prélevant un certain montant pour chaque litre et non un pourcentage, lors d'une telle année le prix de l'essence est d'environ 0,17 \$ le litre plus bas pour tout le monde. La compagnie est membre de la coopérative et ses achats, comme ceux de tous les membres, profitent à tous.

La pétition ressemblait plus à une résistance au changement, à du « pas dans ma cour » et à du gros bon sens qui tourne à la démagogie. Il est dommage que les efforts citoyens ne portent pas vers du constructif plutôt que « contre » quelque chose. Anticosti est un joyau, les Anticostiens le savent, mais s'il reste caché, son avenir n'est pas très rose. L'industrie forestière n'est qu'une facette de la vie économique de l'île.

Historique

Il est facile d'affirmer que les compagnies forestières d'aujourd'hui dévastent les forêts et que « dans le temps c'était bien mieux ». Les chiffres présentés ici démontrent que même avant la mécanisation, le niveau d'exploitation à Anticosti (et sûrement dans d'autres régions du Québec) dépassait souvent ce que nous connaissons depuis 20 ans. Et pourtant, avant les années 1950 les arbres étaient coupés à la hache et au godendard, empilés à la main, et ensuite transportés par des chevaux. En hiver, les billots étaient entassés sur des lacs et, au printemps, la fonte les emportait au fleuve où ils étaient regroupés en train de bois et halés à Port-Menier pour être chargés sur des barges.

Certes, il y avait des centaines, voire des milliers d'hommes dans ces immenses chantiers. Mais l'Amérique avait besoin de bois pour

construire ses maisons et imprimer ses journaux. Et puis, il y a un siècle, nous croyions que nos forêts étaient infinies. Comme les populations de morues! Il a fallu bien des signaux d'alarme pour qu'enfin des lois encadrent l'exploitation forestière. L'avenir de celle-ci est aujourd'hui bien meilleur que celui de la morue, pour qui il est probablement trop tard.

Des chiffres

— De 1896 à 1916, pendant l'époque de Henri et Gaston Menier, il se coupait en moyenne 90 000 mètres cubes annuellement.

— Avant la Grande Crise, de 1926 à 1930, la Wayagamack récoltait 325 000 mètres cubes annuellement. Les activités se sont arrêtées pendant la Seconde Guerre.

— De 1946 à 1971, la récolte a repris, variant de 145 000 à 360 000 mètres cubes. Ensuite, le marché a changé. L'île fut expropriée par le Gouvernement du Québec (au coût de 24 millions de dollars) et l'exploitation s'est arrêtée. Pendant toutes ces décennies, la principale activité économique sur Anticosti était forestière.

En 1995, l'exploitation reprend sur de nouvelles bases : les ministères responsables de la faune et des forêts conviennent d'utiliser la coupe de bois pour améliorer l'habitat du chevreuil. Cent-seize-mille mètres cubes sont récoltés par année. Après la saison de 1996, un important chablis (voir l'encadré) couche en quelques heures des milliers d'hectares de sapinières. Les plans doivent être changés. En 1997 et 1998, la compagnie récupère 216 000 mètres cubes d'arbres tombés. Un plan d'exploitation incluant la construction d'exclos est ensuite mis en place, à partir de 1999 la récolte oscillera entre 150 000 et 180 000 mètres cubes.

Chablis

Le chablis est un phénomène naturel. Il s'agit de l'action de forts vents causant la chute d'arbres affaiblis, malades ou vieillissants. Le résultat de cette chute s'appelle aussi un chablis. Le 20 décembre 1996, des vents atteignant 150 kilomètres par heure ont soufflé sur l'ouest d'Anticosti. En moins de 24 heures, des sapinières sont renversées sur près de 100 kilomètres carrés : 10 000 hectares! L'équivalent de huit saisons de coupe! Environ 1 500 000 mètres cubes. Vous avez bien lu : un million et demi de mètres cubes. De ceux-ci, 430 000 mètres cubes ont été récupérés en deux ans par la compagnie forestière. C'est donc plus d'un million de m³ qui ont été » perdus » pour l'industrie.

Le syndrome de l'îlot!

La perception des activités à Anticosti par les gens de l'extérieur et même par les insulaires est trop souvent biaisée par un fait essentiel; l'île est immense! Tout est démesuré et l'esprit humain peine à le concevoir. C'est ce que j'appelle le syndrome de l'îlot! Par exemple, si j'annonce » 50 000 chevreuils sont morts l'hiver dernier », la nouvelle fera la une, les gens s'offusqueront, réclameront des actions gouvernementales... Mais ils ne penseront pas à relativiser.

Ce nombre n'est pas négligeable, il représente 20 % de la population totale. Mais c'est une situation « normale » pour une espèce au nord de son aire de répartition. Cela peut arriver une ou deux fois par décennie. La population diminue à 150 000 cerfs, qui donneront naissance à quelque 30 000 faons l'été suivant. À l'automne, la population sera de 180 000 chevreuils comparée aux 200 000 de l'année d'avant. En 2 ans, malgré d'autres mortalités, la population reviendra au même niveau.

Dans le même ordre d'idées, si on annonce que 200 000 mètres cubes seront coupés à Anticosti, certains crient au désastre, à la destruction, au saccage! Pourtant ce volume de bois représente environ 1 300 hectares, une fraction de 1 % de la superficie d'Anticosti. L'île a une superficie

de 7 943 kilomètres carrés, soit 794 300 hectares. Environ 70 % sont recouverts de forêts de tous âges. Les parties non boisées sont surtout des tourbières, des lacs et des cours d'eau.

Tenure des terres

Anticosti est la propriété de l'État québécois. Les pourvoiries comme les compagnies forestières signent des baux leur concédant l'exploitation de la faune ou de la forêt. Ce sont des revenus directs pour l'état. Ces entreprises ne sont pas propriétaires des territoires et doivent se conformer aux règles en vigueur. À Anticosti plus qu'ailleurs, les exploitants forestiers font l'objet d'une surveillance par les autres usagers. C'est probablement le seul endroit au Québec où la faune passe avant la forêt. Personne ne peut dire qu'il ignore qu'Anticosti est le paradis du chevreuil!

Dès le début des opérations en 1995, des tables de concertation réunissant les ministères, la municipalité, les pourvoyeurs et la compagnie forestière ont été tenues. D'abord pour relever les irritants, faire connaître aux autres intervenants leurs sensibilités respectives, demander des mesures de mitigation. Des problèmes aussi mineurs que la poussière soulevée par les camions de transport peuvent dégénérer en graves irritants pour les utilisateurs et les touristes. Les gestionnaires des pourvoiries avaient aussi l'occasion d'influencer le choix des sites, le patron des coupes, les périodes d'opération.

Dans de telles rencontres, certains s'en tirent mieux que d'autres. Les intervenants qui se présentent avec une attitude négative retirent toujours moins de l'exercice que ceux qui acceptent la situation et font de leur mieux pour l'intégrer à leurs activités.

Une coupe ne le demeure pas éternellement!

La perception de la coupe forestière est trop souvent figée. Les coupes forestières s'additionnent dans notre tête et forment une altération immense du territoire. Des coupes bien faites commencent à se régénérer en quelques années. Une coupe ne peut donc porter ce nom

que pendant un certain temps. Et encore, le cycle est lent à démarrer à Anticosti, surtout à cause de l'impact du chevreuil sur la végétation. Mais une fois amorcé, le processus est rapide.

L'évolution d'une coupe forestière:

— Une coupe forestière de moins de 5 ans est une coupe récente.

— Dix ans plus tard, c'est un secteur en régénération avec des arbres d'un mètre de hauteur, les chevreuils commencent à être plus difficiles à voir.

— Vingt ans plus tard, c'est une jeune forêt de deux à six mètres où les chevreuils ne sont visibles que dans les trouées qui subsistent.

— Trente ans plus tard, c'est une forêt « non commerciale ». Les arbres ont une belle taille, mais ils sont encore trop petits pour être du bois d'œuvre.

— De 50 à 60 ans plus tard, c'est une forêt mature avec des arbres de taille « commerciale ». La visibilité est à nouveau très bonne, car le sous-bois est « nettoyé » par les chevreuils.

— Cent ans plus tard, c'est une vieille forêt. Des arbres commencent à mourir et à tomber.

— Cent-vingt-cinq ans plus tard, c'est une forêt surannée : une épidémie, un feu ou une coupe terminera son cycle.

Une forêt peut être considérée comme un organisme vivant; elle naît, vit et meurt. Pendant sa croissance, elle sera la cible de maladies et d'accidents auxquels elle résistera généralement bien : feu, épidémies de tordeuse ou d'arpenreuse, grands vents, verglas... Puis, au déclin de son existence, elle résistera de moins en moins bien. Des arbres ne

résisteront pas à la forte compétition et mourront, causant des trouées. D'autres, blessés ou affaiblis, seront la proie d'insectes défoliateurs. Les maladies et les accidents auxquels la forêt avait résisté finiront par l'emporter. Elle tombera peu à peu, créant des ouvertures où la lumière permettra aux jeunes pousses de croître. Sinon, elle tombera en bloc, à la suite d'attaques d'insectes, d'un feu ou d'un chablis.

La forêt résultante sera constituée d'arbres d'âges différents dans le cas d'une mortalité graduelle des individus ou d'un peuplement homogène si elle succède à une épidémie totale, un feu, de grands chablis ou une coupe.

La forêt anticostienne

La caractéristique majeure des forêts de l'île est sa transformation par le cerf de Virginie. Nulle part ailleurs en Amérique ce cervidé n'a-t-il autant modelé son environnement, ce qui n'est pas peu dire. Du temps des Menier, la forêt était majoritairement une sapinière à bouleau blanc. Elle était encombrée d'arbres morts, de jeunes pousses et d'un sous-bois dense. La nourriture d'hiver était abondante, de jeunes bouleaux bien sûr, mais aussi des peupliers, des cerisiers, des cormiers, des érables, des saules, etc. Or, en raison de l'explosion démographique des chevreuils, ces feuillus ont été systématiquement broutés et leur régénération a été anéantie de sorte que presque plus rien n'était disponible lorsque la neige s'installait.

Le sapin est alors devenu la composante essentielle de l'alimentation hivernale. Le problème est que les cerfs se sont mis à brouter les semis de sapin **aussi** pendant la période sans neige. D'après des spécialistes de l'Université Laval consultés, ce serait une façon pour les animaux d'entretenir la capacité de leur flore intestinale à assimiler cette nourriture de faible qualité, mais essentielle à leur survie hivernale. Le résultat fut une disparition presque totale de la régénération des sapins!

Dans une sapinière québécoise, il y a généralement une petite proportion d'épinettes blanches. À Anticosti le broutage intensif des chevreuils éliminant les semis de sapin, seuls ceux de l'épinette blanche survivent

et croissent. Il existe beaucoup de pessières noires au Québec, mais la pessière blanche est un peuplement qui n'existe pas en nature... sauf à Anticosti. À partir des années 1930, les densités de chevreuils ont atteint des niveaux si élevés que les sapinières coupées, brûlées ou tombées ne se sont pas régénérées. Les forêts actuelles sont donc très homogènes, uniquement constituées d'épinettes blanches. Ce sont des peuplements matures qui dépassent aujourd'hui 80 ans. Il reste seulement quelques grandes sapinières en fin de vie.

Selon la composition d'une forêt, la méthode de coupe changera. Lorsqu'elle est constituée d'arbres d'âges différents, les forestiers parlent de forêt inéquienne. Les arbres jeunes, trop petits ne seront pas récoltés. Mais lorsque l'on est en présence d'une forêt équienne, il n'est pas toujours avisé de laisser des arbres debout, sauf pour les bandes protection des cours d'eau et des tourbières et en bordure des routes importantes, car un îlot non coupé ne résiste pas très longtemps aux vents qui balaient Anticosti. Les méthodes de coupe ont donc dû s'adapter à ces conditions. Il peut alors être avisé d'utiliser la coupe à blanc.

Coupes à blanc

Juste le mot fait apparaître à l'esprit des flancs de montagne dévastés, des bords de lacs désertiques, une forêt détruite... Le terme ne désigne cependant qu'un fait : tous les arbres d'un parterre sont récoltés. En général, c'est parce que le peuplement est homogène, les arbres ayant tous atteint le même âge et une taille commerciale. Le terme ne désigne pas de surface précise, il peut s'agir de 3 ou de 300 hectares.

Dans une forêt étagée, la coupe récoltera seulement 40 , 60 ou 80 % des arbres, les autres profiteront de l'espace dégagé, des nutriments et de la lumière disponibles. Ils connaîtront une croissance accélérée. Lorsque l'exploitant retourne à quelques reprises couper les arbres, on parle de coupe progressive.

Il est certain que visuellement une coupe totale offre pendant les premières années un spectacle peu esthétique. Mais la verdure prend

rapidement le dessus. Pour atténuer l'impact esthétique négatif, des bandes ou des îlots sont laissés en bordure des chemins. À Anticosti, les bordures sont tracées en évitant les longues lignes droites. Pour les chevreuils (et les chasseurs), il est préférable de maximiser la longueur des bordures.

Outil d'aménagement

En 2000, les responsables et les chercheurs de la faune et de la forêt du Québec ont travaillé avec les gestionnaires de Produits Forestiers Anticosti pour élaborer un plan d'aménagement intégré des ressources. Une première de cette ampleur au Québec. Se basant sur les connaissances acquises et les essais sur le terrain de différentes techniques, la voie privilégiée fut la construction d'exclos. Néologisme anticostien emprunté à l'anglais *exclosure*, il désigne un site de coupe clôturé d'où les chevreuils seront exclus, autant que faire se peut. Des tests de grillage et de construction ont été menés en 1999. En 2000, le premier exclos fut construit sur le secteur de rivière la Loutre.

Le chevreuil :

- Le chevreuil est une ressource naturelle renouvelable et la chasse est le premier moteur économique d'Anticosti.
- La population de cerfs de Virginie d'Anticosti est unique en Amérique du Nord et la qualité de sa chasse aussi.
- Cette activité soutient non seulement l'économie de Port-Menier, mais elle est aussi très importante pour plusieurs villes et villages de la Côte-Nord, du Bas-St-Laurent et de la Gaspésie.
- Les retombées annuelles de la chasse à Anticosti sont d'environ 15 millions de dollars par année.
- Les forêts anticostiennes étaient des sapinières. Le broutage des semis par les cerfs les ont transformées en pessières, constituées d'épinettes blanches.

— La pessière blanche nourrit en hiver beaucoup moins de chevreuils que dans une sapinière; moins de 10 par kilomètre carré contre 40 par kilomètre carré et plus.

— Il est impossible de diminuer par la chasse sportive la population de cerfs d'Anticosti. Il faudrait un prélèvement annuel soutenu d'environ 50 000 bêtes.

— Les techniques d'aménagement connues n'ont pas permis la régénération du sapin : coupe par bande, coupe progressive, coupe de grandes surfaces sans abris, utilisation de répulsifs, coupe avec îlots de semenciers...

— L'introduction d'un prédateur aurait des résultats inconnus et de l'avis des experts, probablement catastrophiques sur la population de chevreuils.

Nommé Petit lac Long, cet exclos couvre 320 hectares, dont environ 60 % de la superficie furent récoltés. La clôture est constituée d'un grillage de métal de 3,5 mètres de haut. Les poteaux sont des arbres marqués, coupés à environ 4 mètres par les abatteuses. Le grillage est déroulé par un porteur et fixé manuellement. Le premier automne, une chasse intensive a été menée dans le secteur. Dès le départ, une mauvaise perception de l'ampleur de l'exclos compliqua la gestion. Trois-cent-vingt hectares c'est un terrain immense pour un chevreuil... et encore plus un chasseur! Les gestionnaires avaient surestimé l'efficacité des chasseurs et sous-estimé celle des chevreuils ainsi que leur densité réelle.

Jusqu'en 2000, la densité des chevreuils était estimée à 15 par kilomètre carré. Des travaux menés par la Chaire de recherche de l'Université Laval ont clairement démontré que la population sur Anticosti se situe plutôt autour de 25 cerfs par kilomètre carré. Les années de forte densité, comme en 2000, on retrouve plutôt 30 cerfs par kilomètre carré. Dans un exclos de 3,2 kilomètres carrés, ce sont donc 100 et non 50 chevreuils qui y vivaient. Il faut ajouter à ce nombre les animaux en périphérie du secteur qui fréquentaient ces coupes. On retrouvait donc

environ 130 chevreuils dans l'exclos. Les chiffres de récoltes et de suivi l'ont confirmé.

À la fin de l'automne, la densité de cerfs était de toute évidence encore élevée. À quelques reprises en hiver des journées de chasse ont été organisées. Des permis de gestion ont été délivrés aux résidents désireux de participer. La population de chevreuils a ainsi pu être abaissée suffisamment et, dès l'été suivant, la pousse de plantes quasi disparues de l'île a été observée : bouleaux, framboisiers, épilobes, bleuets, pins, peupliers et de nombreuses herbacées.

Résultats

Le programme d'aménagement s'est poursuivi avec de belles réussites et certains échecs. Les exclos qui comportaient trop d'abris pour les chevreuils (du chablis, de la haute régénération, des peuplements non récoltés d'épinette noire) ainsi que ceux qui étaient trop grands ont été difficiles sinon impossibles à bien gérer. Bien que l'aménagement ne se soit pas poursuivi dans ces cas, ces exclos n'ont pas représenté une perte complète. Le bois récolté a procuré des revenus à PFA (Produits Forestiers Anticosti), il a fourni des subsides de recherche à la Chaire et les chemins et sentiers tracés continuent de servir grandement aux pourvoyeurs. L'habitat en régénération est fortement utilisé par les chevreuils.

Dans les exclos où la population de chevreuils est bien contrôlée, la régénération est spectaculaire. La récolte de framboises était pratiquement disparue des habitudes des Anticostiens. Dès 2003, il était possible d'en récolter des paniers dans l'exclos du lac Simonne. Douze ans plus tard, les sapins plantés et les sauvageons ont dépassé 2 mètres de hauteur. Les bouleaux ont plus de 4 ou 5 mètres de hauteur.

Ce programme d'aménagement a d'abord un but socio-économique et non faunique. Ce qu'il cherche à préserver est une richesse renouvelable — l'exceptionnelle population de chevreuils — et son exploitation — l'industrie de la pourvoirie — qui procure à Port-Menier et au Québec entier des retombées de plusieurs millions de dollars annuellement. Il

utilise pour ce faire l'industrie forestière pour arriver à ses fins. C'est un excellent exemple d'intégration où chacune des parties tire profit de l'effort général. Plutôt unique au Québec, ce modèle vaudrait la peine d'être développé. Il est malheureusement fréquent que la coupe de bois nuise au tourisme et que les deux industries se confrontent. À Anticosti où l'industrie touristique est prioritaire, on a constaté qu'il était possible de bien faire, à l'avantage de tous.

Les impacts de la coupe de bois

Le rajeunissement des forêts n'est pas le seul impact durable des opérations forestières. Le changement des habitats pour la faune, la construction de chemins, la modification du régime des eaux doivent être pris en compte.

Bien entendu, passer d'une forêt mature à une aire de coupe où s'installera la régénération est la facette la plus visible. Ce que l'intervention humaine apporte c'est le choix du moment et de l'endroit où se feront les changements. Parce qu'il est inéluctable que toute forêt finisse par mourir et tomber, parfois rapidement à l'âge adulte sous les attaques des insectes ou d'un feu, ou graduellement à cause des multiples facteurs reliés au vieillissement. Que ce soit naturellement ou par la coupe, le résultat est un changement drastique, mais normal du milieu. Les forêts sont dynamiques, et non figées à un seul stade. Seule une forêt fortement aménagée peut offrir un visage qui demeure le même au fil des ans. Pensez aux parcs urbains où chaque bosquet est surveillé, où les aménagistes préparent le remplacement de chaque arbre pour conserver un aspect uniforme décennie après décennie.

Ce passage d'un habitat fermé, où la lumière n'atteint que peu le sol, à un milieu ouvert a un impact immédiat sur les animaux. Des insectes le fuiront, d'autres arriveront. Les oiseaux des milieux ouverts comme le faucon émerillon y trouveront un site de chasse privilégié, le bruant fauve se réfugiera dans les forêts environnantes. Les chevreuils le fréquenteront fortement pendant les périodes sans neige. Une recherche inédite a mesuré que dans les bûchés anticostiens les cerfs consommaient 1,12 gramme de nourriture par minute contre 0,47 gramme de nourriture

par minute dans les milieux forestiers.

Un impact économique important de toute exploitation forestière est la construction de chemins. Ceux-ci serviront à l'exploitant pendant trois ans. Ils seront ensuite entretenus par les pourvoyeurs. La construction d'un kilomètre de route secondaire coûte aujourd'hui 20 000 \$. Peu de pourvoyeurs ont les moyens d'en réaliser et procèdent plutôt à l'aménagement de sentiers pour véhicules tous terrains qui sont moins coûteux. Presque tout le réseau routier d'Anticosti a été construit par les exploitants forestiers. Seule une petite partie a été construite par les pourvoyeurs et l'industrie pétrolière. Depuis 1995, ce sont plus de 500 kilomètres de chemins qui ont été ajoutés au réseau, une valeur de l'ordre de 10 millions de dollars.

Lorsque la forêt d'une partie d'un bassin versant est coupée, la dynamique des eaux change. Par exemple, une forêt mature intercepte une plus grande part de l'eau de pluie qu'un milieu en régénération. Les risques les plus grands reliés à la coupe sont probablement l'érosion des sols lors de fortes pluies et à la fonte. Ils sont accrus selon le type de sol, les pentes, les techniques de coupe et le régime des pluies.

En raison du type de sol particulier à Anticosti et du caractère torrentiel des rivières de l'île, les bandes de protection des cours d'eau ont été doublées lors de l'élaboration des plans de coupe. Là où une bande 45 mètres était la norme, ce sont 90 mètres qui étaient établis. L'expérience et les observations sur 20 ans ont démontré que les cas d'érosion ont été presque inexistants. La technique de coupe par les abatteuses multifonctionnelles et le débardage par des porteurs ne cause presque jamais d'ornières. Comme il n'y a pas de vraies montagnes à Anticosti, les problèmes d'érosion sur les flancs en pente sont absents.

Tourisme

Dans l'imaginaire québécois, Anticosti demeure un endroit protégé, inaccessible, réservé à quelques fortunés. Comme si le rachat de l'île par le Gouvernement du Québec à la Consolidated Bathurst en 1974 n'avait rien changé! Pourtant, de territoire privé appartenant à une compagnie forestière, Anticosti est devenue « terre publique ». Elle a

d'abord été une réserve de chasse et pêche gérée par le Ministère du Tourisme de la Chasse et de la Pêche pendant quelques années, puis à partir de 1982, presque tout le territoire a été divisé en pourvoiries. Celles-ci étaient administrées selon différents modes; des entreprises privées, un organisme à but non lucratif appartenant aux Anticostiens et une société d'État, la Sépaq. La clientèle de chasseurs a cru de 1500 à 5 000 individus par année, devenant le principal moteur économique.

On observe le syndrome de l'îlot dans le cas de la chasse aussi. Les gens ont l'impression d'une récolte de chevreuils énorme, de forêts remplies de dossards orangés... En réalité, les 8 000 cerfs tués à la chasse représentent à peine 5 % de la population soit moins que la mortalité qui prévaut lors d'un hiver clément! De même, la présence des 5 000 chasseurs en forêt est minime. La saison s'étendant sur plus de trois mois, il y a beaucoup moins de chasseurs par kilomètre carré sur cette immense île que dans n'importe quelle région du Québec où la saison dure de deux à cinq semaines.

La réputation d'Anticosti, grand club privé réservé aux seuls chasseurs nuit terriblement à son attrait touristique auprès des villégiateurs. Si dans l'imaginaire québécois, Anticosti est synonyme de paradis naturel, dans la réalité, moins de 2 000 visiteurs profitent de ses richesses estivales alors que quelque 34 000 visiteurs fréquentent le parc de Mingan et 126 000 se rendent au parc Forillon, les voisins au nord et au sud. Anticosti est pourtant 32 fois plus vaste que Forillon et 53 fois plus grande que Mingan!

Il est étonnant que les projets d'exploitation forestière, et encore plus d'exploration pétrolière, sur Anticosti suscitent autant de fortes réactions dans la population alors que pratiquement aucun Québécois n'y met les pieds! C'est en partie la faute aux Anticostiens et aux entreprises anticostiennes de ne pas avoir su effectuer le changement d'une mono industrie liée à un seul employeur à une économie plus diversifiée. Pendant des décennies, l'exploitation forestière de la Consolidated Bathurst était l'unique activité économique. Ensuite, l'État québécois a pris les rênes et s'il a su développer une industrie de la chasse florissante, il n'y a pas eu d'autres champs d'activité qui

ont émergé. Ainsi, la moindre baisse du nombre de chasseurs touche durement la communauté et les entreprises.

L'avenir n'est pas rose. Il y a beaucoup de travail à faire par les Anticostiens et tous ceux attachés à Anticosti, du travail *pour* l'avenir, pas en réaction à quelque activité que ce soit.

Il n'est pas étonnant que les opinions soient diverses concernant le pétrole. Il est indéniable que toute activité économique est bienvenue, fût-elle de l'exploration pétrolière. Néanmoins, on est encore loin d'une exploitation. Qui plus est, il n'y a pas beaucoup d'Anticostiens qui préfèrent un avenir pétrolier à un avenir touristique. Car si le potentiel des hydrocarbures reste à démontrer, celui de l'industrie touristique n'a pas besoin de l'être. Paradis de la faune, décors grandioses, joyau naturel, milieu de vie insulaire... Anticosti est tout cela. Il reste à le mettre en valeur et développer une véritable industrie touristique respectueuse de l'environnement et des Anticostiens.

L'île Anticosti est éloignée du reste du Québec, c'est un fait. Mais à l'heure où le moindre finissant de secondaire 5 vend des tablettes de chocolat pour financer son voyage à Paris ou en Australie, on ne peut la qualifier d'inaccessible pour les Québécois! Leur intérêt existe, il suffit de voir comment le dossier du pétrole soulève des passions. Les richesses de l'île sont réelles. Il est dommage que l'État qui est prêt à investir 50 millions de dollars dans la recherche d'hydrocarbures n'investisse pas le dixième de ce montant dans un réel développement international de cette richesse, bien réelle, qu'est la nature d'Anticosti.

Îles-de-la-Madeleine

La pêche vaut mieux que Old Harry

Par Annie Landry

I -- Le golfe menacé

Notre civilisation maritime

Passer l'été aux Iles-de-la-Madeleine, en plein centre du golfe du Saint-Laurent, assis sur la plage les pieds plantés dans le sable, hypnotisé pas le roulement des vagues : c'est paradisiaque. Ça l'est pour vrai! Encore faut-il s'y rendre et savoir lâcher prise. Mais ce point de vue, que l'on retrouve dans les publicités et les guides de voyage est différent du nôtre. Pour la plupart des Madelinots le luxe, c'est de sortir des Îles. Étant moi-même Madelinienne, Acadienne d'origine, jeune j'ai souvent vu mon archipel comme étant le pire des trous, le «bout du monde» avec la mer comme barrière tout le tour, mon Guantanamo.

Cependant, plus les politiciens se sont mis à venir nous parler d'Old Harry, plus j'ai réalisé dans quel environnement sain j'ai eu la chance de grandir. Je crois même que c'est le jour où la ministre Nathalie Normandeau a traité le chenal Laurentien de «fond lunaire» que je me suis définitivement mise à m'informer, à prendre la parole et à m'intéresser aux autres espèces qui vivent dans le Golfe comme moi, mais qui ne peuvent pas se défendre. L'idée du «fond lunaire» m'a insultée! Il n'y a pas de pêche commerciale ni de communautés côtières sur la lune, que je me suis dit, et il est hors de question qu'on les laisse faire leur sale industrie chez nous, dans notre garde-manger.

Le golfe du Saint-Laurent, je l'ai vu déchaîné souvent, infranchissable, puis silencieux, immobile du nord au sud et d'est en ouest l'hiver. Au printemps, je suis chaque fois impressionnée de l'entendre rager et tonner, glace contre glace comme autant de bateaux qui se fonceraient dedans.

Durant plusieurs semaines, les glaces s'éloignent puis reviennent, s'empilent et chavirent sous la force des vents et des courants. Le Golfe a englouti des centaines de navires avec leur équipage à bord et c'est ce que nous insinuons en répétant souvent que «la mer ne pardonne pas.»

Alors nous, les Madelinots, comme les autres Acadiens et communautés de la grande région du Golfe Saint-Laurent, avons en commun ces valeurs qui sont reliées à la mer. Nous sommes des peuples de la mer, nous la connaissons et nous en méfions. Notre sentiment identitaire et nos savoirs collectifs proviennent en énorme partie du Golfe Saint-Laurent et c'est dans ce sens que le texte qui suit montre que nous n'avons pas la même vision du développement pétrolier dans le Golfe que les gouvernements et nous ne sommes pas des groupes environnementaux ou «de pression» non plus. Nous ne travaillons pas contre Old Harry: nous travaillons pour la pérennité de la pêche dans notre Golfe.

Une industrie ancrée dans le Golfe

Les territoires concernés par les projets de forages en mer sont la côte est du Nouveau-Brunswick, la côte nord de la Nouvelle-Écosse jusqu'au détroit de Cabot, la côte ouest de Terre-Neuve jusqu'au détroit de Belle-Ile, le sud du Labrador, de la Côte-Nord puis tout le tour de la Gaspésie. Ensuite il y a toutes les Iles du Golfe : Anticosti, Ile-du-Prince-Édouard, île Saint-Paul, le Cap-Breton, l'île Bonaventure, l'île Brion, et enfin ses trois archipels : les Iles-de-la-Madeleine, Saint-Pierre-et-Miquelon et l'Archipel-de-Mingan. En tout, des milliers de kilomètres de falaises et de plages qui, depuis des siècles, se font sculpter selon la dynamique des vents et des vagues de cette mer circulaire d'environ 290 km de diamètres. Les vents y sont quasi omniprésents et le nombre de tempêtes violentes va en augmentation.

Acclimatées, les centaines de communautés dont la mienne, et les milliers de côtiers que nous sommes vivons des ressources renouvelables de la pêche. Aujourd'hui, les principales espèces que nous commercialisons sont le homard, les crabes commun et araignée, le pétoncle, les différents poissons de fond (sébaste, plie, morue, aiglefin, flétan atlantique et du Groenland, merluche et loup de mer),

les poissons pélagiques (le hareng, le maquereau, le thon, l'anguille, l'éperlan et le capelan), le buccin, la crevette, le couteau de l'Atlantique, la mactre de Stimpson et celle de l'Atlantique, la mye, les oursins et le fameux phoque du Groenland. En tout plus de 200 zones de pêche différentes qui se chevauchent et ne laissent aucun secteur qui n'en fasse pas partie. Le golfe du Saint-Laurent c'est notre garde-manger. Combien vaut-il par année exactement et combien rapporte-il en salaire dans nos communautés? Nous aimerions le savoir pour comparer avec les hypothétiques revenus du pétrole.

Le damné préjugé favorable vs le front commun des pêcheries

Pourtant, dans ses tentatives de tout mettre en place pour aller de l'avant avec des forages à Old Harry, le gouvernement québécois fait fi et refi du conflit d'usage avec les pêches commerciales dans le Golfe. Il n'est pas seulement question de la pêche dans la partie québécoise, mais bien de l'ensemble des cinq provinces concernées. Les élus et hauts-fonctionnaires de l'Assemblée nationale qui gravitent autour des Ressources naturelles et de l'environnement ne semblent pas être au courant des efforts qui sont déployés dans les Maritimes pour assurer la pérennité des espèces. Ne parlent-ils donc jamais avec les gens du Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation? Visiblement non et c'en est décourageant.

Même le Ministère des Ressources naturelles de Terre-Neuve, qui se fait reprocher d'avoir le pied sur l'accélérateur, ne semble pas savoir être utilisé comme bouc émissaire dans les médias québécois. Par contre, les communautés autochtones du golfe, les 5000 entreprises de pêche et les centaines de représentants des industriels se sont mobilisées contre le projet de Old Harry. Par voie de lettre qu'ils ont co-signée en juillet dernier, ils font front commun pour demander aux trois ministres fédéraux concernés une commission d'examen, soit une commission d'experts complètement indépendante qui devra évaluer les impacts de l'exploration pétrolière sur les activités de pêche des cinq provinces. Ils soulignent que «la *Loi canadienne sur les évaluations environnementales*, la *Loi sur les océans*, la *Loi sur les pêches* et la *Loi sur les espèces en péril* doivent être respectées.»

Parmi les signataires, le porte-parole de l'Association des pêcheurs propriétaires de la Gaspésie, M. Réginald Cotton, soutient «qu'il est grand temps d'unir les forces pour renverser la vapeur et forcer les gouvernements à faire volte-face.»

Tandis que de son côté, la directrice de la Nova Scotia Fish Packers Association, Marilyn Clark, est d'avis que «les gouvernements n'ont aucune idée des impacts que pourrait avoir l'exploration pétrolière dans le Golfe.»

Enfin, Troy Jérôme, le directeur exécutif du Mi'gmawei Mawiomi Secretariat explique dans le communiqué qui accompagne la lettre que «l'évaluation environnementale stratégique (ÉES) du Québec a répertorié de nombreuses lacunes de connaissances scientifiques et techniques sur le golfe du Saint-Laurent. Nous avons des droits autochtones reconnus et des droits issus de traités reconnus par la Cour suprême du Canada. Nous ferons tout ce qui est nécessaire pour protéger notre mode de vie et prévenir tout projet d'exploration pétrolière de se dérouler dans le golfe.»

C'est qu'ils ont tous tellement à perdre! De façon générale, l'industrie de la pêche dans le golfe du Saint-Laurent a amorcé un important virage afin de demeurer compétitive sur le marché international. On parle maintenant d'écocertification, de traçabilité et de journaux de bord électroniques tant pour le homard que le crabe et la crevette. Les flottilles des cinq provinces se sont ainsi tournées vers le Marine Stewardship Council (MSC) afin d'obtenir la certification «pêche durable», ce qui implique certaines modifications dans leur façon de faire et de nouveaux investissements pour la pérennité des stocks. Pourtant, on a beau éplucher les études produites par le gouvernement québécois, nulle part il n'est question de cela.

Industrie éphémère contre activités durables

Une certification «pêche durable», cela signifie que l'ensemble des pêcheurs qui exploitent une même ressource dans une zone de pêche

déterminée doivent garantir qu'ils ne portent pas atteinte aux fonds marins, aux autres espèces et ainsi qu'ils pratiquent leur pêche selon les principes du développement durable. Ils doivent démontrer, suivant de longues et coûteuses évaluations, qu'ils pêchent sélectivement de façon à assurer la régénération des stocks pour les générations futures.

Cette nouveauté, qui semble n'être qu'une tendance pour certains, est en réalité un important enjeu commercial. La mise en marché des produits de la mer étant rendue à ce point exigeante et sélective, l'industrie des pêches de l'Atlantique doit suivre, au risque de perdre ses marchés actuels en mutation.

En cas de déversement mineur, l'exploration pétrolière dans le Golfe (qui va carrément à l'encontre des efforts déployés par les pêcheurs et industriels) risque de faire perdre l'éco certification des produits de la mer, puisqu'elle ne peut que nuire à la santé de l'environnement et la reproduction des espèces marines qu'elle voisine. Même si le gouvernement voit Old Harry comme une source de revenus, nous voyons surtout ce projet comme une source de pollution.

En cas de déversement majeur, c'est toute la capture qui serait interrompue: le travail dans les usines suivant, ce serait un terrible coup dans les reins de notre industrie première. Nous ne pouvons pas mettre notre présent et notre futur à ce point entre les mains du gouvernement du Québec, ni d'aucun autre. Mais on le voit, on l'entend : notre propre gouvernement est prêt à jouer à la roulette russe avec les centaines de communautés qui vivent simplement comme nous aux Iles-de-la-Madeleine : dépendants de la mer. Il serait donc souhaitable que le gouvernement québécois le reconnaisse et se concentre à mettre en valeur des ressources renouvelables au lieu de gaspiller temps et argent dans une exploration non conventionnelle et d'une brièveté garantie. J'ai pas mal honte de ce Québec-là!

Une implantation improbable

En théorie, l'exploration, l'exploitation et la fermeture étanche des forages en mer ne se font pas de la même manière que dans le cas de

forages sur la terre ferme, multipliant ainsi des coûts d'opération. De façon à économiser, il est classique de voir les compagnies minimiser les risques et ainsi diminuer les dépenses au niveau de la sécurité.

En pratique, un accident causé par négligence lors de l'exploration, de l'exploitation ou d'une mauvaise fermeture de puits à Old Harry imposerait à la compagnie de compenser financièrement pour toutes les activités de pêche et de transformation importunées. Elle devrait aussi compenser pour la réhabilitation des récifs artificiels, de l'ensemble des côtes et des milieux humides contaminés. La contention de la nappe de pétrole pourrait être très compliquée et les opérations coûteuses en raison des courants, des vents et des vagues causées par les fréquentes tempêtes. La navigation en cargo devrait être déviée de sa trajectoire avec compensation aussi. La réaction des nombreuses espèces en péril et l'altération des zones de fraie à proximité devraient être sévèrement étudiées. C'est donc un fond d'assurance responsabilité astronomique qui doit être imposé et réservé avant toute opération par la compagnie pour qu'un tel projet soit envisageable dans le Golfe. Il est évident que forer dans le Golfe ne fait aucun sens.

La roulette russe version québécoise

Au prix d'une habile – et hypocrite – campagne de communication auprès de la population québécoise, beaucoup de députés de l'Assemblée nationale du Québec font la promotion de l'exploitation des hydrocarbures en milieu marin sans même connaître la question. Nous, qui connaissons très bien la mer et la pêche, les voyons patiner lorsqu'ils sont interviewés sur ces questions. «Nous sommes conscients des inquiétudes des Madelinots» qu'ils disent. «Les Madelinots seront consultés.» On peut tous les écouter sur Youtube, c'en est décourageant. Ils nous répètent leur ligne de parti lorsqu'on tente de les amener à prendre position sur des éléments clés du projet, font de la propagande, parlent de milliards de barils et de dollars et fuient automatiquement les questions relatives à la pêche.

Ainsi circule sur le web une vraie propagande visant à influencer l'opinion publique. Je ne serais même pas étonnée que le jour où la

question des pêches commerciales sera enfin dans le débat, que les politiciens du Québec se mettent à dénigrer notre mode de vie et à marginaliser nos revenus de la pêche pour aller chercher encore plus d'appuis. Si le gouvernement se donne du poids et du pouvoir en allant chercher l'acceptabilité sociale pour Old Harry à Montréal et à Québec... on va avoir de sérieux problèmes dans l'Est.

Déjà dans les journaux et médias on retrouve des représentations idéalisées du projet Old Harry, des utopies colportées d'un parti politique à l'autre, d'une campagne électorale à l'autre. C'est pourquoi il est maintenant primordial de faire la lumière sur les conflits d'intérêts entre les pêches commerciales et l'exploration pétrolière dans le Golfe.

|| QUELQUES MYTHES

Mythe 1 : L'exploitation des gisements gaziers et pétroliers du Golfe Saint-Laurent pourrait rapporter 50 G\$ dans les coffres de l'État québécois en cinq ans.

À Terre-Neuve il a fallu, par exemple, forer 42 puits avant de statuer sur l'endroit exact où l'on a construit Hibernia. Or, un seul forage exploratoire nécessite énormément de préparation et de soutien logistique. Dans l'émission de Découverte, consacrée au sujet, on nous confirme qu'un seul forage en mer est «un projet coûteux, dans les 60 millions de dollars, qui pose, à lui seul, la majorité des questions de sécurité et d'impact environnemental sur le milieu physique et humain.» Donc on ne sait pas si ce projet pourrait rapporter ou faire perdre de l'argent, mais on peut se douter qu'un seul forage dans le golfe Saint-Laurent pourrait entraîner un déversement majeur qui pourrait, à lui seul, détruire l'ensemble des pêches commerciales pour des décennies.

Mythe 2 : Old Harry pourrait contenir jusqu'à 10 milliards de barils de pétrole.

On sait très bien que la surévaluation du potentiel gazier et pétrolier fait prodigieusement monter en bourse les actions des compagnies qui

en détiennent les permis d'exploitation, ou les «claims», comme on les appelle communément. En 2000, Corridor évaluait le potentiel de Old Harry à 1,5 voir 2 milliards de barils. Dans un document émis par le Ministère des Ressources naturelles du Québec six ans plus tard, on statuait à 2 milliards. En 2009 la Commission géologique du Canada a ramené le chiffre à 1.5 milliard de barils. Mais en 2012, dans un document visant spécifiquement la recherche d'investisseurs, Corridor Ressource fait mention d'un potentiel de 5 milliards de barils. L'institut économique de Montréal en rajoute un autre dans son document intitulé «Les avantages du développement des hydrocarbures au Québec» la même année, puis Pauline Maoris nous fait sauter à 10 milliards de barils dans la revue l'Actualité en 2013.

Cependant, en 2015 les chercheurs de l'Institut national de la recherche scientifique se sont penchés sur toute la littérature et les travaux géologiques disponibles pour statuer sur un potentiel de 98,8 millions de barils.

Qui dit vrai?

Mythe 3 : Les conditions dans la mer du Nord, en Norvège, ressemblent aux nôtres.

Le Golfe est une mer intérieure qui s'ouvre sur l'Atlantique par les détroits de Cabot et de Belle-Isle. On connaît mal les risques pour sa faune et sa flore, constatait l'étude environnementale stratégique déposée au gouvernement à l'automne 2013. Le Golfe est une mer semi-fermée, six fois plus petite que le golfe du Mexique, et est déjà sous la pression de polluants provenant des Grands-Lacs et des déversements industriels qui viennent des rives du fleuve Saint-Laurent. L'introduction de l'industrie pétrolière ajouterait des milliers de barils de boues de forages et d'eau souillée, dans compter les déversements mineurs qui surviennent fréquemment et qui sont considérés comme «normaux». Toute nouvelle source de pollution mettra à risque la productivité des zones de pêche, leur fermeture en raison de nouvelles installations ou de déversements non-contenus.

Mythe 4 : La technologie sécuritaire existe.

Depuis le début des discussions au sujet de Old Harry, les Madelinots insistent sur le besoin d'une approche intégrée des risques. Si la structure réglementaire actuellement en place (les offices pétroliers Canada-province) est appliquée à l'ensemble du Golfe Saint-Laurent, il y aura 5 offices pétroliers sur un bassin de 290 km de diamètre. La supervision de l'ensemble sera impossible. Il y aura de la pollution mais personne ne s'en portera politiquement responsable. Les résidents du Québec seront affectés par le développement de la partie Nouvelle-Écossaise, le Nouveau-Brunswick subira les impacts des erreurs provenant de l'Île-du-Prince-Édouard et ainsi de suite, mais aucune des provinces n'aura les moyens de rendre le gouvernement de sa voisine responsable. D'autant plus que l'eau du Golfe se déplace de façon générale dans le sens contraire des aiguilles d'une montre, donc à partir du site Old Harry, la pollution suivant l'eau aura tendance à se déplacer vers l'intérieur du Golfe et en bordure des côtes au lieu de se diriger vers l'océan Atlantique. Sans approche intégrée de la gestion du risque et des déversements pétroliers dans le Golfe, aucun forage pétrolier ne peut être envisagé, quelle que soit la technologie «sécuritaire» utilisée.

La question nous intéresse particulièrement dans le cas où les pêcheries commerciales d'une province seraient affectées par une autre. Comme l'eau et les poissons voyagent librement sans aucune considération des lignes imaginaires que l'on tente de se donner comme frontières, l'approche fragmentaire du Golfe n'a aucune pertinence et met à risque l'ensemble des pêcheries commerciales des 5 provinces.

Mythe 5 : Terre-Neuve va aller de l'avant donc il faut y aller avant eux

T-N n'a pas d'intérêt pour ce petit projet, jouant déjà dans la cour des grands du côté Atlantique. Corridor Ressource, qui détient les permis d'exploration sur les deux parties de Old Harry, est à la recherche de partenaires financiers depuis très longtemps et ce n'est plus un secret pour personne : Corridor n'a pas la capacité financière d'aller de l'avant. Aussi, on doit se rappeler que l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador a rejeté la simulation de déversement déposée par Corridor Ressource dans le cadre de son étude d'impact en 2012. On pouvait

y lire, entre autres, «qu'une nappe de pétrole en cas de déversement majeur ne parcourrait pas plus de 20 km et devrait s'évaporer en moins d'une journée. » Or, «Il n'existe aucun cas où les nappes disparaissent, et surtout pas aussi rapidement» ont répliqué les spécialistes d'Environnement Canada quelques jours plus tard. Il était donc évident, à partir de cette analyse grossière, que même si Corridor Ressource détient les permis sur les deux parties de Old Harry, la compagnie junior est loin d'avoir les compétences et la crédibilité requises pour avoir la permission gouvernementale d'aller de l'avant. Le gouvernement québécois, ne tenant pas compte de ces informations, sera forcé d'en tenir compte.

La plupart des partis à l'Assemblée nationale accusent Terre-Neuve d'avoir le pied sur l'accélérateur, mais ce n'est qu'une piètre stratégie de communication. François Legault a énoncé en conférence de presse qu'il se souvient de Bernard Drainville qui, a plusieurs reprises depuis une quinzaine d'années, a demandé au gouvernement libéral d'accélérer le développement d'Old Harry. Jean Charest, Philippe Couillard, Pauline Marois ont aussi emboîté le pas. Bref, beaucoup de politiciens influents poussent pour aller de l'avant en se basant sur ce mythe.

Mythe 6 : L'exploitation du pétrole offshore peut se faire en vertu du principe de développement durable

Le gouvernement québécois ne prend pas au sérieux les conflits d'usages entre les pêches commerciales et l'industrie pétrolière qu'ils veulent implanter dans le golfe Saint-Laurent. Il est faux de penser que le développement du pétrole peut se faire selon les règles du développement durable et dans le respect des communautés concernées, puisque ce n'est pas le gouvernement mais les compagnies pétrolières qui surveillent leurs déversements. Suivant les règles établies par l'Accord Atlantique, elles remplissent leurs propres rapports et ne sont en aucun cas tenues de divulguer les impacts environnementaux associés à leurs opérations.

Mythe 7 : L'exploration et l'exploitation de Old Harry vont amener un boom incroyable aux Iles-de-la-Madeleine

En réalité, les employés des plateformes pétrolières sont transportés par

hélicoptères depuis le continent et sont hébergés sur la plateforme durant tout leur séjour de travail. Les plateformes sont aussi approvisionnées par cargo et par hélicoptère. Les Iles-de-la-Madeleine ne récolteront en aucun cas des redevances (si un jour il y en a). Les seuls emplois éventuels pour les Madelinots seront au nettoyage des plages et des falaises.

Mythe 8 : L'Office Canada-Québec sera l'instance idéale pour lancer le Québec dans l'exploitation de son pétrole.

Les offices de pétrole, comme ils sont constitués au Canada et aux États-Unis se trouvent tous dans une situation de conflit d'intérêts: c'est ce qui est ressorti une première fois lors de l'Enquête sur la sécurité des hélicoptères offshore à Terre-Neuve et une seconde fois lors de l'explosion de la plateforme Deep Water Horizon dans le golfe du Mexique. C'est qu'en faisant à la fois la promotion de projets générateurs de revenus et en assurant la sécurité de ses opérations, l'Office confond ses divers mandats. Il permet donc de nombreux projets en minimisant les risques environnementaux et néglige ainsi d'importants frais relatifs aux mécanismes de sécurité. Ceci inclut la mise en marche de projets de développement malgré l'existence d'espèces en péril protégées, mais l'ensemble des pêcheurs étaient volontairement tenus dans l'ignorance de ces faits.

||| Ce que nous devons défendre

Nous considérons que le projet de Old Harry, tel que conçu par le gouvernement du Québec, est un coup mal monté par des gens qui ne connaissent pas la mer, et, qui plus est, ne considèrent pas la pêche commerciale comme tombant en conflit d'usage avec le projet. Une plateforme de pétrole dans le golfe du Saint-Laurent s'introduirait exactement comme un éléphant dans un magasin de porcelaine et les résidents, comme les milliers de visiteurs que nous recevons chaque année, ne la laisserait pas s'installer. Les industriels et associations de pêcheurs unissent leurs voix pour défendre leurs intérêts communs avec plus de force et de pouvoir économique. De plus, tous ensemble, nous combattons le discours pessimiste qui pense qu'on ne pourra rien faire

et qu'ils vont forer Old Harry. Nous résistons.

L'industrie du tourisme, qui a tout à perdre aussi, pourrait s'inspirer du front commun des pêcheries et s'opposer au développement pétrolier dans le Golfe. Les risques pour elle sont très importants et l'apparition de plateformes à l'horizon va définitivement décourager des touristes, notamment ceux qui prennent le large à bord de voiliers et de navires de croisières internationales pour naviguer au milieu du Golfe.

«Comment pouvons-nous quantifier les dommages à des espèces vivantes qui ont peuplé le golfe depuis des millénaires ?» se questionne Marilyn Clark en parlant de cette mer au centre de laquelle elle est née.

Le projet de Old Harry est mauvais pour tout le monde: il faut qu'on se le dise et qu'on se fasse respecter par les différents gouvernements. Tout sera en danger : la pêche et le tourisme principalement, alors que c'est ce qui fait vivre des milliers de citoyens et garde en vie toutes les communautés qui habitent les territoires du Golfe. Si un désastre se produit, on ne s'en remettra jamais.

Références

Archambault, Sylvain. «Le potentiel en hydrocarbures de la structure géologique Old Harry ...ou quand le ballon se dégonfle», Coalition Saint-Laurent, 8 mai 2015

Clark, Marilyn. «Old Harry», L'Aut'Journal, 28 mars 2011

Ouranos. «Sensibilité des côtes et vulnérabilité des communautés du golfe du Saint-Laurent aux impacts des changements climatiques», UQAR, juin 2008

SECTION III
Après le pétrole

Manifeste pour un plan global

Par **Collectif des objecteurs de conscience**

Une noirceur nouvelle se répand sur le Québec. Elle a franchi les portes de notre pays. La pensée unique revient en force et s'empare de notre démocratie, elle impose une vision du monde qui colonise notre espérance. Nous nous dressons devant elle. Nous refusons.

La science est muselée chaque jour davantage. Le dogme de l'argent, de la croissance à tout prix et de ses impératifs s'empare de la raison. La parole citoyenne ploie trop souvent sous le poids de la propagande d'intérêts puissants qui s'approprient le bien commun.

La croissance infinie est impossible dans une biosphère dont les ressources sont limitées et en déclin. Celles et ceux qui prétendent le contraire prônent la pensée magique. La lucidité scientifique impose notre réveil. Elle en appelle à une grande transition écologique de notre économie.

Les signaux d'alarme se multiplient. La survie même de notre espèce est mise en cause. Les populations d'espèces sauvages de notre planète ont diminué de moitié en 40 ans. Les océans s'acidifient. Les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère ont atteint un seuil qui nous rapproche de l'irréversible. La science est claire : pour éviter un dérèglement irréversible de notre climat, l'essentiel des réserves de combustibles fossiles doit demeurer enfouies dans le sol. Extraire le pétrole à notre tour devient carrément immoral dans ces circonstances.

Quel est ce monde où la création de richesses s'appuie sur l'éradication de la vie ? Nous sommes les dernières générations à pouvoir empêcher l'irréparable. Nous ne serons pas complices de l'implacable destruction de notre avenir. À ce stade de notre histoire, notre inaction est devenue le symptôme de notre échec moral.

Rien de ceci ne se fait, ne se fera en notre nom.

Devant l'urgence, nous inscrivons notre dissidence. Nous nous déclarons objectrices et objecteurs de conscience. Nous retirons notre confiance aux gouvernements qui endossent le pillage du bien commun au profit de l'enrichissement de quelques-uns.

Nous avons le devoir de résister à l'invasion systématique de notre territoire par les pétrolières et par de puissants intérêts financiers. Le Québec a fondé sa modernité sur des valeurs fondamentales, dont l'énergie propre et le partage des richesses. C'est ce que nous sommes. C'est ce que nous voulons être. Nous exigeons le respect de cette identité.

De chaque côté du Saint-Laurent, soyons celles et ceux qui éclairent le chemin et agissons.

En conséquence :

Nous exigeons la fin des projets d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures en sol québécois.

Nous refusons tout passage de pétrole à des fins d'exportation sur notre territoire, que ce soit par train, oléoduc ou navire-citerne.

Nous exigeons l'adoption par le gouvernement du Québec d'un plan crédible pour réduire notre consommation de pétrole de 50 % d'ici 2030 et atteindre la neutralité carbone pour 2050.

Nous exigeons que la Caisse de dépôt et placement du Québec désinvestisse le secteur des combustibles fossiles. Nous demandons aux autres gestionnaires de fonds d'investissement dont les capitaux proviennent de citoyennes et citoyens d'en faire autant. Nous agirons aussi individuellement.

L'argent de nos retraites ne doit pas appauvrir nos enfants. Il doit servir à assurer leur avenir.

Nous avons la chance de vivre sur un territoire qui regorge de sources d'énergie renouvelables. Certaines ont déjà été harnachées en inondant la taïga, en déplaçant des nations autochtones, en détournant des rivières, et en noyant épinettes, lichens et caribous. Il est de notre responsabilité de cesser de gaspiller cette énergie et de la faire travailler pour créer ici un modèle de transition écologique auquel d'autres emboîteront le pas.

Nous nous engageons à consommer moins, à produire mieux, et à contribuer à la construction d'une économie qui permettra l'amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en protégeant l'environnement.

Nous avons tout ce qu'il faut pour écologiser et humaniser notre économie. Pour entamer la transition, mobilisons talents et ressources pour la préservation de la planète et l'épanouissement des humains qui l'habitent. Créons ensemble un autre modèle en misant sur l'avenir.

Nous sommes de plus en plus nombreux à porter la voix du changement. Restons solidaires, au-delà de toutes frontières. Participons à l'éveil démocratique, à ce nouvel élan bâtisseur et créateur qui se porte à la défense du bien commun, de l'intérêt général, et qui milite sous de multiples formes avec courage pour la suite de notre monde.

Nous ne sommes pas des colonnes de chiffres. Nous sommes l'avenir. Notre engagement et notre mobilisation portent l'espoir d'une prospérité qui ne se calcule pas qu'en dollars.

Les solutions existent. Nous avons les moyens technologiques et humains qui permettent de lancer un vaste chantier de développement véritablement durable, viable, juste et équitable. Nous avons le devoir de devenir les leaders de ce nouvel élan global qui marquera le 21e siècle.

Le Québec a fait maintes fois la preuve de sa capacité à mener de grands changements, avec audace, sérieux et ingéniosité. Nos révolutions sont tranquilles, mais ce sont de vraies révolutions. Elles peuvent inspirer le monde entier.

Que celles et ceux prêts à s'engager dans cette aventure se joignent à nous : de Chisasibi à Port-Menier, de Salluit à Montréal, en passant par Québec, Chicoutimi, Gaspé, Ristigouche, Cacouna, Trois-Rivières et Sorel. Dans chaque ville et chaque village, avançons la tête haute. Comme dans la chanson de Vigneault, roulons comme baril de poudre, passons comme glace en débâcle. Ensemble, semons l'espoir.

Rallumons les feux le long de ce fleuve qui nous traverse et sur tout le territoire. Éclairons-nous les uns les autres, animés de l'amour de nos enfants, de notre pays et de notre planète.

Déferlons par milliers. Lançons la lutte pour le respect de la science, de la vie, de la démocratie.

L'eau du fleuve coule dans nos veines. Ne laissons pas la cupidité porter atteinte ni à la vie des bélugas ni à la nôtre.

Honorons la mémoire de nos frères et de nos sœurs disparus lors de la tragédie de Lac-Mégantic.

Apportons notre soutien aux Premières Nations et aux Inuits dans leurs luttes pour protéger leurs territoires.

Protégeons nos enfants, nos petits-enfants et ceux et celles qui suivront. Aujourd'hui, nous proclamons notre droit de vivre dans un environnement sain et sécuritaire. Nous nous interposerons par tous les moyens de résistance pacifique dont nous disposons. Nous ne nous battons pas pour la nature. Nous sommes la nature. Nous sommes la nature qui reprend ses droits. Rien n'arrêtera notre élan.

Liste des signataires

Camil Bouchard, Dominic Champagne, Jérôme Dupras pour Les Cowboys Fringants, Karel Mayrand, Gabriel Nadeau-Dubois, Éric Pineault, Annie Roy et Laure Waridel

Signataires

Philippe Allard Pierre Allard Benoit Aquin Laury Aspirault Pascal Assathiany Hugo Asselin François Avaré Manon Barbeau Anaïs

Barbeau-Avalette Louise Beaudoin Christian Bégin Claude Béland
Michel Bélanger André Bélisle Julie Bernard Louis Bernatchez
Emmanuel Bilodeau Geneviève Bilodeau Charles Binamée Josée
Blanchette Dominique Boisvert Vincent Bolduc Éliane Bonin
Patrick Bonin Serge Bouchard François Boulay Mélanie et Stéphanie
Boulay Pierre Bourgault André Breton Louise Brissette Astrid
Brousselle Alain Brunel Denise Brunelle Simon Bujold Pascale
Camirand Réal Capuano Caroline Caron Annie Chaloux Jean-Pierre
Charbonneau Ryoa Chung Léa Clermont-Dion Edith Cochrane André-
Pierre Contandriopoulos Damien Contandriopoulos Alex Cool-Fergus
Salomé Corbo Louis-Jean Cormier Marie-Hélène Côté Diane Croteau
François Croteau Pierre Curzi Andréanne Dallaire Danielle Dansereau
Françoise David Raphaëlle de Groot Sylvain Delagrange Alain
Deneault Coralie Deny Élise Desaulniers Yvon Deschamps Richard
Desjardins Danielle Desnoyers Domlebo Catherine Dorion Frédéric
Doyon Simon Drouin Fred Dubé Gilles Dubois Eric Duchemin Martin
Duckworth Philippe Ducros André Dudemaine Pascale Dufour Diane
Dufresne Patrick Duguay Raoul Duguay Jean-François Dumas Steve
Dumas Angélique Dupuch Miriam Fahmy Martin Faucher Éric
Ferland Luc Ferrandez Mylène Ferron Martine Gariépy Jean-François
Garneau Pierre Gaudreau Sylvain Gaudreault Catherine Gauthier
Flavie Gauthier-Chamard Philippe Gendreau Rafaëlle Germain
Renaud Gignac Margie Gillis Daniel Gingras Benoit Girouard Gaëtan
Gosselin Amandine Gournay Daniel Green Ariane Guimond Verrette
Isabelle Gusse Louis Hamelin Louis-José Houde Catherine Huard Roy
Hubler Dardan Isufi Pierre Jasmin Natasha Kanapé Fontaine Olivier
Kemeid Amir Khadir Marie Laberge Micheline Lanctot Richard
Langevin Karine Lanoie Brien Widia Larivière Hugo Latulippe Valéry
Latulippe Jici Lauzon Dominique Leduc Daniel Lemire Jean
Lemire Robert Lepage Léonie Lepage Ouellette Georges Leroux Marthe
Lévesque François Lorenzetti Shaun Lovejoy Jocelyn Maclure Ianik
Marcil Izabella Marengo Guylaine Maroist Gilles Marsolais Alexis
Martin Manon Massé Louis McComber Harvey Mead Margie
Mendell Christian Messier Suzann Méthot Natalie Michaud Isabelle
Miron Melissa Mollen-Dupuis Melissa Mongiat Jean-François Nadeau
Nancy Neamtan Jérôme Normand Éric Notebaert Rafaël Ouellet Lucie
Pagé François Papineau Mylène Paquette Lise Payette Fred Pellerin

Luc Pelletier Lise Perras Robert Perreault Dominique Pétin Lorraine
Pintal Romain Pollender André Potvin Catherine Potvin Marie-Claude
Pratte Will Prosper Marie Provost Marie-France Raynault Jean-
Pierre Revéret Judi Richards Yvon Rivard David Rivest Geneviève
Rochette Monique Rondeau Marie Saint-Arnaud Marcel Saint-Pierre
Lucie Sauvé Hugo Séguin Richard Séguin Michel Seymour Christian
Simard Geneviève Soly Daviken Studnicki Gizbert Yann Surget-Groba
François Tanguay Marie-Jo Thério Daniel Thibault Marie Tifo Céline
Trudeau Patrick Turmel Armand Vaillancourt Claude Vaillancourt
Louise Vandelac Gilles Vigneault Normand Voyer Cathy Wong
Christian Yaccarini

L'après-pétrole: oui, au plus tôt!

Par **Serge Mongeau**

Dans nos sociétés industrialisées, nous sommes totalement dépendants des combustibles fossiles (gaz naturel, pétrole). Notre mode de vie repose sur le pétrole : pour notre production alimentaire, pour nos vêtements, pour la fabrication de presque tous nos objets de consommation courante, pour nos médicaments, pour nos déplacements et le transport de nos marchandises... Et grâce aux techniques de communication modernes, nous avons répandu partout dans le monde l'idée que ce mode de vie procurait le bonheur ; aussi celles et ceux qui vivaient dans un monde sans pétrole aspirent à nous rejoindre dans notre société de consommation. La demande pour les combustibles fossiles continue donc à augmenter.

Pour le moment, l'industrie pétrolière réussit à répondre à la demande. Les sources d'approvisionnement traditionnelles ne sont pas encore épuisées, même si elles baissent rapidement ; mais avec les nouvelles technologies de fragmentation et la découverte de gisements en eaux profondes, on est assuré d'une bonne réserve ; évidemment, ces modes d'exploitation présentent plus de dangers et sont plus coûteux. Donc à mesure qu'on comptera davantage sur ces dernières sources d'approvisionnement, le coût du pétrole augmentera et mettra en question certains de ses usages, par exemple la délocalisation de certaines industries, quand les coûts du transport dépasseront les économies réalisées grâce aux salaires de famine payés dans le Tiers Monde.

Mais, en fait, même si à long terme l'augmentation du coût du pétrole menait à diverses solutions de remplacement, là n'est pas la cause prévisible de la fin des combustibles fossiles ; celle-ci viendra plutôt des conséquences environnementales de leur usage. En effet, leur combustion provoque une importante pollution de l'air ainsi que la

libération de CO₂, lequel contribue à l'effet de serre qui conduit au réchauffement du climat. Comme le Groupe international d'étude sur le climat le rappelle périodiquement, nous nous acheminons rapidement vers un dépassement des températures compatibles avec la vie sur Terre telle que nous la connaissons. La fonte des glaciers et l'augmentation du niveau des mers, avec les inondations qui en résulteront ; les sécheresses dans plusieurs régions et les pluies diluviennes ailleurs, tout cela s'ajoutera aux difficultés provoquées par l'acidification de l'eau des mers, par la raréfaction de l'eau douce et de plusieurs matières premières non renouvelables. En fait, de plus en plus de chercheurs constatent que nous semblons aller vers la fin de notre civilisation. Et si ce n'est la dégradation de notre environnement qui nous y amène, d'autres menaces aussi probables peuvent en tout moment se réaliser : une crise financière majeure, une révolte massive des exploités du Tiers Monde...

Devant un tel constat, on trouve différentes réactions. Pour certains, tout est déjà joué: profitons du temps qui reste pour vivre le plus intensément possible. D'autres, notamment les « survivalistes » américains, font des réserves pour les disettes à venir et s'arment pour se défendre de la barbarie qui ne manquera pas de s'installer. La plupart des gens se disent qu'on trouvera bien des solutions technologiques quand il le faudra; toute l'approche du « développement durable » va dans ce sens, qui estime qu'il est possible de prolonger notre civilisation fondée sur la croissance économique en développant des énergies alternatives qui nous permettront de remplacer les combustibles fossiles.

Enfin, pour les promoteurs de la décroissance ou les « objecteurs de croissance », c'est tout un changement de paradigme qui s'impose pour notre survie collective: il faut sortir du capitalisme et fonder notre société sur d'autres valeurs que la consommation et l'accumulation de richesse.

D'ailleurs, les objecteurs de croissance estiment que même si nous arrivions à trouver les moyens de prolonger le système actuel, nous aurions tout intérêt à le changer ; comment peut-on se contenter d'une société qui permet de telles inégalités avec toutes les conséquences que

cela entraîne¹, qui détruit toutes les solidarités pour cultiver toujours davantage un individualisme forcené, qui réduit l'immense majorité des humains au statut de travailleurs aliénés, qui manipule les consciences pour arriver à un consentement fabriqué? Nos vies ont de moins en moins de sens, nous perdons notre humanité. Que nous le fassions volontairement ou non, il faut changer.

Si nous attendons les catastrophes, nos gouvernements auront la responsabilité de prendre les décisions qui s'imposeront ; sans doute suivront-ils la voie qu'ils empruntent déjà, celle du Marché ; la raréfaction des ressources mènera à l'augmentation de leurs coûts, ce qui signifie que les plus riches continueront à avoir accès à tout ce qu'ils désirent. On mettra de l'avant les solutions qui maintiennent les privilèges de ceux qui dominent ; on voit ce que cela donne dans la Méditerranée, avec les réfugiés d'Afrique.

Il n'y a aucun doute là-dessus : la fin de la croissance économique est imminente. Aussi bien choisir la façon de s'y adapter qu'attendre qu'elle nous soit imposée. Surtout que nous avons tout à gagner d'aller au plus tôt dans cette voie.

La décroissance conviviale

Les objecteurs de croissance se refusent à proposer un modèle « tout inclus » de la société qu'ils et elles jugent souhaitable. Ils s'entendent cependant sur un certain nombre de principes qui devraient la caractériser :

- l'équité ; tous devraient avoir accès aux ressources pour satisfaire leurs besoins essentiels, et l'écart entre les revenus devrait être considérablement réduit par rapport à ce qu'il est maintenant ;
- le collectif : répondre le plus possible à nos divers besoins par des solutions collectives, plus économiques en ressources et génératrices de contacts et de solidarité ;
- le local : rendre nos communautés plus autonomes en

¹ Voir à ce sujet le remarquable livre L'égalité c'est mieux. Pourquoi les écarts de richesse ruinent nos sociétés de Richard Wilkinson et Kate Pickett, Écosociété 2013.

développant nos capacités de répondre sur place à nos besoins, en alimentation notamment, mais aussi en énergie, en production de biens de consommation. Cela diminuerait les besoins en transport générés par la mondialisation et amènerait la création d'emplois locaux ;

- la sobriété : il faut réduire notre empreinte écologique et diminuer notre consommation, par une réduction de la publicité, par un frein à l'obsolescence planifiée, par une réduction de la taille de nos maisons...
- la démocratie : nous devons tous pouvoir participer aux décisions qui nous concernent et pour cela multiplier les lieux de discussion et les mécanismes de participation.

Avec de tels principes, nous diminuerions nos importations ; donc, moins de transport et moins de production de CO2 et plus de production locale. Dans l'alimentation par exemple, le passage de l'agriculture industrielle à une agriculture écologique se traduira par une amélioration de la qualité de notre alimentation, une diminution des transports et la création d'un grand nombre d'emplois locaux. La recherche d'une prolongation de la vie de nos objets de consommation amènera la renaissance de l'artisanat, des métiers de réparation et des services d'échange et d'emprunt. La densification de nos lieux de vie notamment par la mixité des fonctions (habitation, travail, consommation et loisirs) diminuera nos besoins en transport.

Au total, nous aurons des communautés fondées sur des échanges réels, au lieu du virtuel qui prend constamment plus d'importance dans nos sociétés: des contacts humains, qui répondent à nos besoins grégaires profonds. Nous diminuerons notre travail hétéronome (commandé par l'extérieur) pour développer notre autonomie et nos diverses capacités ; nous aurons du temps pour donner une qualité à notre vie et reprendre contact avec la nature. Nous cesserons de compter sur l'exploitation du Tiers Monde pour assurer notre consommation au plus bas prix possible.

Et ainsi nous pourrions retrouver notre dignité humaine.

La décroissance soutenable comme sortie du capitalisme

Par Yves-Marie Abraham

L'idée d'une « décroissance soutenable » a émergé voilà un peu plus de dix ans dans certains pays d'Europe latine (France, Espagne et Italie), en opposition notamment à l'idéologie du « développement durable ». Elle a commencé depuis à se diffuser dans la plupart des pays occidentaux. Le manifeste publié en 2007 par le Mouvement Québécois pour une Décroissance Conviviale (MQDC) présente cette idée comme une solution aux crises sociale, politique, écologique et symbolique que connaissent nos sociétés. Rien de moins¹. En quoi consiste cette « solution »? Sur quel diagnostic de l'état du monde se fonde-t-elle? Quelles voies de sortie de crises sont proposées concrètement par les « objecteurs de croissance »? Telles sont les trois questions auxquelles le texte qui suit tentera de répondre.

Qu'est-ce que la « décroissance soutenable »?

Les partisans de la « décroissance » utilisent ce mot d'abord et avant tout comme un slogan, un slogan volontairement provocateur ou encore, comme un « mot-obus », selon l'heureuse expression du politologue Paul Ariès; un « mot obus » destiné à pulvériser, détruire, une évidence, un dogme : la nécessité de garantir au sein de nos sociétés une croissance économique continue².

Le terme de décroissance a donc un sens normatif. Ni concept, ni programme, il exprime un mot d'ordre politique, que l'on peut formuler comme suit : nos sociétés doivent rompre avec la poursuite d'une

¹ Consultable en ligne : <http://www.decroissance.qc.ca/manifeste>

² Rappelons brièvement que la croissance désigne l'augmentation de biens et de services, ayant une valeur monétaire, produits par une population donnée.

croissance illimitée, elles doivent mettre un terme à cette course sans fin à la production de marchandises, dans laquelle elles sont embarquées; à tout le moins, il est urgent de questionner, d'interroger, de remettre en cause l'évidence de la croissance et, avec elle, l'idée (formalisée par l'économie politique classique) selon laquelle cette croissance est une condition nécessaire du bonheur de l'humanité.

Celles et ceux qui se rassemblent derrière ce mot d'ordre présentent généralement comme des « objecteurs de croissance », manière de souligner que la décroissance économique n'est pas un objectif en tant que tel et que reste ouverte la question des finalités de notre existence collective. Il ne s'agit pas non plus, comme certains détracteurs de la décroissance l'affirment, de prôner un « retour en arrière », mais simplement, si l'on peut dire, de sortir de la trajectoire « croissanciste » suivie par nos sociétés, de « faire un pas de côté », selon une autre expression favorite de Paul Ariès.

Pour ces raisons, le terme d'« a-croissance » serait peut-être plus approprié pour nommer ce dont il est ici question, comme le suggère Serge Latouche, l'un des principaux théoriciens actuels de la décroissance. Prôner une décroissance infinie n'a pas plus de sens que d'en appeler à une croissance infinie. Le mot « décroissance » reste néanmoins privilégié par les promoteurs de cette idée. Tout d'abord, parce qu'il demeure plus facile à utiliser, surtout à l'oral, que le mot « a-croissance ». Ensuite, parce qu'il est provocateur et suscite immédiatement le débat, ce que cherchent précisément à produire les objecteurs de croissance. Enfin, parce qu'il est irrécupérable par les défenseurs de la croissance, contrairement à la notion de « développement durable ».

L'ajout de l'adjectif « soutenable » au mot décroissance permet de souligner qu'il s'agit d'un choix assumé, d'une décroissance volontaire, et non pas subie. La décroissance involontaire, la décroissance subie, c'est ce que l'on appelle une récession ou, plus grave, une dépression. Dans une société croissanciste, c'est dramatique. La décroissance soutenable se présente au contraire comme le projet d'une sortie en douceur, d'une sortie contrôlée, de cette course à la croissance dans laquelle nous sommes embarqués. Sous-entendu : la décroissance

économique va de toute façon s'imposer, ne serait que pour des raisons écologiques. Il s'agit donc d'anticiper ce choc pour, au minimum, en atténuer la violence.

Naissance et renaissance d'une idée

D'où vient cette idée de « décroissance soutenable »? La notion elle-même apparaît dans le débat public en tant que slogan au début des années 2000. Mais l'idée est plus ancienne. On peut considérer qu'elle a commencé à faire son chemin au tournant des années 1970, même si l'on repère quelques penseurs « décroissancistes » dès le XIX^e siècle³. La publication de « *The Limits to Growth* », alias le « Rapport Meadows », par le Club de Rome en 1972, constitue sans doute l'un des événements fondateurs de « l'objection de croissance ».

La critique de la croissance prend ensuite de l'ampleur tout au long des années 1970. Les « objecteurs de croissance » ont même compté alors dans leurs rangs un président de la Commission européenne, Sizzo Mansholt! C'est aussi l'époque où les auteurs qui nourrissent aujourd'hui l'essentiel de la pensée décroissanciste publient leurs principaux ouvrages : Ivan Illich, Jacques Ellul, André Gorz, Cornelius Castoriadis, Nicholas Georgescu-Roegen, pour ne citer que les plus importants.

Mais pendant les vingt ans qui suivent, la critique de la croissance disparaît presque du débat public. On peut faire l'hypothèse que les récessions des années 1980 et 1990 n'ont pas favorisé la mise en cause de la croissance. Difficile sans doute de prôner une décroissance volontaire en période de décroissance forcée (ou de ralentissement

3 Signalons en particulier John Stuart-Mill (1806-1873), qui défendit la possibilité d'une économie stationnaire, ainsi que Sergei Podolinsky (1850-1891), qui tenta d'alerter Marx et Engels sur les limites thermodynamiques de la croissance capitaliste. On peut aussi mentionner le géographe allemand Ernst Friedrich (1867-?) pour qui la révolution industrielle reposait sur une « économie de pillage » (*Raubwirtschaft*). Mais il y eut également le socialiste utopiste William Morris (1834-1896) ou encore David Thoreau (1817-1862) qui, chacun à sa façon, développèrent une critique radicale de la société industrielle.

de la croissance). Par ailleurs, les autorités politiques et économiques occidentales ont travaillé énergiquement pour imposer un discours beaucoup plus réformiste, celui du « développement durable », qui prétend en quelque sorte pouvoir tout changer, sans rien changer vraiment...

Le projet d'une décroissance volontaire refait surface au début des années 2000, en France initialement semble-t-il, d'abord pour contester l'idéologie du « développement durable », accusée d'encourager à « polluer moins pour polluer plus longtemps ». Mais il s'agit aussi de remettre en question le développement tout court. C'est l'objectif d'un important colloque organisé par l'UNESCO en 2002, intitulé « Défaire le développement, refaire le monde ». Rassemblés autour d'Ivan Illich, les participants appellent à cesser de vouloir imposer au reste du monde, en particulier aux pays les moins « développés », un modèle de société intenable, à tous points de vue.

À partir de cette date, la décroissance commence à faire l'objet d'une intense activité éditoriale. Par ailleurs, divers groupes d'objecteurs de croissance se constituent, en France et dans les pays voisins. Le Mouvement Québécois pour une Décroissance Conviviale (MQDC) est lancé quant à lui en juillet 2007, à la suite d'un premier colloque sur la décroissance organisé à l'UQAM. En France, un Parti pour la décroissance (PPLD) voit même le jour en 2005, bien que pareil projet ne fasse pas l'unanimité chez les partisans de la décroissance.

Parallèlement, l'idée de décroissance est devenue un objet de recherches académiques. Une première conférence internationale est organisée à Paris en avril 2008, à l'initiative d'une ONG dédiée à la diffusion de l'idée de décroissance : « Research & Degrowth ». Quatre autres ont suivi depuis (dont une à Montréal en 2012), accueillant chaque fois un nombre croissant de participants! Dans le monde anglo-saxon, plusieurs chercheurs importants se sont ralliés à la bannière décroissanciste : citons notamment Tim Jackson en Angleterre, Peter Victor au Canada ou encore Herman Daly et Richard Heinberg aux États-Unis.

La « décroissance soutenable » est donc désormais bien plus qu'un slogan. Peut-on parler d'un mouvement social ou politique? Le terme de « mouvance » conviendrait mieux sans doute, tant l'association dont il est ici question est encore informelle. Son ambition n'en reste pas moins considérable : il s'agit bien de faire valoir la nécessité d'un changement de civilisation, avant que celle-ci ne s'effondre.

Pourquoi faire « objection de croissance »?

La critique écologique, inspirée au départ d'auteurs tels que Bernard Charbonneau, André Gorz ou Nicholas Georgescu-Roegen, constitue bien entendu l'un des éléments clefs de l'argumentaire décroissant. Dans son principe, elle consiste à rappeler qu'une croissance économique infinie dans un monde fini est impossible. On peut certes trouver ou inventer des substituts à nombre de « ressources naturelles », mais pas à toutes. Par quoi remplacer de l'eau buvable, de l'air respirable, de la terre fertile, demandent les objecteurs de croissance? Il n'y a pas non plus de réels substituts aux énergies fossiles.

Contre ceux qui font valoir que nos économies tendent à se dématérialiser, donc à réduire leur impact écologique, cette critique souligne également que les activités de service n'ont pas remplacé les activités industrielles. Elles s'y sont ajoutées, ces dernières ayant été simplement délocalisées dans des contrées lointaines. En outre, l'économie du savoir fonctionne sur la base d'infrastructures matérielles souvent très lourdes, consommant notamment beaucoup d'énergie (par exemple les serveurs qui permettent à Google de fonctionner). Plus fondamentalement encore, la notion de marchandise immatérielle est un non-sens. Au minimum, les services sont assurés par des humains qui doivent se nourrir, se vêtir, se loger, être éduqués, soignés, etc. Quant aux idées, elles ne peuvent devenir marchandises sans être « matérialisées » d'une façon (livres, fichiers numériques, etc.) ou d'une autre (orateur humain!). La croissance économique suppose donc forcément la croissance de la consommation de ressources matérielles. Un découplage absolu entre ces deux phénomènes n'est pas possible.⁴

4 Jackson, T. (2010) [2009]. *Prospérité sans croissance*. Paris: De Boeck-Etopia.

Par ailleurs, la critique écologique conteste les espoirs qui sont placés dans le développement de technologies moins gourmandes en « ressources naturelles » et les efforts en matière d'« éco-efficience ». Dans une société de croissance, tout moyen d'économiser de l'énergie ou des ressources, va en fait favoriser la consommation d'énergie ou de ressources - nos voitures consomment moins d'essence, ce qui nous permet de faire plus de kilomètres. C'est le principe de « l'effet rebond »; un phénomène repéré par l'économiste Stanley Jevons dès la fin du XIX^e siècle et dont les objecteurs de croissance ne cessent de rappeler l'existence⁵

Enfin, ceux-ci dénoncent le caractère inapplicable du principe de l'internalisation des externalités ou du pollueur/utilisateur-payeur. Mis en œuvre de manière rigoureuse, c'est-à-dire dans l'intention ferme de réduire la consommation de ressources naturelles et la production de déchets, ce principe devrait avoir des effets récessifs sur l'économie. Autrement dit, il risque de conduire à la décroissance, mais à une décroissance forcée, ce qui est toujours dramatique dans une société de croissance. C'est pourquoi ce principe a toutes les chances de n'être jamais vraiment appliqué dans le contexte actuel.

Le discours « décroissanciste » ne se réduit pas cependant à souligner les limites écologiques de la croissance économique. Comme le répète à l'envi Paul Ariès, l'un de ses principaux partisans : « Même si une croissance infinie était possible, surtout si elle était possible, ce serait déjà une bonne raison de la refuser pour rester des humains »⁶.

Pour les objecteurs de croissance, celle-ci en effet n'est pas seulement destructrice de la biosphère, notre unique habitat. Dans la mesure où elle nous place tous en concurrence les uns contre les autres, cette course, affirment-ils, est aussi épuisante pour nos sociétés, dont elle ne cesse de fragiliser la cohésion. À cette critique sociologique, inspirée parfois de travaux contemporains tels que ceux de Michel Freitag au Québec ou de Jacques Généreux en France, s'ajoute une critique

5 Schneider, F. (2003). « L'effet rebond ». L'Écologiste 11:45-46.

6 Entretien dans L'Écologithèque, 28 avril 2010, consultable en ligne : <http://www.ecologitheque.com/itwaries.html>

d'ordre psychologique : la course à la croissance est également jugée épuisante pour nous tous qui sommes forcés de produire (ou contribuer à produire) des marchandises que d'autres voudront bien acheter, sous peine de perdre tout moyen d'existence et de rester sur la touche. Pour les décroissants, les actuelles épidémies de stress au travail, de burn-out et de dépressions, sont symptomatiques de cet épuisement. Ce n'est pas pour rien qu'il y a belle lurette que l'on n'observe plus de corrélation entre le PIB et les indicateurs (subjectifs et objectifs) de bien-être.⁷

Par ailleurs, la croissance est accusée d'être un facteur d'injustices. La critique est triple en fait. Premièrement, cette course à la production de marchandises est qualifiée d'inégale, ne favorisant qu'une minorité aux dépens de la majorité, que ce soit au sein de nos sociétés ou dans les rapports Nord-Sud (voir notamment les travaux de Joan Martinez Alier sur la justice environnementale⁸). Deuxièmement, la destruction de la biosphère que suppose la croissance est considérée comme injuste vis-à-vis des générations futures, puisqu'elle fragilise leurs conditions d'existence. Troisièmement, pour certains décroissants au moins, il y a aussi injustice à l'égard des êtres vivants non humains (les animaux en particulier) dont les possibilités d'existence déclinent à mesure que l'espèce humaine occupe plus de place sur la planète et dégrade « l'environnement », deux conséquences de la croissance économique.

Enfin, une dernière série de critiques consiste à dénoncer le caractère aliénant de la croissance. D'une part, accusent les « décroissants », parce qu'elle est fondée sur le progrès technoscientifique, cette course nous rend toujours plus dépendants de la technique et toujours plus soumis aux machines – on peut choisir sa marque de voiture, mais on n'a pas le choix de vivre sans voiture. C'est ce qu'Ivan Illich appelait le « monopole radical », situation dans laquelle un outil ou une technique industrielle devient incontournable et finit ainsi par réduire notre autonomie. Cette critique de la technoscience est également inspirée des travaux de Gunther Anders, Jacques Ellul ou encore Alain Gras, pour citer un auteur plus récent et lui-même partisan de la décroissance.

7 Gadrey, J. (2015) Adieu à la croissance, Paris : Les Petits Matins.

8 Martinez-Alier, J. (2014) [2011] L'écologisme des pauvres. Paris : Les Petits Matins

D'autre part, remarquent les objecteurs de croissance, il n'est pas possible de refuser de contribuer à la production de marchandises, sous peine d'être marginalisé ou condamné à des rapports de dépendance très contraignants. « La loi de la valeur », comme disait Marx, s'impose à tous, aux « bourgeois » comme aux « prolétaires ». Impossible de s'y soustraire. Il ne s'agit donc pas tant de libérer le Travail du Capital, que de se libérer du travail. Plutôt que de tenter de mettre l'économie au service du peuple (ou de « l'humain », comme on dit aujourd'hui), on doit « sortir de l'économie » affirme Serge Latouche.

Destructrice, injuste et aliénante : telles sont donc, en résumé, les accusations portées contre la croissance par les partisans d'une décroissance soutenable. Aucune de ces critiques n'est originale. Ce qui l'est, c'est leur combinaison. Tout l'intérêt du discours décroissanciste est là. Sa difficulté aussi, car il consiste à tenter de rallier des « camps » qui au mieux s'ignorent et parfois s'affrontent – la critique écologique et la critique socialiste, par exemple, ou encore la critique anti-industrielle et la critique marxiste.

Comment se libérer du dogme de la croissance?

Les objecteurs de croissance sont régulièrement accusés d'utopisme. L'un des arguments les plus fréquents qui leur est opposé peut être formulé comme suit : il est dans la nature de l'être humain que de chercher perpétuellement à améliorer son sort, notamment sur le plan matériel; la croissance économique est donc un phénomène naturel. Par conséquent, si l'espèce humaine est vraiment en train de détruire la planète, si nous sommes bel et bien entrés dans l'« anthropocène »⁹, il faut réduire le nombre d'humains sur Terre. C'est la seule manière de régler la question écologique.

À l'accusation d'utopisme, les décroissants répondent que l'utopie est de penser qu'une croissance infinie dans un monde fini est possible. Sans

9 Ce terme a été proposé pour souligner le fait que les activités humaines ont désormais un tel impact sur la planète, que l'on peut considérer que nous sommes entrés dans une nouvelle ère géologique.

nier les problèmes graves que pose l'actuelle croissance démographique, notamment sur un plan écologique et sur un plan éthique (vis-à-vis des autres êtres vivants), ils s'accordent généralement pour dire que ce n'est pas notre nombre qui constitue la menace essentielle pour l'avenir de l'humanité. « Il n'y a pas trop d'humains sur terre, il y a trop de voitures », comme le disent certains, manière de mettre en cause avant tout un certain mode de vie, et au-delà un modèle de société, dont la forte croissance démographique n'est jamais qu'un effet. Selon eux, les humains ne sont pas naturellement ces égoïstes aux besoins infinis que nous avons tendance à être. Ce comportement est la conséquence du capitalisme, pas sa cause.

Une part au moins des objecteurs de croissance s'entendent sur la nécessité de mettre un terme à l'augmentation du nombre d'humains sur Terre, à condition toutefois que cela ne se fasse pas de manière autoritaire, mais plutôt en garantissant aux femmes le contrôle véritable de leur capacité de reproduction. Tous cependant soulignent que l'essentiel n'est pas là : il faut surtout rompre avec notre mode de vie et le modèle de société qui le rend nécessaire. Dans cette perspective, la première exigence à satisfaire est la « décolonisation de notre imaginaire », selon une expression chère à Serge Latouche. Autrement dit, il s'agit avant tout de réussir à se libérer de l'idée selon laquelle la croissance économique est une nécessité. C'est la raison pour laquelle les objecteurs de croissance continuent à utiliser le mot « décroissance », qui heurte l'imaginaire occidental, au contraire de la notion de « développement durable ».

Outre l'idée de « croissance », le travail de décolonisation qu'appellent de leurs vœux les décroissants doit porter sur d'autres évidences constitutives de la vision du monde propre à l'Occident moderne : notre progressisme, notre anthropocentrisme, notre économisme, notre naturalisme, etc. Pour questionner ces évidences, les théoriciens de la décroissance pratiquent fréquemment ce que Louis Dumont appelait le « détour anthropologique », c'est-à-dire la mise en contraste de notre monde avec d'autres mondes humains, non pas en l'occurrence pour les prendre en modèles, mais pour « dénaturiser » le nôtre. La littérature décroissanciste s'appuie ainsi régulièrement sur des travaux

d'anthropologues, provenant en particulier du champ de l'anthropologie économique : Karl Polanyi, Louis Dumont, Pierre Clastres, Marshall Sahlins ou plus récemment Philippe Descola.

Cela dit, même ceux qui soulignent la dimension culturelle de notre croissancisme ne considèrent pas que la transition se jouera uniquement « dans nos têtes », quoiqu'en disent certains critiques. Pour la plupart des objecteurs de croissance, il s'agit de rompre concrètement avec une forme de vie sociale bien réelle : le capitalisme, que celui-ci soit d'entreprise ou d'État. Dans cette perspective, ils privilégient trois types de stratégies : 1) l'expérimentation individuelle (simplicité volontaire) et surtout collective de modes de vie ou au moins de pratiques en rupture avec nos sociétés productivistes et consuméristes; 2) le militantisme politique, exercé soit au sein d'organisations ad hoc soit au sein de mouvements politiques déjà existants, dans un but de sensibilisation du plus grand nombre aux idées de la décroissance; 3) la réflexion critique et l'élaboration de propositions politiques (programmes, projets,...) cohérentes avec les idées de la décroissance. Pour éviter les dérives et les apories propres à chacune de ces stratégies, celles-ci sont combinées, autant que faire se peut.¹⁰

Principes d'économie politique « décroissanciste »

Une première série de propositions fréquemment mises en avant par les objecteurs de croissance relèvent d'une démarche d'« autoproduction ». L'emploi de ce terme ne signifie pas que la décroissance impliquerait que chacun d'entre nous produise lui-même ce qu'il consomme. Ce que préconisent les décroissants, c'est que nous produisions non plus pour gagner de l'argent, mais pour subvenir à nos besoins. En d'autres termes, il s'agit de viser la fin du salariat (ou du moins sa marginalisation). Pour saper ce rapport social fondateur du capitalisme, les objecteurs de croissance prônent en particulier une réduction drastique du temps de travail (pas plus de 2 à 3 jours de travail par semaine), un système de revenu inconditionnel garanti ou, mieux encore, une Dotation

10 Voir en particulier à ce sujet : Lepesant, M. (2013), Politique(s) de la décroissance, Paris : Utopia.

Inconditionnelle d'Autonomie sous la forme d'un ensemble de biens et de services permettant à chacun de vivre sans avoir à vendre sa force de travail¹¹. Le temps disponible pourrait ainsi être utilisée à produire, seul et ensemble, ce dont nous avons besoin, dans des limites établies collectivement. Un revenu maximum autorisé serait d'ailleurs fixé. Cela dit, reprendre le contrôle de nos existences requiert aussi de se débrancher des macro-systèmes techniques et de s'inscrire dans des circuits économiques courts.

L'autoproduction n'est envisageable qu'à la condition que les humains aient accès aux moyens matériels et intellectuels de satisfaire leurs besoins. Cela suppose la dé-privatisation du monde et sa « mise en commun », d'où la notion de « communalisation » que nous proposons d'utiliser pour désigner ce deuxième principe. Il implique le refus de la propriété, qu'elle soit privée ou collective, ainsi que la limitation de la consommation humaine actuelle, puisque cette mise en commun concerne tout autant les générations futures que les êtres vivants non humains. S'il faut partager équitablement avec tous ces autres êtres, il n'est plus possible d'exploiter la planète et de la polluer comme nous le faisons actuellement. L'espèce humaine doit cesser également de croître. Pratiquement, les objecteurs de croissance privilégient la production de biens et de services collectifs (habitat, transports, etc.). Ils sont favorables à la gratuité de tout ce qui correspond à un besoin essentiel (l'eau à boire) et au renchérissement de ce qui ne l'est pas (l'eau des piscines). Concernant la terre, un dispositif tel que celui des fiducies foncières, agricoles notamment, correspond d'assez près à la forme de « possession » que privilégient les décroissants.

Troisième principe sous-jacent à bon nombre de propositions décroissancistes : la « coopération ». Ce qui est visé ici, c'est l'élimination ou la marginalisation des rapports de concurrence et de compétition entre humains, ainsi que des rapports de domination aussi bien entre humains, que vis-à-vis des non humains. Il s'agit de valoriser et de développer des relations de réciprocité entre les êtres

11 Sur la Dotation Inconditionnelle d'Autonomie, voir le très intéressant : Liegey, V. et alii (2014) Un projet de décroissance, Montréal : Écosociété.

vivants, fondées autant que faire se peut sur le principe du don/contre don. Cela peut inclure l'échange entre humains sur des marchés, mais exclut le principe de la concurrence généralisée que l'on trouve au fondement de l'idéologie néolibérale. Concrètement, les objecteurs de croissance privilégient, entre humains, l'entraide, le modèle coopératif, de même que ce que l'on appelle aujourd'hui le « travail collaboratif ». Ils souhaitent le développement de dispositifs tels que l'Agriculture soutenue par la communauté (ASC) ou les Systèmes d'échanges locaux (SEL). Par ailleurs, ce sont de fervents partisans de la permaculture, qui permet de se nourrir abondamment sans « exploiter » la flore et la faune comme dans le cadre de l'agriculture industrielle. Fondée sur l'imitation des processus naturels, la permaculture implique des rapports de réciprocité entre les êtres.

La « démocratisation » nous semble être le quatrième et dernier principe que l'on retrouve au fondement de l'idéologie de la décroissance. La plupart des objecteurs de croissance s'entendent pour considérer que nos sociétés n'ont de démocratiques que le nom, et que nous vivons en réalité dans des oligarchies ploutocratiques et « expertocratiques ». La première urgence donc, et la condition de possibilité d'une transition volontaire vers une société post-croissance, c'est une révolution démocratique. Pour les uns, cette révolution est possible dans le cadre de nos États-nations, pour les autres l'État constitue au contraire un obstacle qu'il convient d'abattre ou d'esquiver. Tous soulignent la nécessité que les humains puissent débattre librement des finalités de la vie collective (en tentant de donner une voix aux non humains) et fixer collectivement les normes d'une « vie bonne ».

Ceci justifie le fait de ne pas établir a priori un programme « décroissantiste » complet et implique que les solutions choisies varient selon les endroits et les personnes qui les ont conçues. Plus question notamment de dicter aux pays du Sud ce qu'ils ont à faire. Il est impératif de laisser enfin leurs habitants décider de leur sort. Au Nord, le débat démocratique exige entre autres choses la limitation de la publicité, véritable outil de propagande capitaliste, et la lutte contre la concentration des médias. En somme, et contrairement à ce que prétendent certains de leurs détracteurs, les objecteurs de croissance

ne sont pas du tout favorables aux solutions autoritaires, bien au contraire. Ils envisagent le projet de décroissance soutenable comme le moyen d'éviter justement les dérives éco-fascistes que les crises environnementales risquent de provoquer.

Le possible et le probable

Peut-on envisager, dans un pays comme le Québec, que se mette en place une politique de décroissance, avec pour horizon l'émergence d'une société post-croissance? Un scénario possible et souhaitable¹² pourrait être le suivant :

- 1) développement spontané, comme c'est le cas en de nombreux endroits aujourd'hui, d'expérimentations collectives à échelle locale (jardins et ateliers autogérés, monnaie locale, réseau d'échange de services, co-habitat, partage d'outils et de moyens de transport, coopératives d'achats, éducation populaire, etc.); expérimentations reposant sur les quatre principes évoqués plus haut;
- 2) les bénéfices collectifs de ces dispositifs s'avèrent suffisamment probants pour convaincre des autorités municipales ou régionales de soutenir cette floraison (gratuité des transports ou mise à disposition de terres, par exemple);
- 3) fortes de ce soutien, d'autres alternatives concrètes se mettent alors en place, un réseau à la fois plus dense et plus étendu se constitue, ses différents éléments collaborent;
- 4) de par ses réussites et son poids politique, ce réseau finit par obtenir un soutien plus important de la part des autorités en place, y compris au niveau national, par exemple sous la forme d'une réduction significative du temps de travail ou de la création expérimentale d'un revenu inconditionnel d'existence - le cas s'est présenté dans la ville de Dauphin au Manitoba dans les années 1970.
- 5) un nombre croissant de personnes n'ont plus besoin d'être salariées pour vivre; la relocalisation (ouverte) des activités

12 Inspiré de Liegey, V. et alii, op. cit., p. 120-127.

économiques est en marche, les alternatives concrètes se diversifient et contribuent à « décoloniser l'imaginaire »;

6) les soutiens à ces alternatives se multiplient de la part des différents paliers de gouvernement; le principe d'un revenu inconditionnel d'existence est étendu à toute la population, à titre transitoire, en attendant d'être remplacé par une Dotation Inconditionnelle d'Autonomie (DIA), c'est-à-dire un droit d'accès à des biens et des services essentiels, administrés de façon démocratique, à l'échelle municipale autant que possible.

Une variante de ce scénario pourrait débiter par la prise de pouvoir à l'échelle municipale (dans une ville moyenne) d'une équipe ayant pour programme explicite la réalisation d'un scénario proche de celui qui vient d'être esquissé. C'est pour une part ce qui a commencé à se passer à Grenoble en France, depuis l'entrée en fonction d'une nouvelle équipe municipale associant écologistes et socialistes.

Voilà pour le possible. Qu'en est-il du probable ? Il y a au moins deux obstacles majeurs à la réalisation du scénario précédent. Le premier est que cette politique de décroissance suppose de contester l'accaparement d'une quantité énorme de richesses par une minorité et la centralisation du pouvoir qui l'accompagne. Autrement dit, la décroissance passe par des formes d'expropriation, auxquelles évidemment les principaux intéressés vont s'opposer de toutes leurs forces. Et ces forces sont considérables. Le second obstacle tient au fait que le « système » fonctionne encore suffisamment bien pour ne pas faire l'objet de remises en question fondamentales ailleurs que sur ses marges. Pour le moment, la plupart des habitants du Québec sont nourris, logés, soignés et divertis sans trop de difficultés. Même si c'est de façon souvent très médiocre, force est de constater que les besoins élémentaires du plus grand nombre sont satisfaits. L'habitude et les médias de masse font le reste, en contribuant à rendre ce mode de vie acceptable et même enviable. Dans ces conditions, les élites au pouvoir n'ont pas grand-chose à craindre.

Pour que la situation évolue vers une contestation de l'ordre en place, il faudrait sans doute que se produisent des crises importantes, entraînant

une récession grave, comme c'est le cas actuellement, par exemple, en Espagne et en Grèce. Il y a de fortes chances que de telles crises surviennent au cours des décennies à venir, notamment sous la forme de catastrophes écologiques. On ne peut évidemment les souhaiter. Ce type d'événements affecte toujours en priorité les plus démunis et les plus faibles. Il suscite en outre bien souvent des réactions violentes, comme en atteste encore aujourd'hui, le succès du parti fasciste Aube Dorée en Grèce. Et ces réactions peuvent justifier à leur tour la mise en place de formes très autoritaires et très violentes de gouvernement.

Militer en faveur de la « décroissance soutenable », c'est croire qu'il est encore possible de mettre en œuvre une décroissance choisie avant que ne s'imposent une décroissance subie et ses conséquences funestes. Mais il faut sans doute admettre que ce possible est de moins en moins probable. Le mot d'ordre de Gramsci n'a rien perdu de sa pertinence : «Pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté».

SECTION IV
Documents

L'innovation sociale : Quête du Graal, épopée don quichotienne ou utopie réaliste?

Par **Jean-Marc Fontan**

Depuis la révolution néolithique, une question socioculturelle centrale hante l'histoire de l'humanité. Celle de la persistance des injustices sociales (Darmangeat, 2013). Malgré les quelque douze mille ans d'histoire qui nous séparent de cette révolution, malgré les avancées et les prouesses sociotechniques réalisées depuis, les injustices sociales persistent, s'approfondissent et se complexifient. Dit simplement, en termes d'écart sociaux, nous n'avons jamais été aussi développés et aussi injustes entre nous que nous ne le sommes aujourd'hui. Dans cet article, nous questionnerons la possibilité d'un futur où nous pourrions « bien vivre » sans avoir recours ni aux injustices sociales, ni aux prédatons écologiques. En clair, nous défendons l'hypothèse que la quête humaine de grandeur pour une animalité distincte, autodéfinie et autoréférentielle, peut se concrétiser sans passer par l'utilisation de rapports sociaux discriminants.

Comment y parvenir ? Nous pourrions demander aux Dieux d'agir à notre place. Mais voilà, toutes religions confondues, ils sont complètement indifférents à cette requête. Nous pourrions tout aussi bien attendre que la Nature s'en charge. Malheureusement, elle semble avoir momentanément légué le gouvernail de notre destinée à notre seule responsabilité.

Dès lors, l'épineuse question sociale que représente le développement de l'humanité à partir de logiques d'actions misant sur l'injustice sociale demande à être réglée par nous seuls. Si nous avons été capables d'inventer l'inégalitarisme et d'instituer des rapports sociaux avilissants qui engendrent de profondes fractures sociales, si nous avons été en mesure d'élever l'inégalitarisme au rang des principes premiers guidant le fonctionnement des sociétés humaines, nous pourrions tout aussi bien

décider de faire autrement en faisant de l'inclusivité, du solidarisme, de l'égalitarisme et de l'écologisme les principes forts de structuration de notre devenir.

La thèse que nous explorons ici est celle du travail possible des sociétés sur elles-mêmes afin d'en arriver à une situation acceptable d'équilibre entre justice sociale et justice écologique. Pour cela, un type particulier de travail est requis (Lafaye et Thévenot, 1993). Un travail ardu, laborieux, conflictuel à partir duquel nous aurons à adopter des comportements, des savoirs, des mentalités, des croyances et des mécanismes de production et de reproduction sociétaux qui seront fondamentalement fondés sur le respect des droits individuels et collectifs et sur la pleine prise de responsabilités de nos actions tant envers nos semblables qu'à l'égard des autres espèces et de la nature en général. Pour y parvenir sont requis des arrangements institutionnels novateurs, fondamentalement déconnectés de ceux promus et utilisés par les grandes figures qui ont marqué l'histoire au cours des cinq derniers millénaires.

Rappelons que tout processus institutionnel enferme dans un moule culturel un ensemble de règles à suivre, de sanctions à imposer, de contraintes à respecter. L'institutionnalisation de règles, de sanctions et de contraintes découle essentiellement d'actions humaines et donc de choix faits par des humains d'agir ou non de façon juste ou injuste. La question au cœur de tout processus d'institutionnalisation est donc celle des limites à transgresser ou non. Si le progrès sociotechnique transite par l'adoption de nouveaux arrangements institutionnels, et si nous voulons que ces derniers soient justes, il faut apprendre à baliser les frontières du progrès afin d'éviter tout dérapage. Avec le passage à la modernité, nous n'avons pas défini un cadre déontologique clair sur « jusqu'où nous pouvons aller » et surtout « sur ce qu'il est inadmissible de faire » (Boisvert, 2001).

Tout le problème est là. Si nous observons au sein des sociétés humaines une volonté historique de progrès sociotechnique et une marche dans et par ce dernier, laquelle volonté devient encore plus présente à partir de la Renaissance, cette volonté a toujours été en situation de tension entre

au moins deux grandes orientations. Une première logée à l'enseigne de la modestie, du non négociable, du « développement ultra lent » ou carrément du développement figé (à l'image des sociétés Bushman). Et une deuxième paradant sur le char allégorique de l'arrogance pour ne pas dire de la violence et de la prédation au nom du « sur développement ». Les élites et groupes au pouvoir qui ont marqué l'histoire des cinq derniers millénaires ont largement fait le choix du deuxième scénario. Peut-il en être autrement ? Est-il possible de penser des arrangements institutionnels différents qui permettraient une transition vers des modèles sociétaux qui renoueraient avec la modestie du développement lent ou du développement figé ? Oui, de la préhistoire à nos jours, nous observons la présence d'initiatives et de projets qui ont expérimenté des propositions très intéressantes en ce sens.

Deux repères historiques récents¹

Au passage du 18^e au 19^e siècle, Robert Owen découvre le métier d'entrepreneur libéral. Ce faisant, il démontre qu'il est possible de devenir un entrepreneur social en intégrant des valeurs et des principes différents de ceux préconisés par l'orthodoxie en place. Le credo libéral stipulait et stipule encore que, dans tout projet entrepreneurial, les questions économiques et les questions sociales doivent être dissociées. Tout bon projet entrepreneurial devrait essentiellement consister à créer de la valeur économique pour le patron et ses associés.

Jean-Baptiste Godin emprunte une trajectoire similaire une soixantaine d'années plus tard. Non seulement se préoccupe-t-il du bien-être des ouvriers de son entreprise, mais il va jusqu'à la transformer en coopérative de travailleurs. En léguant la propriété de son entreprise « à ses ouvriers », il brise le sacro-saint droit de propriété privée. En empruntant la voie d'un mode coopératif de propriété, il met en avant la prééminence du droit collectif et du droit communal sur le droit privé. Dans ces deux cas de figure, ces entrepreneurs sociaux et coopératifs ne travaillaient pas seuls. Ils se sont retrouvés au cœur d'un réseau social qui les a appuyés dans la réalisation de leur projet. Ils ont certes assuré

¹ Sur le socialisme utopique, voir : <http://sos.philosophie.free.fr/utopiste.php>.

un leadership, mais ce dernier est demeuré partagé et assurément pas tourné à leur seul avantage. Au cœur de leurs actions, nous retrouvons la capacité de faire les choses autrement. Nous retrouvons aussi une volonté sociale d'explorer de nouveaux horizons en proposant que l'économie politique ne se transforme pas en économie libérale, mais en une économie sociale et solidaire. Comment ? En mobilisant autour de leur projet des personnes ouvertes aux idées nouvelles. Comment ? En osant ouvrir les portes fermées, en refusant les mots d'ordre des institutions conservatrices. Comment ? En s'inscrivant dans une forme d'illégalité et de subversivité par rapport aux conventions de leur époque. Comment encore ? En réussissant à faire progresser une voie alternative de construction du rapport « économie et société ».

Évidemment, cette voie alternative n'a pas fait consensus au sein des sociétés européennes en voie de modernisation. La construction du paradigme de la modernité s'est principalement élaborée à partir de postulats moins « utopistes socialistes » que ceux proposés par Owen ou Godin. Néanmoins, une mini-autoroute subversive s'est encastrée dans le paysage de sociétés qui ont fait du marché libéral, de l'État représentatif et d'une société civile vouée au mandarinat les grands axes à partir desquels allaient s'institutionnaliser toutes les formes organisationnelles qui meublent notre passé récent et qui pavent la voie à notre futur.

Il est clair que cette autoroute de l'utopisme socialiste a été maintes fois repavée. Au bitume le l'utopie socialiste a succédé l'asphalte socialiste, puis communiste sans oublier l'anarcho-syndicalisme et plus récemment tous les « ismes » de la gauche ou de l'avant garde de ce monde.

Somme toute, l'ensemble de la mouvance qui clame haut et fort une voie dissidente et subversive à la modernité libérale partage une même réalité, celle d'avoir eu à se recomposer et donc d'avoir fait le choix d'innover en proposant du «contre hégémonique» (Polanyi, 1944). Tant à droite qu'à gauche, il a fallu innover socialement pour dépasser les contraintes et les limites du système culturel dominant.

L'innovation en question

En termes simples, l'innovation se résume au fait de proposer une nouvelle combinaison ou une nouvelle façon de faire. Pour que cette nouvelle combinaison prenne racine dans les comportements humains, qu'elle se culturalise, elle doit être reconnue, acceptée, imposée ou adoptée par un nombre significatif d'individus. Elle doit prendre la forme légitime d'un layon, d'un sentier, d'un chemin ou d'une voie à suivre. L'innovation, pour être émergente, demande que son usage social soit culturalisé et socialisé afin qu'elle se répande ou se généralise (Fontan, 2006).

Bref, si les sociétés humaines ont énormément évolué au cours des cinq derniers millénaires, cette évolution fut réalisée à l'extérieur du jeu ou de l'action de déterminants naturels. Dès l'aube de la préhistoire humaine, ce ne sont plus les lois de l'hérédité, de la contingence ou du hasard qui agissent de façon prépondérante pour expliquer les mutations sociales et sociétales qui sont survenues. Ces mutations ont été dépendantes de facteurs culturels, et parmi ceux-ci, de ceux qui ont été lentement élaborés à travers le machinisme institutionnel. C'est par l'intermédiaire des processus d'institutionnalisation que se régularisent sur la durée des actions et que se standardise l'évolution des sociétés humaines. L'institution est une matrice de standardisation de comportements, de formes organisationnelles et de savoirs qui bénéficie largement de modalités d'action qui sont alimentées par les découvertes, les créations et les adaptations faites par des individus ou des groupes ou dépendantes d'actions imposées de l'extérieur (guerres, invasions).

Le concept d'innovation est fortement associé aux travaux de Joseph Schumpeter (1935). Ce dernier conçoit le développement d'une société à l'opposé de ce que représentait au début du 20^e siècle l'idée d'évolution. Pour Joseph Schumpeter l'évolution ne représente pas un processus linéaire qui suit une progression lente et graduelle. Au contraire, l'évolution advient par sauts qualitatifs et révèle la présence de ruptures radicales dans les façons de faire. Ainsi, adopter les hydrocarbures pour alimenter le moteur de l'économie libérale

représente une innovation matricielle au sens où elle permet une forme particulière de croissance et d'avancement dans la colonisation de nouvelles possibilités civilisationnelles.

L'évolution par innovation repose sur une modification tant de la forme que du contenu des arrangements institutionnels d'une société. Pour Joseph Schumpeter, la nouveauté se traduit essentiellement par l'adoption de nouvelles attitudes, de nouveaux comportements, de nouveaux compromis, de nouvelles façons de faire ou de penser. En d'autres mots, l'innovation est ce par quoi il faut passer pour adopter des façons de faire qui n'existaient pas préalablement.

Depuis les travaux de Schumpeter, la notion d'innovation a été retravaillée par de nombreux chercheurs. Ceci a permis de rendre compte de situations plus différenciées que celles envisagées par ce théoricien (Klein et Harrison, 2009). Cela a confirmé les intuitions de cet économiste, tout en relativisant la portée de ces dernières. L'étude des transformations sociales a révélé que toute nouveauté ne correspond pas nécessairement à de grands moments de rupture. De nombreuses innovations s'inscrivent dans des processus adaptatifs parfois avant-gardistes et libérateurs, très souvent conservateurs. D'une certaine façon, la notion d'innovation en est ainsi venue à qualifier le fait de voir des acteurs sociaux combiner autrement un ensemble d'éléments présents dans une communauté ou une société dans une optique adaptative ou réformatrice, à couleur plus souvent conservatrice que révolutionnaire. L'étude de cette notion a aussi permis de mieux comprendre comment émerge la nouveauté, de cerner avec plus d'acuité les dynamiques sociales requises pour rendre pérenne toute proposition de nouveauté.

Dans cette veine, les travaux contemporains ont montré l'importance de la socialisation pour qu'une proposition novatrice puisse être reconnue, acceptée ou adoptée par un nombre significatif d'individus, de groupes ou d'organisations. Le processus d'innovation doit aussi passer le test de l'acceptabilité morale ou politique. Dès lors, innover, c'est avoir passé avec succès le test de la sélection culturelle.

Schumpeter a eu le mérite d'attirer l'attention du monde scientifique sur la notion d'innovation à portée sociétale. Il l'a fait sans nécessairement qualifier ou poser de distinction entre différents types ou formes d'innovation. Sur ce point, le travail d'approfondissement qui fut réalisé au cours des dernières décennies permet de distinguer entre différentes catégories d'innovations : technologique, économique, sociale, politique, juridique ou culturelle.

L'innovation technologique renvoie au travail de construction de l'usage social d'une invention technique : l'imprimerie ou le courriel sont des exemples d'inventions autour desquelles la généralisation d'un usage social s'est traduite par une systématisation de leur utilisation. Le moteur à eau existe depuis un siècle, comme invention, sans qu'une généralisation de son usage ait été systématisée. Dès lors, point de passage à l'innovation technologique pour ce type de moteur !

L'innovation économique, dite de produit, de procédé, d'organisation ou de mise en marché obéit à la même règle. Toutes les inventions de nouveaux produits, de nouveaux procédés, de nouvelles formes d'organisation du travail, de modalités de capitalisation ou de mise en marché ne se traduisent pas forcément par une généralisation de leur usage social. Dès lors, toute invention économique ne se traduit pas automatiquement en innovation économique.

L'innovation sociale, comme façon novatrice de mettre en relation des individus ou des groupes sociaux, rend compte des mutations survenant dans les logiques (filiation versus contractualisation) ou dans les stratégies (individualisme versus collectivisme) de mise en forme de la socialité.

L'innovation politique s'inscrit dans la même veine. Elle relève de nouveaux agencements dans la façon de gouverner les actions sociales, de gérer le pouvoir : répartition équitable de ce dernier, versus appropriation par les uns au détriment des autres.

L'innovation juridique renvoie à la façon de concevoir la colonne vertébrale du fonctionnement de toute société, collectivité ou

communauté. Elle permet la construction d'un corps de règlements, de normes, de sanctions... Et elle le fait à partir de grands registres. Du registre communal, nous sommes passés au registre privé.

Généralement, les innovations technologique, économique, sociale, politique ou juridique prennent place au sein d'organisations. On parle alors d'innovations organisationnelles. Par organisation, nous entendons ici tout groupement de ressources au sein d'une entité qui fait corps et qui fait l'objet d'une coordination horizontale ou verticale, centralisée ou décentralisée, formelle ou informelle. Une forme organisationnelle centrale est une organisation qui occupe une fonction hiérarchique différente au sens où elle encadre le fonctionnement des autres organisations. Dans les sociétés modernes, nous retrouvons des espaces institutionnels centraux : d'un côté, l'État, le marché et la société civile, de l'autre, le juridique, le sacré et le culturel-artistique. Ce sont ces espaces institutionnels centraux qui représentent l'ossature du fonctionnement des sociétés modernes. C'est au sein de ces derniers que prennent place des innovations incrémentales (à effet très localisé et ordinaire) ou radicales (à effet systémique).

L'innovation culturelle représente le niveau intégrateur à partir duquel l'imaginaire sociétal est mis à contribution pour penser le cadre justificatif et normatif des rationalités de l'action. Innover culturellement, c'est procéder à une construction de l'usage culturel d'une proposition éthique ou morale, à la définition de valeurs et de principes guides, à l'énoncé de normes et de sanctions culturelles qui sont appelées à meubler les espaces institutionnels centraux. L'innovation culturelle est le lieu catalyseur à partir duquel se structure un gabarit de socialisation, les logiques d'intégration et les stratégies de mise à l'écart ou d'exclusion. Comme l'ont révélé les travaux de Viviane Zelizer (1978), assurer la vie est mal venu avant la fin du 19^e siècle. Par contre, cette pratique innovante s'institutionnalise au début du 20^e siècle, permettant d'élargir le champ de la marchandisation au monde de la mortalité tout en conférant un sens nouveau à l'argent. L'innovation culturelle en tant qu'ouverture de l'imaginaire sur « ce que l'argent est et peut faire » constitue une étape préalable à l'innovation économique de produit qu'en est venue à représenter l'assurance vie, comme principe moral

institutionnel, et les compagnies privées ou collectives d'assurance comme réalités économiques organisationnelles.

À la notion d'innovation a été ajouté le qualificatif social. La spécificité sociale de l'innovation correspond, selon notre analyse, aux modalités et aux agirs qui sont déployés par un groupe leader pour associer et mobiliser des objets, d'autres individus, des groupes, des organisations ou des institutions à une proposition innovante. L'étude de la dimension sociale de toute innovation consiste donc à comprendre la logique de socialisation, de cerner comment des individus, des groupes ou des organisations s'associent pour faire corps autour d'un projet, d'une proposition ou d'une idée.

Comment « un corps social » en vient-il à accepter de travailler sur une idée nouvelle ou d'accepter une nouvelle proposition : un produit, un processus de travail, une modalité organisationnelle, une stratégie de lutte, etc. ? Toute mise en réseau ou en association ne va pas de soi. Elle ne survient certainement pas au hasard. Elle est construite par des acteurs sociaux à partir d'un ensemble de déterminants tels :

- la confiance qui s'établit entre les porteurs d'une proposition innovante ;
- le charisme de leaders ;
- les valeurs promues par le projet ;
- les intérêts portés par les personnes ou les organisations ;
- les capacités de domination ou de résistance au sein du groupe, ou encore ;
- la volonté ou non d'exercer, de prendre du pouvoir ou de se libérer d'influences.

En quoi une proposition est-elle innovante ? Elle l'est en fonction de deux aspects. Premièrement, le ou les porteurs de la proposition doivent être en rupture par rapport aux façons de faire en place. La définition de l'usage social proposé leur donnera raison ou non. L'idée de rupture, forte pour Schumpeter, fait que la proposition doit se distinguer fortement de ce qui existe.

Deuxièmement, dans la logique de socialisation de l'innovation qui est proposée, nous retrouvons l'idée de constitution d'un espace collectif au sein d'un champ social. Le projet en vient à constituer un forum hybride autour duquel sont mobilisées des ressources et aussi sur lequel seront portés des regards extérieurs. Au mouvement centrifuge qui permet de faire corps s'oppose un mouvement centripète qui vise à délégitimer la proposition ou parfois à la récupérer.

Quête du Graal, épopée don quichotienne ou utopie réaliste ?

De retour à la question initiale, nous sommes en mesure d'apporter des éléments de réponse. Nous avons dit et vu que l'évolution des sociétés dépendait plus du travail fait par la société sur elle-même que de tout autre facteur déterminant. Nous incluons les invasions, les guerres et les effets de domination dans le travail fait par les sociétés sur elles-mêmes. Nous avons aussi vu que les institutions constituent l'ossature à partir de laquelle tient corps une société. Enfin, nous avons exploré un mode de changement et de transformation des sociétés qui repose sur la création et l'institutionnalisation de nouveautés. Dans notre logique d'analyse, l'innovation est fonction de faits socialement organisés à partir desquels sont instituées dans le temps de nouvelles régularités (Fontan, 2014). En bref, le moteur de l'histoire est humain, un moteur dont le fonctionnement est régulé par une minorité élitiste qui agit par filiation ou par contrat tant au détriment qu'à l'avantage de la majorité. Il en découle un paradoxe. Il y a invention et création de nouveauté, mais toute nouveauté ne constitue pas une innovation. Pour ce faire, elle doit réussir le test de la sélection culturelle, et ce, en fonction de critères fondamentalement contrôlés par les détenteurs de pouvoir, mais aussi par ceux proposés par des élites moins dominantes et plus dominées (les porteurs du contre-pouvoir).

L'histoire humaine prend alors l'apparence d'une quête du Graal : celle d'atteindre le bien vivre ensemble décrit dans le paradis céleste, mais de le faire de son vivant et sur Terre. Évidemment, cette quête ne stipule pas nécessairement que ce paradis terrestre soit accessible pour tous et pour toutes, bien qu'aujourd'hui tout le monde en rêve et y aspire. Cette quête est une véritable épopée don quichotienne puisque

les aspirations qui la motivent prennent souvent la forme de « moulins à vent ». En fait, nous avons historiquement résolu l'énigme de la quête du Graal et déjà vécu des situations sociétales de bien-vivre ensemble. Mais voilà, au lieu de s'arrêter et de savourer cette victoire, laquelle fut acquise dès la préhistoire pour les premières sociétés et au moins par des populations de l'Antiquité grecque ou asiatique, nous avons préféré renoncer au repos et reprendre la quête, du moins en lui donnant de nouvelles visées.

Ces nouvelles visées ne représentent pas une utopie réaliste. La modernité et son penchant prédateur à l'extrême ne constituent pas un idéal utopiste réaliste. Au contraire, elles sont l'aboutissement d'un processus de prédation destructrice qui a consisté à faire principalement reposer le progrès social sur des ressources culturalisées (par prédation et appropriation) et non sur une cohabitation harmonieuse avec les autres espèces peuplant les écosystèmes. Dans cette optique, la nature est devenue une ressource exploitable par l'humain au seul bénéfice et avantage du bien-être de ses élites dirigeantes ou des populations du centre (jusqu'à récemment, les pays du Nord).

Conclusion

S'il est évident que l'innovation est une technologie culturelle qui est à notre disposition pour permettre différentes formes de progrès – cognitif, technologique, économique, social ou autre –, il est tout aussi clair que cette technologie est un outil au service des sociétés humaines (intérêt commun par commune humanité) et non pas un « must » au service d'élites qui se veulent et se disent bienveillantes pour autrui. Si elles sont bienveillantes, c'est à leur profit que cette bienveillance s'exerce.

Au passage du 21^e siècle, être au service des sociétés humaines représente une lourde tâche pour les innovateurs et les innovatrices. Pourquoi ? Essentiellement en raison du refus de populations dopées par le consumérisme et l'individualisme d'envisager la fin du « surdéveloppement ». C'est au nom de l'impératif de la croissance

continue que nous nous disons contraints d'exploiter de plus en plus intensément les territoires que nous habitons. Du Plan Nord aux hydrocarbures du Golf du Saint-Laurent, autant de chantiers à entreprendre pour assurer le renouvellement de notre prospérité, de notre niveau d'enrichissement, de notre qualité de vie et de notre endettement à l'égard de notre futur. En aucun moment, nous nous demandons collectivement si cette quête de bien-vivre (Acosta, 2014) doit nécessairement passer par l'ouverture de tels chantiers. Sur ce point, il y a place à de l'innovation culturelle. En explorant le champ des possibles de notre imaginaire collectif, nous serions en mesure de trouver d'autres chantiers plus prometteurs à explorer et beaucoup plus porteurs d'espoirs en termes de qualité réelle de vie que ceux que nous font miroiter les défenseurs du tout au marché et de l'État néolibéral.

Dire non aux grands chantiers du surdéveloppement c'est dire oui à un grand dialogue social sur la façon de repenser notre avenir. C'est dire oui à des innovations qui ne réussissent actuellement pas à passer le test de la reconnaissance sociale : l'agriculture biologique, les systèmes alimentaires alternatifs, la petite production manufacturière de proximité, les soins de santé collectivisés, l'énergie socialement acceptable tant dans sa production que dans sa consommation, les formes institutionnelles fondées sur la logique juridique des communs ou du commun... (Dardot et Laval, 2014).

Aller dans ces directions représente certes un arrêt de la facilité dans laquelle nous a plongés le modèle civilisationnel hégémonique actuel. Nous devons d'une certaine façon apprendre à renouer avec la lenteur, avec la délibération, avec la prise de responsabilité individuelle ou collective, avec l'engagement, la participation et la mobilisation au travail de réalisation des sociétés sur elles-mêmes. Ces voies ne nous étaient pas inconnues il n'y a pas si longtemps. Par contre, nous les avons laissées de côté au profit du désinvestissement de notre engagement et de nos responsabilités sociales. Renouer avec ces façons d'être et de faire passe par une reconfiguration des arrangements institutionnels culturels afin de consacrer collectivement du temps social, donc du travail non salarié, aux questions morales et politiques. Aux trente-cinq, quarante, cinquante heures semaine que nous passons à travailler à salaire pour

des activités productives, nous pourrions réserver du temps social au travail permettant à la société de se produire autrement, à la production du travail requis par la société pour explorer des voies moins prédatrices de développement. S'il y a crise du travail économique, il y a tout lieu d'investir en travail le champ du non économique.

En guise de validation ou d'invalidation de notre hypothèse, l'histoire nous montre clairement que les premières sociétés ont su limiter l'inégalitarisme. Elles n'ont pas complètement fait, les rapports de genre en témoignent, mais elles ont au moins été capables de prévenir et d'éviter les grands débordements que nous vivons actuellement. Comment ? En refusant la voie de la centralisation politique (l'État) et en évitant la voie de la marchandisation économique de biens et de services (le marché).

Les innovations culturelles radicales en appel d'institutionnalisation auront à tirer des leçons des aspirations et des grandes réalisations des premières sociétés. Reconnaître en elles une certaine sagesse, c'est un premier pas vers l'acceptation que le bien-vivre ensemble n'est plus devant nous, mais derrière, qu'il s'agit de s'arrêter pour bien prendre le pouls de nos avancées, de nos victoires et d'apprendre à vivre simplement à partir de ces acquis.

Références

- Acosta, Alberto (2014). Le Buen Vivir, Ivry sur Seine, Éditions Utopia.*
- Boisvert, Yves (2001). « Quand l'éthique regarde le politique », Politique et Sociétés, vol. 20, n° 2-3, 2001, p. 181-201.*
- Dardot, Pierre et Christian Laval (2014). Commun. Essais sur la révolution au XXIe siècle. Paris, La Découverte.*
- Darmangeat, Christophe (2013). Conversation sur la naissance des inégalités, Marseille, Agone.*
- Fontan, Jean-Marc (2014). « Dynamiques sociales », dans Tannery, F., Denis, J.P., Hafsi, T. et A.C. Martinet, Encyclopédie de la stratégie, Paris, Vuibert, p. 439-450.*
- Fontan, Jean-Marc (2006). « Innovation et changement social », dans Klein, J.L., Harrisson (Dir.), L'innovation sociale, émergence et effets sur la transformation des sociétés, Québec, Presses de l'Université du Québec, p.*

405-412.

Klein, Juan-Luis et Denis Harrisson (Dir.) (2006). *L'innovation sociale, émergence et effets sur la transformation des sociétés*, Québec, Presses de l'Université du Québec

Lafaye, Claudette et Laurent Thévenot (1993). « Une justification écologique? Conflits dans l'aménagement de la nature », *Revue française de sociologie*, XXXIV, p. 495-524.

Polanyi, Karl ([1944], 1983). *La grande transformation*, Paris, Gallimard.

Schumpeter, Joseph Aloïs (1935). *Théorie de l'évolution économique : recherches sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*, Paris, Dalloz, 1999.

Zelizer, Viviana (1978). « *Human Values and the Market: The Case of Life Insurance and Death in 19th-Century America* », *American Journal of Sociology*, no 84, novembre, p. 591-610

SECTION V
Poésie/Création

Coûte chaire

Par **Catrine Godin**

de sang et de pétrole

les hommes ont soif, les hommes ont toujours soif
et plus ils ont soif, plus ils abreuvent la terre de sang

de sang et de pétrole

de l'or noir, comme ils disent, c'est la sauce de dinosaures décomposés...

« à quoi tu roules, toi ?

- moi, man, j'roule au «dead-body» et ça me coûte chair... »

j'en veux pas des sables bitumineux des Salopards

et j'en veux pas de leurs saloperies évidentes :

l'art de saloper l'environnement

l'art de saloper des territoires

l'art de saloper des provinces

l'art de saloper des présents et des futurs

l'art d'obliger les gens au sale pétrole

l'art de tromper les gens au sale pétrole

l'art de ralentir l'évolution au sale pétrole sale de chez sale

l'art de soumettre et

de nous faire passer un pipeline dans le cul
pour 2% du PIB ?
« ho oui vraiment ? »
détruire et gâcher, gâcher et détruire, détruire encore
du fédéral comme du provincial
JOUALVERT que ça m'écœure !

la Terre est une île dans la mer cosmique
une île que chaque être comme chaque instant abrège

*Poète contemporaine de Montréal, **Catrine Godin** explore le lyrisme et la métaphysique de la nature/langage. Catrine a travaillé cinq ans sur son livre « les chairs étranges, suivi de Bleu Soudain » (éd. du Noroît, 2012) qui, après l'« opéra » sombre et cathartique du premier recueil, « Les ailes closes » (éd. du Noroît, 2006), déploie une cosmogonie hymnique sondant la lumière qui, de tout temps, constitue en mondes les êtres de la terre.*

LA SOUFFRANCE EST LÀ POUR ME DIRE QUE JE SUIS TOUJOURS VIVANT

Par **Éric Roger**

La poésie ne se fait jamais d'amis
pour se distinguer
elle préfère faire la morte
pour montrer qu'elle est bien vivante
tout est poétique
même le doberman qui tente de me faire
des sourires à la Mike Tyson
tout est en lien avec la poésie
même le garagiste qui me montre comment
me rendre vers le chemin du non-retour
j'ai jamais compris l'intérêt que les gens ont
vis-à-vis la vie moderne
je préfère aller boire ma bière dans un coin perdu
et attendre de vomir sur la modernité
la plus belle mort est celle de mourir entre tes seins

Éric Roger est né à LaSalle en 1969. Il a publié neuf recueils de poésie, dont le plus récent est *LE PASSÉ EN COULEURS*. Il anime et dirige les soirées Solovox depuis plus de 14 ans; il y fait revivre les poètes québécois et fait découvrir celles et ceux de la relève.

À Cancun

Par **Charles Dionne**

à Cancun tu rêves encore de balayeuses centrales
et d'essence en spécial
tu en parles quand tu t'endors saoule
comme la chaleur qui reste autour des feux éteints
comme la mémoire du métal retentit jusqu'à toi
celle du béton s'émiette
et t'arrive par les bourrasques
qui sentent le sable et le mojito

Charles Dionne est un poète montréalais d'aujourd'hui, enseignant du français et assistant de recherche à l'UQÀM. Il est également actif dans le domaine de la scénarisation. Le poème inédit publié ici est extrait du recueil intitulé « Impondérable jouissance ».

Énergie sombre

Par **Mona B.**

L'expansion se précipite

Sur la Terre / proie

Propulse

L'énergie sombre

Ses tentacules

Son élixir de mort

Poursuit l'œuvre noire

Et calcine l'Univers

Les forêts sont derricks

Silhouettes métalliques

Geysers de brut embrasé

Poison -

Les champs pétrolifèrent.

C'est l'heure de la marée noire

De la fonte

De la transmutation

De l'or devenu noir - mort lente.

Englués, hurlent

En silence les cormorans.

La panacée devint calamité

Mona B. est le pseudonyme de Monique Béziade, une femme dont la poésie distille sa longue expérience de vie, sa passion pour la justice et la liberté, ainsi qu'une quête toujours renouvelée de sagesse agissante.

O Oil Sands / Les sables bitumineux

La Chorale du Peuple

Paroles : **Dan Parker**

Musique: « **Ô Canada** », de **Calixa Lavallée**

<https://choraledupeuple.bandcamp.com/track/o-oil-sands-les-sables-bitumineux-2>

O Oil sands, our gold on native land!
True patriot love
Petroleum commands
With fossil fuels
We see the rise of our
Strong economy
From far and wide
O Oil Sands
We fuel the U.S.A army
Harper keep our oil
Conservatively cheap
O Oil sands
We'll waste our land for thee!
O Oil Sands we'll waste our earth for thee!

Les sables bitumineux
Trouvés par nos aïeux
Vous êtes notre richesse
Qui nous rend si heureux
Car vous êtes exploités en paix

Malgré quelques dégâts
Votre histoire est mal racontée
Par des écolos-o hors-la-loi
Votre valeur
Va toujours monter
Taisez les é-co-los on en a ras l'bol
Les sables bitumineux pour la paix et le pétrole

La chorale du peuple (<http://choraledupeuple.org/paroles/>), formée de citoyen.ne.s engagé.e.s, est née en décembre 2011 à la fin de l'occupation de la Place des peuples (square Victoria) à Montréal. Nous reprenons des airs connus dont nous modifions les paroles pour aborder divers sujets tels que le mouvement étudiant contre la hausse des frais de scolarité, la politique néolibérale au Canada et au Québec, ou encore les questions environnementales (gaz de schiste, sables bitumineux, Plan nord).

La recette des gaz de schiste

La Chorale du Peuple

Paroles : **Alain Mignault, Myriam V., Clément Courte et Dan Parker**

Musique: « **Le gâteau empoisonné** », **Gérard Calvi et Pierre Tchernia**

<https://www.youtube.com/watch?v=X1gAAHMgk7s>

Le prix de l'énergie augmente
Puisque c'est comme ça,
J'ai une idée.....terrible.

C'est une bonne idée patron?

Ça va gazer!
Suis-moi.

Nous allons exploiter les énergies sales.
Le bon vieux charbon

Moui

Les plateformes de forage?

Pas mal

L'énergie nucléaire?

Classique

Les sables bitumineux?

Bof

Les gaz de schiste!

Ho! Oui!

Ha! Ha!

Pour faire un paquet de fric
Ce moyen est féérique
Payez-vous un lobbyiste
Pour aller forer dans l'schiste

Ho ho, je vais en payer deux !

Remplir d'eau un grand bassin
Ajouter du sable fin
Une touche de persulfate

Faites une étude adéquate

Noooooon!

Ah? Bon...

Ajoutez-y plusieurs tonnes
De chlorure de potassium
Un zeste de formaldéhyde
Et deux gallons de biocides

Ha ha, je vais en mettre trois

À l'aide d'un très grand bol
Versez-y du méthanol
Ajoutez du détergent

Qui respecte l'environnement

NOOON!

Ah? Bon.

Mélangez l'acide borique

Dans l'anhydride acétique
Trois tasses de toluène
Et deux litres de xylène

Ho ho, je vais en mettre un seul

Ajoutez-y deux douzaines
De litres de naphthalène
Sans oublier l'propylène

Et un peu d'éthylbenzène!

NOOON ..euh! OUIIIII!!!

Aah... Je savais qu'ça serait bien

Forez un puits très profond
Faites la fracturation :
Sous la nappe phréatique
Injectez la boue toxique

Moi, je veux la facturation

La roche brise sous la pression
Libérant le gaz si bon
Et recueillez le méthane
Dans u-ne petit' cabane

Ho ho, à nous le pactole

Aaaaahhhhh...
La recett' du gaz de schiste
Fait peur aux écologistes
Partout sur les continents

Y aura des accidents

Ho ho, j'étais pas au courant

L'eau sera empoisonnée
Des radiations libérées
Les gaz à effet de serre
S'en iront dans l'atmosphère

Ho ho, sauvons-nous

Quelques petites maisons
Près des puits exploseront
Faudrait pas être surpris
Des tremblements de terre aussi

Paradis fiscal nous voici

Aaaaahhhh...
La recett' du gaz de schiste
Fait peur aux écologistes
Partout sur les continents
Y aura des accidents

La recett' du gaz de schiste
La victoire des lobbyistes
Partout sur les continents
On exploite sans ménagement
POUR L'ARGENT!!!

Papedibedadedawow
YYYEAAAHHHH!

Medley pour la Terre

La Chorale du Peuple

Paroles : Myriam V. et Dan Parker

Musique:

* « Gens du pays », Gilles Vigneault.

** « Un musicien parmi tant d'autres », Harmonium.

*** Livre de la jungle, « Il en faut peu pour être heureux ».

****« On lâche rien », HK & les saltimbanks.

<https://choraledupeuple.bandcamp.com/track/medley-pour-la-terre>

2X*

Gens du pays c'est sur votre sol
Qu'ils vont répandre du pétrole
Gens du pays, c'est à votre tour
De protéger votre arrière-cour

2X **

On est une belle gang de mon-de
Et on a queq' chose à dénoncer! (tilididapdapdap)
Transporter c'pétrole immonde
Il faudrait peut-être y renoncer! (tilididapdapdap)

2X ***

Il en faut peu pour être heureux
Vraiment très peu pour être heureux
Il faut se satisfaire du nécessaire
Oublie les sables bitumineux
La nature c'est bien plus joyeux

Il en faut vraiment peu pour être heureux

2X ****

On lâche rien (8x)

TransCanada (2x)

TransCanada ne passera pas!

2X

On lâche rien (8x)

Coule pas chez nous (2x)

Coule pas chez nous

Coule pas nulle part!

2X

On lâche rien (8x)

Plus de vélos (2x)

Plus de vélos et moins d'autos!

On lâche rien (8x)

Vers la source

Par **Camille Caron Belzile**

Vendredi

Des crêpes aux pommes. Il a cette idée fixe dans la tête depuis qu'il a ouvert les yeux. Il ouvre le vieux livre de recettes de sa mère. Yann découpe des tranches de pommes, puis les découpe à nouveau en petits cubes. Il combine les ingrédients puis verse une grosse louchée de pâte dans la poêle. Il se laisse porter par l'arôme des pommes qui s'attendrissent, de la pâte à crêpe qui se fige et du beurre qui dore tout. Pendant que ça cuit, il écoute un vinyle de chants de baleine et fait brûler de l'encens. Il s'est créé un véritable cocon. En fait, c'était leur rituel du samedi matin à sa mère et lui. Pendant qu'elle cuisinait, lui il avait les yeux rivés au fleuve. C'est à cette époque où il laissait son regard se remplir de la couleur de l'eau et du mouvement des vagues qu'il s'est mis à imaginer l'apparition des monstres marins des histoires de sa mère. Un samedi, il lui avait hurlé que les monstres fonçaient tout droit sur eux, qu'il fallait tout abandonner et s'enfuir car ils allaient tout détruire. Sa mère l'avait rejoint dans une cascade de rires et de couleurs avec des pinceaux en lui proposant de transformer le mur du salon en fresque géante où il pourrait dessiner les monstres qu'il voyait. Il lui avait demandé ce qu'était une fresque. Elle lui avait expliqué que c'était un peu comme un totem, mais en deux dimensions. Yann adorait les totems même s'il ne pouvait plus en voir des vrais depuis qu'ils avaient déménagé de Kanesatake pendant la crise d'Oka. Sa mère avait décidé de suivre la route de Thoreau et d'aller vivre seule dans les bois avec son fils. À force de renoncement et de travail acharné comme serveuse, il lui avait suffi de trois ans pour être mesure de contracter l'emprunt nécessaire à l'achat d'une maison avec vue sur le fleuve. Elle l'avait achetée à un client régulier qui lui avait fait un prix d'ami pour lui

exprimer sa reconnaissance suite à toutes ces soirées où elle avait eu assez de cœur pour l'écouter exprimer son spleen, lui qui avait pourtant eu tellement plus de chance qu'elle. Ce n'est que bien plus tard, alors que le mur du salon était déjà rempli des monstres imaginaires de son fils, qu'elle lui avait enseigné le secret de ses crêpes aux pommes dont il raffolait tant.

Yann pense à elle en regardant les nuances de gris du fleuve qu'il a cessé de percevoir comme une frontière depuis qu'il a pris la résolution d'y passer l'été. À cette pensée il s'active à nouveau : il vide le contenu des tiroirs dans des boîtes, empile les livres, les disques, les albums photo en s'y attardant le moins possible, car il connaît le piège. Une fois un îlot de boîtes de carton constitué au centre du salon, il s'arrête enfin pour réfléchir à la prochaine étape. Il remarque que le plus gros des objets de sa mère est en fait accroché sur les murs comme pour ajouter une couche de protection à la maison. Il semble hésiter, comme si le fait d'enlever tout cet arsenal symbolique d'un seul coup allait fragiliser la maison au point de la laisser s'effondrer et glisser dans la mer. Il court chercher son appareil photo et son trépied. Il réalise une photographie panoramique de la pièce principale pour pouvoir ensuite tout remettre en ordre lorsqu'elle reviendra. Arrivé face à la fenêtre qui donne sur le fleuve, Yann prend une pause. On dirait même qu'il prend la pause. En fait, il constate que son reflet fait écho aux monstres marins qu'il ne dessine plus. Après de longues minutes à regarder le petit écran de son appareil, il se décide finalement à retirer les tissus, les wampums, les masques et même les morceaux d'écorce d'arbre qui recouvrent le mur entourant la large fenêtre. Dès le premier morceau d'écorce arraché, les dégâts laissés par la colle sont considérables et il le remet immédiatement en place. Il constate aux rectangles plus pâles laissés derrière les objets qu'il doit encore mettre une couche de blanc sur les murs jaunis par le temps. Le disque de chants de baleine s'est arrêté. C'est le bon moment pour charger son Volks. Il transporte deux boîtes à la fois jusqu'à son Volks qui à son tour effectuera le déplacement jusqu'au petit phare qui était son château quand il était petit. Dans le phare, il prend soin de tout entreposer comme il se doit. La

porte refermée, il regarde à l'intérieur par le petit hublot, c'est pas bien grand mais une personne seule pourrait aisément y vivre. Si sa mère revient, elle pourra s'y installer en attendant le départ des locataires. Le croassement d'un corbeau lui fait détourner le regard et imaginer la vue à vol d'oiseau de tout le tableau : la maison, le Volks, lui et le phare comme une source de vas-et-viens jamais tarie, mais le corbeau fonce vers le bois où Yann perçoit cette fois le bruit des machines. C'est peut-être son imagination qui lui joue des tours, l'obsession ayant remplacé son sens aigu de l'observation. Peut-être qu'ils sont vraiment en train de saccager la forêt en tout temps, même le dimanche, même pendant ce moment cérémonieux de dépossession.

Il retourne dans son Volks et il n'y a plus aucun témoin pour voir un homme s'effondrer sur son volant et se laisser traverser par les secousses du temps jusqu'à émettre un léger râle, le seul son qu'il se croit être en mesure de communiquer, jusqu'à ce que son ami Jack débarque pour lui donner le coup de main promis. Yann lui explique entre deux hoquets qu'il est trop tard, que tout est prêt, qu'il a même laissé la clé sous le tapis de l'entrée pour les locataires.

- Tu sais quoi Yann, je vais les surveiller de près moi. Ça me prendra au moins tout l'été pour finir les rénovations et je prendrai des pauses pour m'assurer qu'ils respectent les limites qui leurs ont été imposées : ils couperont pas un arbre en trop pour leur cochonnerie de pipeline, ça je peux te le jurer, même si un c'est déjà trop.

Ils s'installent sur la grève et s'offrent une petite session de jam pour boucler la boucle. Yann refuse de boire une seule goutte même si son copain a apporté une bonne bouteille pour lui délier la langue et l'âme. Son amie Mariette compte sur lui pour le spectacle du soir et il ne veut laisser aucune place à un faux départ.

Jeudi

Il décachète une lettre. En retire des feuilles lignées et lit en un souffle l'écriture serrée qui y figure. Il s'attaque immédiatement à une réponse en faisant quelques pauses pour regarder les contours des monstres de son enfance.

Chère Mariette, Te souviens-tu de ces soirées où nos phrases s'étiraient, emportées qu'elles étaient dans le grand souffle des saisons? Nos mots se sédimentaient dans l'espace. Nous nous inspirions des contes de ma mère pour les lancer au vent en performant ses histoires. Tu te prépares probablement à entrer en scène et à les enivrer encore. Et dans chaque espace que tu transgresses avec ton corps il y a une affirmation.

J'ai détruit les voiles de Sagana au moment où j'en avais le plus besoin. Je t'ai déjà parlé de ces bruits qui m'inquiétaient la nuit dans la forêt. Ils attendent la pénombre pour laisser aller leur machinerie folle. J'en fais des nuits blanches ou des cauchemars. J'ai un rêve récurrent, il y a longtemps d'ailleurs que tu ne m'as pas raconté les tiens. Il consiste en l'apparition d'un homme à l'allure de celui qu'on voit dans « Le cri » d'Edvard Munch, pas très original, mais ce tableau accroché dans la salle de bain a dû marquer mon imaginaire. Dans mon rêve, l'homme craint les animaux sauvages et se réfugie vers un troupeau de mastodontes motorisés qui parcourent une montagne de troncs d'arbre. Là, son visage se décripe, il peut enfin s'asseoir, rassuré et il met le feu à la montagne en faisant de grands signes pour faire décamper les conducteurs. Les chauffeurs de grues suivent ses indications. Des milliers de véhicules sortent alors de la montagne en poussant des cris aigus. Des pattes leur poussent alors qu'ils évacuent en trombe la fourmilière.

Bref, tout a commencé avec ces sons étranges venus de la forêt. Un matin, j'ai bien été obligé d'en constater la réalité. Au moment où l'homme du tableau allait allumer le brasier on a cogné à ma porte, m'évitant ainsi la vision d'horreur du carnage de la montagne-fourmilière. Un homme était là, me tendant un bout de papier noirci. Je n'ai pas voulu entrer dans

ce dialogue dont je connaissais déjà l'issue. J'ai tiré sur le document qu'il serrait entre ses poings et l'ai observé d'un regard froid; je n'ai pas même voulu entrevoir son humanité au risque de me laisser séduire. C'est ici que je veux faire intervenir ma raison. Tu sais, je ne crois pas que tous les êtres humains méritent mon attention, je sélectionne, comme on le fait face à une bibliothèque... Mais tu me connais, je n'ai pas tenu la ligne très longtemps et l'air du soir imbibé d'alcool a soufflé au large mes inhibitions. Je suis allé me réfugier sur mon bateau avec une bouteille de fort... Arrivé sur Moby j'ai déployé ses voiles, j'avais besoin d'elles, de les entendre battre au vent pour m'accrocher à quelque chose de tangible. Je me suis débattu toute la nuit mélangeant mes démons et mes inspirations; les hommes sans regard aux histoires des aînés. J'ai parlé à ces visages en m'adressant au large, et puis il m'a semblé qu'ils se joignaient à moi. Mais j'étais réfugié; tu comprends, je n'étais pas prêt! L'aube m'a enveloppée en camouflant mes gestes dans le brouillard. Tout de même, je n'ai pu faire autrement que de constater que mes voiles étaient en lambeau. Il ne me restait qu'une bouteille vide et le pire mal de tête que j'ai eu depuis des lunes! Tout cela pour te dire que je viendrai à Montréal pour m'en procurer de nouvelles. Je tourne la page et j'ai envie d'inscrire ton nom sur la première ligne. Je suis parti si vite... Me pardonnes-tu? M'accueilleras-tu?

Yann

Mercredi

Je n'ai pas dormi encore. Il y a de ces nuits qui passent comme une seule longue heure solitaire. Moi qui ai arrêté de fumer depuis des années, je me suis levé à plusieurs reprises pour me remplir de nicotine. La dernière fois que je suis sorti, j'ai tiré tellement fort sur ma cigarette pour m'en dégoûter et la quitter pour toujours que j'en ai dégueulé. Le vacarme a arrêté avec le lever de soleil. J'allais encore une fois me perdre dans toutes ces teintes roses, orange et bleues, mais quelque chose m'a empêché d'ignorer ce que le silence violé de ma nuit m'a

dévoilé avec plus de fatalité que ces saletés d'articles obscurs que je me suis fatigué de lire il y a des mois: ils sont en train de raser la forêt pour faire passer cette saleté de pipeline.

Ça me rentre dedans comme si je l'avais jamais su. Comme si on avait pas déjà eu assez d'envahisseurs ici...ça c'est l'Histoire avec une grande hache. Qu'est-ce qu'un gars comme moi peut faire face au poids d'une hache swignée par les bras musclés d'un bûcheron? À part éviter la rencontre, je vois pas trop...Et pourtant c'est vrai qu'il est magnifique ce lever de soleil, encore plus tendre que mon premier french kiss à quatorze ans dans le stationnement du bureau de poste... Je me demande quand même ce qu'elle est devenue Amélie. Une fille géniale, beaucoup trop bien pour moi d'ailleurs...ça doit être pour ça que ça a pas duré. Et là, cette situation non plus ne peut pas durer. J'ai beau avoir lâché prise, je supporte pas d'être le témoin passif de la destruction de ma cour arrière. Un plan B, pense vite à un plan B. Chier des plans B à tout bout de champ pour compenser les contingences de son temps c'est pas donné à tout le monde. Retourner prof d'histoire et éveiller les consciences? Mmm...pas assez efficace à mon goût et de toute façon depuis 2012 je suis pas mal barré des commissions scolaires. Ouin, pas assez réaliste. Y a toujours ben le vieux voilier de ma mère qu'on voulait retaper, en plus elle serait contente que j'aie accompli quelque chose de constructif à son retour. Ça commence à sonner comme un plan B.

Mardi

Il y a un escalier de pierres qui mène à la grève, puis au fleuve. Il est bordé d'églantiers qui s'épanouissent en été en commençant par le temps de la Saint-Jean Baptiste. On peut alors voir des enfants chanter et danser avec des roses accrochées dans les cheveux. La danse de l'innocence toujours répétée des rosiers qui bordent l'escalier de mon enfance.

Ce devrait être interdit que je puisse te parler comme ça, sans filtre. Tu es ma mère après tout et je suis supposé te craindre lors de moments comme ceux-là, où je me sens perdu, où je me sens seul, où je ne me sens plus rien qu'un de ces troncs d'arbre qui roule dans le ressac. Plus rien à quoi s'agripper. À la limite de la grève, là où la végétation reprend ses droits, il y a des masses de bois mort bien sec. C'est pas croyable il me semble d'échouer ici à l'aube de la trentaine en sachant encore moins que jamais ce que je veux faire de ma vie. Il me semble avoir évalué tant de possibilités et avoir tant critiqué que maintenant la seule option est trouver une issue. Et bien sûr qu'il y en a toujours, j'ai plus d'un tour dans mon sac pour trouver des issues, je crois qu'il faut surtout être créatif. D'ailleurs j'ai toujours eu le sens de l'image, tu me l'as si bien appris. Les images...ma force, la force de ton fils, ta force.

Et la maison maman elle me fait vivre les mêmes émotions qu'avant! C'est vrai que tout apparaît plus petit, mais je me revois courir sur les rochers, le regard vers le phare, tomber si fort sur les genoux que je le sentais jusque dans les dents, mais continuer à courir pour faire comme le vent, pour m'envoler enfin quelques secondes, comme toi dans les champs, portée par tes longues jambes de gazelle. C'est juste que tout est plus petit et un peu moins impressionnant. J'ai l'impression d'être dans une maquette en miniature de paysages que j'ai fouillés de fond en comble. Apparemment ils veulent y voir de plus près et creuser plus creux. C'est pour ça que tu es partie m'as-tu écrit.

Tu te souviens les traces de dinosaures, le sentier des lutins, nos cavernes d'Ali Baba, les cheveux de sirènes, les bateaux fantômes et ces milliers de trésors que nous dépoussiérions tous les jours en parcourant la côte du fleuve?

Combien de lunes depuis que tu es partie marcher? Mais je n'ai aucun moyen pour te parler. Tu me disais fièrement que je n'avais qu'à m'adresser à toi par la pensée, que ça ferait pareil et que c'était intemporel. Je ne veux pas laisser de trace.

Il fait entre trois et cinq pas avant de se pencher à nouveau pour cueillir le bois mort qui décore la grève. Une fois les bras chargés à bloc, il amène le fagot jusqu'à l'amoncellement déjà entamé depuis la veille.

Il devra faire brûler le bois aujourd'hui même pour éviter qu'il ne soit trempé par la pluie. Les rafales de vent créent des moutons gris sur le fleuve et il a bien l'intention de les compter pour occuper les heures du jour. Préparer un feu comme on se fait couler un bain chaud, se dit-il. Et comme il s'évertue à embraser sa petite montagne grise, il se retourne vers le grondement sourd dont la source est camouflée par la lisière du bois. Il se cache derrière la boucane, mais ce n'est qu'un feu de bois mort qui ne durera pas. Un flocon de cendre vient se poser sur sa joue rendue humide, il a les yeux fermés. Les larmes et la cendre lui dessinent un nouveau visage et il tourne le regard vers le fleuve, non mécontent d'avoir déniché une nouvelle trajectoire, un autre possible.

Et c'est la grève qui t'avait offert une réponse. C'est cette pierre sur laquelle tu t'étais penchée à ce moment précis qui t'avait poussée à me garder, c'est ce que tu m'as raconté.

Lundi

Un homme conduit un vieux Volks à toute allure sur la vingt. Il creuse sa route vers on ne sait où, les phares des autres comme seul obstacle à dépasser. Après son passage on sacre, on gesticule : « Où c'est qui va le p'tit criss coudonc! ? ». Ses essuie-glaces non plus ne sont pas assez performants, lui c'est après eux qu'il sacre. Depuis l'intérieur du véhicule, la colonne d'arbres qui creuse son tunnel semble le poursuivre, le sommer de ralentir. Lui il ne les voit pas. Il a le regard fixé sur un point devant, une zone inconnue et pourtant précise, un regard d'explorateur. Assurément, c'est pas avec une telle attitude qu'il découvrira quoi que ce soit de neuf, alors on se doute qu'il roule vers son passé...ou vers la mort à une vitesse pareille.

Mais il est trop concentré pour faire un accident de voiture: première cause de mortalité. À ce point-ci de son histoire, ce ne serait pas possible, incohérent. Son attention est toute dirigée vers son objectif. Il effectue une courte pause pour mettre de l'essence en soupirant.

Il n'a pas l'air heureux de dépendre de ce tuyau dégoulinant, mais il respire quand même plus fort parce qu'il en adore l'odeur malgré lui. Il reprend la route de plus belle, comme un joueur de hockey à qui le coach permettrait de retourner sur la glace après une trop longue pause, une pause qui aurait tout voulu dire s'il ne donnait pas à ce moment précis le maximum de lui-même.

Ellipse de quelques heures qu'il ne compte pas de toute façon. Il tourne à bâbord dans une entrée. La pluie ne lui a pas donné de répit. Son rythme est devenu lent. Son regard s'est comme débloqué, il se pose maintenant sur chaque détail de l'allée. Les arbres fruitiers qu'il aperçoit à peine et dont les baies vermeilles ont déjà été saccagées par le torrent vertical qui l'accueille. Il apparaît à ce moment hors de tout doute qu'il est en train de revenir chez lui après une longue absence. Il plisse les yeux pour faire le focus sur une maison rendue invisible par la pluie. Il ouvre la portière et la cacophonie aquatique produit comme un dé clic en lui. Il reprend le rythme. Monte les escaliers quatre à quatre et cogne à la porte même s'il voit bien qu'un mot y est accroché :

Yann,

Je suis partie pour notre onkwehonwe. Tu te souviens ce que grand-maman disait? Et son arrière-grand-mère avant elle? Je te l'ai mille fois raconté... Elles ne m'ont pas laissée attendre. Maintenant je sais que tout est possible. Je suis partie de mon plein gré, fait ce que tu veux de la maison, elle est à toi. Ne m'écris pas. Je ne serai pas seule, je pars avec mes sœurs.

Je t'aime

Maman

À ce moment, il n'est pas certain qu'il lise avec une minutie particulière chaque mot écrit par la main de sa mère, car il est possible qu'il lise et relise la courte note d'adieu. Tout comme il n'est pas évident de savoir si ce sont des larmes qui coulent sur ses joues ou des gouttes de pluie

qui peinent encore à s'évaporer...probablement un peu des deux. On ne le saura pas car il est déjà sous la pluie à essayer d'encaisser le choc. Qui est bien moins pire, relativise-t-il le nez au large, que celui d'un véhicule qui percute un arbre à 160 km/h...ou d'un navire chargé de colons qui se heurte à une terra incognita, mais ça c'est une autre histoire.

*L'écrivaine **Camille Caron Belzile** est une auteure de la relève engagée dans la création artistique et son épanouissement au cœur la cité. En 2011, tout en faisant sa maîtrise en littérature à l'UQÀM, Camille C. a cofondé le Café l'Artère, un collectif montréalais autogéré qui se transforme le soir en salle de spectacle d'une grande importance pour la relève artistique d'ici. Ève Marie Langevin et Anatoly Orlovsky, les co-responsables de cette section poésie/création, y ont lancé en 2014 leur disque de poésie et clavecin, « Soleils, éclater dans le ciel ».*

